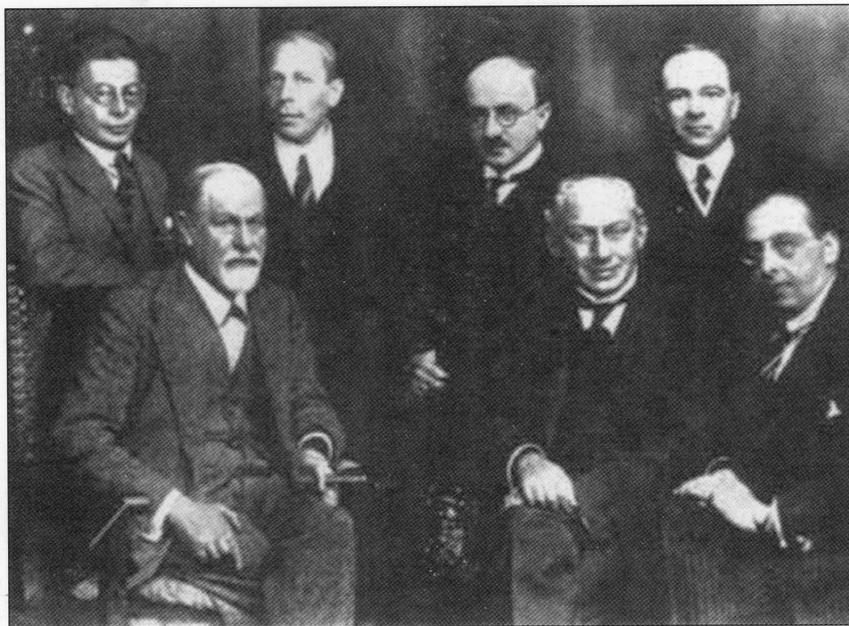


cahiers

LEON TROTSKY



Zbigniew M. Kowalewski □ Le trotskysme et le nationalisme révolutionnaire

Alexander Pantsov □ De nouveaux documents sur l'histoire du bolchevisme

Jacqy Chemouni □ Eitingon a-t-il participé à l'assassinat de Trotsky ?

Stefan Zgliczynski □ Trotsky éternellement vivant

Giulio Romano □ L'Italie en 1943 : entre guerre et révolution

Christian Castillo & Freddy Lizarraque □ Les moments de « tournant historique » du mouvement ouvrier argentin

77

avril 2002

Revue trimestrielle □ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 45 €, 53 € et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 23 €

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 45 €

• France : 8 Nos (2ans) 90 €

• Etranger : 4 Nos (1an) 53 €

• Etranger : 8 Nos (2ans) 106 €

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 60 €

• France : 8 Nos (2 ans) 120 €

• Etranger : 4 Nos (1an) 68 €

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 132 €

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de 7 € pour les abonnés (prix public de 12 €) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 90 € (+ 7 € de frais de port)

Moyenne collection du N° 1 au 40 : 230 € (+ 12 € de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 75 : 380 € (+ 16 € de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en euros sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 15 €.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 7 € (frais de change)

et tout paiement sur une banque étrangère de 7 € (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 77

Avril 2002

Présentation 3

ARTICLES ET ÉTUDES

Zbigniew M. Kowalewski

— Le trotskysme et le nationalisme révolutionnaire : introduction au cas cubain 5

Alexander Pantsov

— De nouveaux documents sur l'histoire du bolchevisme 23

Jacqy Chemouni

— Le psychanalyste Eitingon a-t-il participé à l'assassinat de Trotsky ou à des actions d'espionnage au profit du régime stalinien? 33

Stefan Zgliczynski

— Trotsky éternellement vivant 65

Giulio Romano

— L'Italie en 1943 : entre guerre et révolution 75

Christian Castillo & Freddy Lizarraque

— Les moments de « tournant historique » du mouvement ouvrier argentin 95

Pierre Broué

- Du nouveau sur la Guerre d'Espagne : documents russes publiés aux Etats-Unis 105
- La politique militaire du PC pendant la Guerre 117

LES DÉPARTS

- Marcel Bleibtreu 125
- Albert Maso March 126
- Bartolomeo Costa Amic 127
- Eugenio Fernandez Granell 127
- Dang van Long 128

Photo de couverture : Max Eitingon (1881-1943) au milieu (debout, deuxième à partir de la droite) de Freud et du Comité (« Les Septs Anneaux »)- voir l'article de J Chemouni, p.33.

Présentation

Le retard considérable de ce numéro, le silence sur certaines questions sont dûs à un accident d'informatique. La malchance a voulu que notre responsable de rédaction, très mal en point (malade) seul pendant les congés, n'ait pas eu la force de sauvegarder les numéros de LMA et CLT qu'il venait d'achever et qui ont été détruits la nuit suivante avec le disque dur qui les portait, ainsi que les documents joints et originaux qui ont disparu aussi.

Il a fallu recommencer, environ 600 000 signes à taper mais aussi les 2/3 en traductions à refaire.

C'est terminé. Les secouristes, PB et JPJ sont épuisés, leurs finances aussi... il a fallu, juste avant l'euro, acheter un nouvel ordinateur (une brique deux), payer la tentative de retrouver des textes sur le disque dur (1200 francs pour rien), payer des dactylos pour environ 400 000 signes. Tout ça payé par deux camarades. On ne veut pas vous injurier ou vous effrayer en vous donnant le total. On vous appelle juste au secours. Ne nous laissez pas seuls à essayer de sauver **notre revue**. Envoyez ce que vous pouvez, le plus possible, à Aujame pour les CLT.

Ce numéro comporte des articles rescapés de l'accident : mon compte rendu d'un livre américain important sur les militaires soviétiques et un autre de divers travaux sur le PCF. Les autres étaient destinés à ce numéro dès l'origine. **Z. Kowalewski** relance le débat après la série sur Cuba de Gary Tennant. **Alexander Pantsov** a vu une grande partie de l'ancien Fonds Staline, aujourd'hui entr'ouvert. **Jacqy Chemouni** examine le cas du psychiatre Eitingon, au nom lourd à porter. Nous reproduisons aussi un article de **Zgliczynski** sur la révolution d'Octobre et sa dégénérescence, paru dans le quotidien d'Adam Michnik. **Giulio Romano** nous a envoyé un article sur l'Italie en 1943, de la guerre à la révolution. **Christian Castillo** et **Freddy Lizarraque** ont écrit sur les tournants de l'histoire ouvrière argentine.

Zbigniew M. Kowalewski

Le trotskysme et le nationalisme révolutionnaire

Introduction au cas cubain

Le livre de Gary Tennant, *The Hidden Pearl of the Caribbean : Trotskyism in Cuba*, nous révèle l'extraordinaire histoire – et la tragédie – du trotskysme cubain. C'est un mérite de ce livre, mais, à notre avis, il est anéanti en grande partie par l'approche théorique et politique de son auteur. Notre travail n'est pas une polémique avec Tennant. Il se propose de porter un regard alternatif sur cette histoire, ou plus exactement, sur son point nodal, à savoir la question des rapports des trotskystes cubains avec le nationalisme révolutionnaire. Il nous est impossible de le proposer sans mettre premièrement le bâton dans la fourmilière : sans mettre en cause la manière dont la tradition dominante dans la pensée marxiste perçoit la nature de classe et le rôle du nationalisme chez les nationalités opprimées et dans les pays coloniaux et dépendants. C'est le sujet de la première partie de ce travail. La deuxième suivra.

Les formations sociales combinées

« L'objet de la notion de classe n'est pas de classer mais d'être concept du mouvement historique. »¹ « La classe ouvrière n'est ni une situation ni un sujet, c'est un ensemble de pratiques de résistance au capital. »² Le socialisme est la tendance de la résistance de la classe ouvrière à l'exploitation par le capital dans la mesure où cette résistance socialise tendanciellement la force de travail. Dans les formations sociales où domine le capitalisme mais situées sur les périphéries ou les semipériphéries sous-développées, dépendantes et nationale-ment opprimées, retardées dans l'accomplissement des tâches correspondant historiquement aux révolutions démocratiques bourgeoises, du système capitaliste mondial, les conditions de production et d'exploitation sont beaucoup plus hétérogènes structurellement que dans les formations centrales, développées et dominantes. Toutes les formations sociales sont combinées ou hybrides et structurées à dominante dans la mesure où elles ne sont pas basées sur un seul mode de production mais sur la combinaison ou l'hybridation (ou encore l'articulation) de plusieurs modes de production et/ou d'exploitation. Mais ce n'est pas un accident si, par exemple, Trotsky qualifia de combinée la formation sociale arriérée et semi-périphérique de la Russie tsariste ou si George Novack qualifia comme hybrides les formations sociales sous-développées et dépendantes de l'Amérique latine³, tandis que personne ne qualifie de cette façon les formations centrales.

Dans les formations périphériques, plusieurs types d'exploitation se combinent. Le premier c'est l'exploitation spécifiquement capitaliste : celle dont la force de travail est « *soumise réellement* » au rapport d'exploitation capitaliste, c'est-à-dire forgée par lui-même et taillée à sa mesure dans le procès de révolution industrielle et des révolutions technologiques successives. C'est cette « soumission réelle » qui crée les conditions permettant au capital une exploitation relative de la force de travail consistant dans l'extorsion de la

1. J. Bidet, *Que faire du Capital ? Philosophie, économie et politique dans Le Capital de Marx*, Paris, Presses Universitaires de France 2000, p. 124.

2. J. Robelin, *Marxisme et socialisation*, Paris, Méridiens Klincksieck 1989, p. 222.

3. G. Novack, *Understanding History : Marxist Essays*, New York, Pathfinder 1972, 147-159.

survaleur relative. Nous savons, en particulier d'*Un chapitre inédit du Capital* de Marx, que seulement cette « *soumission réelle* » et cette exploitation relative sont constitutives du « *mode de production spécifiquement capitaliste* ». L'exploitation relative de la force de travail est la forme achevée et centrale d'exploitation capitaliste. Le deuxième type c'est une exploitation dont le capital en tant que rapport d'exploitation ne se soumet que « *formellement* » à la force de travail forgée par d'autres modes de production, à savoir ceux qui précèdent la production capitaliste. L'exploitation de la force de travail est, dans ce cas, absolue : elle consiste dans l'extorsion de la survaleur absolue. Il s'agit d'une forme inachevée et périphérique d'exploitation capitaliste. Tandis que dans ces deux types l'objet de l'exploitation est le travail salarié, soit libre, soit plus ou moins « bridé »¹, le troisième comprend les diverses formes d'exploitation du travail dépendant et bridé non-salarié consistant dans l'extorsion du surproduit absolu. En général, sous la domination du mode de production capitaliste elles se combinent avec les formes périphériques d'exploitation capitaliste et existent sur la base de ce mode de production, participent à sa reproduction et sont reproduites par lui. Ce qui distingue les formations centrales et périphériques du système capitaliste mondial ce sont, entre autres, les poids relatifs qualitativement différents du mode de production spécifiquement capitaliste et d'autres modes d'exploitation. Mais ce n'est pas tout : dans les formations périphériques, c'est encore « *l'exploitation nationale qui complète et exacerbe l'exploitation de classe* » (Trotsky).

L'un des traits distinctifs des formations centrales est une détermination nationalement homogène des niveaux de productivité du travail, du travail socialement nécessaire et de la valeur de la force de travail. Dans les formations périphériques, un tel triple mouvement d'homogénéisation nationale n'est à peine qu'une tendance qui ne s'impose jamais d'une façon achevée. Dans ces formations, les niveaux de productivité du travail et le travail socialement nécessaire sont déterminés d'une façon hétérogène : dans certains secteurs, par le marché apparemment national mais en fait éclaté, et dans d'autres par le marché mondial. Par contre, la valeur de la force de travail, elle, est déterminée dans tous les secteurs par le marché national du travail qui, en général, n'est pas

1. Y. Moulier Boutang, *De l'esclavage au salariat : Économie historique du salariat bridé*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.

consolidé et unique mais éclaté, constituant une constellation des marchés régionaux ou locaux et sectoriaux.

De la grande hétérogénéité et de l'éclatement des conditions de production et d'exploitation dans les formations périphériques, comme également de l'exploitation nationale, découlent d'importantes anomalies dans la formation de la bourgeoisie et de son État : tout en étant une classe nationale par excellence par sa vocation, elle ne réalise pas pleinement cette vocation dans la mesure où elle ne domine pas ces conditions en tant que classe nationalement unifiée et indépendante. D'où soit l'absence, soit une consolidation incomplète de l'État national (ou de l'État multinational démocratique) et du régime politique de la démocratie parlementaire, et le caractère oligarchique, excluant par rapport aux fractions ou secteurs plus ou moins importantes de cette classe, du pouvoir étatique dont la libre circulation de l'hégémonie est entravée d'une façon permanente et insurmontable.

En ce qui concerne la classe ouvrière, à cause de l'hétérogénéité et de l'éclatement des conditions d'exploitation et du marché de travail, elle est également beaucoup plus hétérogène et éclatée que dans les formations centrales. Comme c'est également le cas de la bourgeoisie, son unité nationale de classe se trouve de façon permanente entravée et toujours inachevée, et les anomalies dans ses conditions d'exploitation s'accompagnent d'anomalies dans la base stratégique de sa lutte de classe. Signalons les anomalies fondamentales. Premièrement, la valeur de la force de travail ne se détermine pas sur un marché national du travail unique mais sur une multiplicité des marchés régionaux et sectoriaux. Deuxièmement, dans certains secteurs, il y a une contradiction entre une détermination régionale ou sectorielle de la valeur de la force de travail et une détermination mondiale des niveaux de productivité du travail et du travail socialement nécessaire. Troisièmement, le poids des secteurs formant partie de la classe ouvrière d'une façon intermittente est beaucoup plus lourd dans les formations périphériques comme l'est également celui des secteurs constituant les passerelles entre elle et la petite bourgeoisie urbaine, les masses pauvres, les milieux déclassés et la paysannerie. En témoigne l'ampleur et la permanence des « prolétaires paysans » et des « paysans prolétaires », des « prolétaires petits-bourgeois » et des « petits-bourgeois prolétaires », des « prolétaires marginaux » et des « marginaux prolétaires », etc. Ils occupent une position ambivalente dans

la structure de classe, et sont ambivalents dans leurs pratiques sociales : une fois plus proches de celles de la classe ouvrière, une autre fois de celles de la paysannerie, de la petite bourgeoise, des « *masses pauvres marginales* » ou encore des secteurs déclassés.

Lors de la révolution de 1905-1907 dans l'empire russe, en Ukraine de rive droite, des millions de paysans, tout en préservant, par-dessus leur stratification sociale, la cohésion interne des villages, c'est-à-dire se portant comme les plus typiques paysans, affrontèrent les gros propriétaires terriens se mettant en grèves et revendiquant des hausses de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. En d'autres termes, ils se comportent, sur ce terrain, comme les plus typiques des ouvriers agricoles. À la lumière de leurs pratiques tellement ambivalentes de lutte de classe, il serait erroné de réduire leur condition sociale soit à celle de la paysannerie soit à celle du prolétariat. Robert Edelman, qui étudia le cas et révéla cette ambivalence, montre qu'elle est propre de la voie « prussienne » du développement du capitalisme¹, c'est-à-dire propre des formations sociales dont le capitalisme ne s'est pas frayé le chemin par le moyen des révolutions actives faites par en bas, mais par le moyen des sémi-révolutions passives faites par en haut. En Amérique latine, des penseurs et chercheurs marxistes l'appellent la « *voie dépendante et oligarchique* », en opposition à celle, prise par exemple par le développement du capitalisme en Etats-Unis, que Trotsky appela « *indépendante et démocratique* ».

Les résultats d'une recherche comme celle d'Edelman apportent une solution à la querelle entre marxistes et populistes ou entre « léninistes » et « culturalistes » traversant de longue date les études sur la paysannerie des formations périphériques. Ils coïncident largement avec ce que, étudiant les luttes des paysans et des ouvriers agricoles en Andalousie, dans les Andes péruviens et à Cuba, a établi Juan Martínez Alier. À Cuba, un demi-million des ouvriers agricoles et cent mille fermiers, métayers, colons et paysans dits précaires constituaient un puissant secteur social se situant à mi-chemin entre la classe ouvrière et la paysannerie ; il s'agissait d'une masse de « prolétaires paysans » et/ou de « paysans prolétaires ». En 1959-1960, leur revendication « de la terre ou du travail », exprimant parfaitement leur condition sociale

1. R. Edelman, *Proletarian Peasants : The Revolution of 1905 in Russia's Southwest*, Ithaca – London, Cornell University Press 1987.

ambivalente, était plus radicale de ce que stipulait la première loi de réforme agraire et même de ce qu'était alors le mot d'ordre de l'Armée rebelle – « *la terre à ceux qui la travaillent* ». Cette revendication contribua formidablement à la radicalisation anticapitaliste de la révolution cubaine.

« Quand les ouvriers agricoles demandaient du travail stable et garanti tous les jours, ils se portaient comme des parfaits prolétaires. Quand ils demandaient de la terre en tant qu'une alternative à un travail garanti, ils se portaient plutôt comme des paysans. Quand ils demandaient de l'État qu'il se charge de l'administration des fermes pour leur assurer du travail tous les jours, ils se comportaient, une fois de plus, comme des prolétaires. Et quand les mêmes ouvriers agricoles occupaient les latifundias, ils se comportaient, à nouveau, comme des paysans lors d'une jacquerie. »¹

Voilà une large base de masse du populisme, ou pour être plus précis, d'un populisme semi-prolétarien et semi-paysan : il faut le distinguer non seulement d'un populisme bourgeois, mais même d'un populisme petit-bourgeois, parce que, dans une conjoncture révolutionnaire, il était propulsé par une dynamique plus prolétarienne que paysanne et se tournait avec force contre la domination de la bourgeoisie.

Le type prolétarien du nationalisme

L'un des défauts traditionnels majeurs de la pensée de nombreux marxistes est l'incapacité de saisir les différences fondamentales entre les formations centrales et les formations périphériques du système capitaliste mondial et, en particulier, entre la condition de la classe ouvrière dans les premières et la condition de cette classe dans les dernières. L'eurocentrisme, composante inhérente de l'idéologie dominante du capitalisme mondial, pèse lourdement sur la pensée marxiste, en particulier, sur ce terrain. C'est pourquoi les marxistes ont toujours de telles difficultés de comprendre le rapport de la classe ouvrière dans les formations périphériques au nationalisme et au populisme. Or ce rapport est

1. J. Martínez Alier, « El campesinado y la Revolución Cubana de la primavera de 1959 hasta finales de 1960 », dans : *Las nuevas tendencias del capitalismo monopolista y el futuro de América Latina*, imprimé polycopié, Genève 1970, p. 168. Voir aussi idem, « A Theoretical Study of the Peasantry : Peasants and Labourers in Southern Spain, Cuba, and Highland Peru », dans : B. Berdichevsky, *Anthropology and Social Change in Rural Areas*, The Hague – Paris – New York, Mouton 1979.

l'une des questions cruciales de la stratégie de la révolution prolétarienne dans les périphéries et les semi-périphéries du système mondial.

Signalons que si le nationalisme et le populisme ne sont pas la même chose, ils sont étroitement liés, ce qui trouve son expression dans des termes comme nationalisme populiste et populisme nationaliste, ou encore, en ce qui concerne la tradition marxiste russe, dans le terme unique « démocratie révolutionnaire » embrassant les courants populistes et nationalistes révolutionnaires. Nous n'insistons pas ici sur les traits distinctifs du nationalisme et du populisme mais justement sur leur lien réciproque.

Dans les formations centrales, la résistance de la classe ouvrière à l'exploitation spécifiquement capitaliste – à la « soumission réelle » au capital – joue un rôle fondamental dans la socialisation de la force de travail dans laquelle, comme nous l'avons dit déjà, se réalise la tendance de la classe ouvrière au socialisme. Dans les formations périphériques, le rôle de cette résistance est beaucoup plus limité. Mais en même temps le procès de socialisation de la force de travail y est beaucoup plus complexe et combiné : la résistance des travailleurs à l'exploitation nationale et aux formes capitalistes périphériques et semi-capitalistes d'exploitation tend à socialiser leur force de travail sur le plan national et populaire. De cette façon, le nationalisme et le populisme sont des tendances inhérentes de la lutte de la classe ouvrière dans les formations périphériques. Mais il s'agit d'un nationalisme et d'un populisme correspondant aux intérêts de cette classe. Le nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois tend toujours à la diviser suivant les lignes nationales, ethniques, « raciales », confessionnelles, etc., tandis que son propre nationalisme cherche à l'unir à l'échelle de la formation sociale. Le populisme bourgeois ou petit-bourgeois la dilue au sein du « peuple travailleur » ou du « peuple » tout court, tandis que son propre populisme cherche à intégrer le « peuple travailleur » dans la classe ouvrière.

Les rapports de production capitalistes constituent un système de positions, au sens militaire, et déterminent le marché de travail comme champ de bataille. Le concept de valeur de la force de travail est un concept de lutte des classes. La norme de la valeur de la force de travail est une position stratégique ; elle « *est simplement le résultat historique de l'affrontement antagoniste autour du partage du produit, dans des conditions données de productivité [de travail]* »,

dans le cadre donné du travail socialement nécessaire, sur la base du mode de production spécifiquement capitaliste¹. La formation d'une telle norme nationalement homogène et d'un marché national de travail unique, la prolétarianisation-salarisation massive de travailleurs dépendants, le « débridement » de tout travail salarié et la soumission des niveaux de productivité de travail et du travail socialement nécessaire à la même détermination nationalement homogène qui détermine la valeur de la force de travail, unifient et élargissent la classe ouvrière et normalisent la base stratégique de sa lutte.

Voilà pourquoi, dans les formations périphériques, l'ampleur des pratiques populistes et nationalistes, ignorées par la plupart des marxistes, du prolétariat sur le plan politique et idéologique. Il en est ainsi également chez les nationalités opprimées dans les formations centrales, comme le témoigne, par exemple, la persistance et les expansions périodiques du nationalisme au sein du prolétariat noir aux États-Unis. Le populisme révolutionnaire russe – n'oublions pas qu'en dépit de son caractère incontestablement petit-bourgeois il était lié au mouvement ouvrier eurooccidental et représenté dans la Première Internationale – suscita en Marx un énorme intérêt et même exerça une forte influence sur sa théorie de l'histoire et sur sa théorie politique. Mais c'est à peine depuis quelque temps que ce fait réveille l'intérêt de certains chercheurs et penseurs marxistes.

Teodor Shanin, qui a remarquablement contribué à sa connaissance, écrit : « Ce n'est pas par hasard que Marx a appris de la Russie et des Russes des choses nouvelles sur l'"*inégalité*" mondiale, sur les paysans et sur la révolution – des idées qui seraient valides encore pendant le siècle suivant. En réalité la triple origine, suggérée par Engels, de la pensée analytique de Marx – la philosophie allemande, le socialisme français et l'économie politique anglaise – devrait être complétée par la quatrième : le populisme révolutionnaire russe. Tout cela est facile à percevoir si on le regarde dès la fin du XX siècle, mais le lavage massif de cerveau initié sur le plan intréprétatif par la Deuxième Internationale est encore suffisamment puissant pour le convertir en "*point aveugle*". »²

Indépendamment du fait que la fameuse thèse d'Engels, reprise par Lénine, sur les trois sources du marxisme est douteuse, le point de vue beaucoup plus

1. J. Bidet, *op. cit.*, p. 77-100.

2. T. Shanin (éd.), *El Marx tardío y la vía rusa : Marx y la periferia del capitalismo*, Madrid, Editorial Revolución 1990, p. 38.

sophistiqué d'Étienne Balibar nous semble plus exact à ce propos. Il situe « *une convergence latente* » des effets théoriques des rapports de la pensée marxienne avec la pensée populiste russe et des effets de la critique marxienne des positions de Bakounine et du programme de Gotha dans « *le troisième temps de la dialectique chez Marx* ». Selon Balibar, ce « *troisième temps* » accoucha « *un ensemble d'hypothèses antiévolutionnistes* » dont les propositions étaient

« implicitement contradictoires, sinon avec les analyses de la contradiction réelle dans *Le Capital*, en tout cas avec certains des termes dont Marx s'était servi vingt ans plus tôt, dans la Préface de la *Contribution*, lorsqu'il avait présenté son schéma de causalité, en étroite association avec l'image d'une ligne unique de développement de l'histoire universelle »¹.

En tout cas, il est clair à notre avis que les rapports de Marx avec le populisme révolutionnaire apportèrent une des pièces maîtresses au dispositif de la véritable révolution qui s'est opérée alors dans sa théorie de l'histoire. Cette première approche de la connaissance d'une formation périphérique (ou plus exactement semi-périphérique) et des rapports entre le centre et les périphéries du système capitaliste mondial, a conduit à la promotion par Marx de la « *loi* » (nous préférons dire la constante) du développement inégal et combiné à un rang beaucoup plus élevé qu'auparavant dans sa théorie. C'est la même « *loi* » sur laquelle s'appuie la théorie de la révolution permanente de Trotsky.

La tradition marxiste prédominante, même si elle distingue le nationalisme des nationalités opprimées et dépendantes du nationalisme des nations dominantes et impérialistes, attribue à tout nationalisme un caractère bourgeois (ou, dans le meilleur cas, petit-bourgeois). Or dans les formations périphériques tout nationalisme n'est bourgeois que dans un certain sens ou dans une certaine mesure : dans la mesure où il s'agit d'un effet du retard dans l'accomplissement des tâches historiques qui correspondaient « classiquement » aux révolutions bourgeoises et ouvraient la voie au libre développement du capitalisme. Mais, au-delà de cette caractéristique tout à fait insuffisante pour rendre compte de sa nature, chez les nationalités opprimées et dépendantes il n'y a pas un seul nationalisme comme il n'y a pas un seul « *intérêt national* » : dans ces formations, toute classe sociale a son propre « *intérêt national* » et ses propres pratiques nationalistes. Se trouvant sous la domination bourgeoise et sous

1. É. Balibar, *La Philosophie de Marx*, Paris, La Découverte 1993, p. 101-109.

l'influence des courants idéologiques et politiques petits-bourgeois, la classe ouvrière imite souvent ou reproduit leurs pratiques nationalistes et populistes. Mais elle a aussi ses propres pratiques nationalistes et populistes qu'il ne faut pas confondre avec celles d'autres classes sociales.

Le mérite théorique et politique de Ber Borokhov, l'un des fondateurs du Parti ouvrier social-démocrate juif Poale Sion, consistait dans l'effort de montrer que chez les nationalités opprimées il y a des types de classe différents du nationalisme correspondant aux intérêts nationaux de différentes classes sociales, et qu'il y a un type de classe du nationalisme qui correspond aux intérêts du prolétariat. Tant qu'il est opprimé nationalement et soumis à une exploitation nationale, ce type de nationalisme n'obscurcit pas sa conscience de classe mais constitue son complément indispensable. Sans lui, cette conscience est incomplète et sous-développée : « *il faut comprendre que partout où la question nationale n'est pas résolue, la conscience de classe ne peut se développer normalement* », c'est-à-dire, qu'elle ne peut se développer sans une composante nationaliste. Borokhov expliquait que cette « anomalie » est due au fait que partout où la question nationale n'est pas résolue, les conditions de production dont dispose une nationalité opprimée sont « anormales », et que, pour cette raison, dans sa lutte de classe, le prolétariat ne dispose pas non plus d'une « *base stratégique normale* »¹.

Les premiers écrits de Borokhov sur les rapports entre la question nationale et la lutte des classes auxquels nous nous référons correspondent à la période de la révolution de 1905-1907 dans l'empire russe ; il militait dans le mouvement ouvrier juif en Ukraine. Rien n'est plus favorable pour le développement de la pensée marxiste que les révolutions et les mouvements révolutionnaires. Mais les marxistes ignorèrent les apports théoriques de Borokhov, peut-être à cause de la position minoritaire de son parti dans le mouvement ouvrier juif en Russie tsariste et en Europe orientale, et marginale dans le mouvement ouvrier international ; peut-être aussi à cause de l'évolution postérieure de Borokhov, pendant la période contre-révolutionnaire, vers une alliance stratégique avec le nationalisme bourgeois juif dans le cadre d'une « *concentration sioniste* ». Ils ne

1. B. Borokhov, *Nacionalismo y lucha de clases (1905-1917)*, México, Pasado y Presente 1979, p. 57-167, et B. Borokhov, *Class Struggle and the Jewish Nation : Selected Essays in Marxist Zionism*, New Brunswick – London, Transaction Books 1984.

se rendirent même pas compte du fait qu'en dépit de leur perception de tout sionisme d'alors en tant qu'un nationalisme bourgeois, sous l'influence de la Révolution d'Octobre, il s'était dégagé du Poale Sion une gauche révolutionnaire, et que proportionnellement à sa dimension, il était l'un des partis sociaux-démocrates qui avaient apporté plus de cadres au naissant mouvement communiste. Il suffit prendre ce fait en considération pour saisir le potentiel révolutionnaire du « sionisme prolétarien » à l'époque et la valeur de premiers écrits de Borokhov.

Mais l'ignorance de l'œuvre théorique de Borokhov obéit à une règle : à l'ignorance des théorisations de la question nationale entreprises par les marxistes appartenant aux peuples opprimés et engagés directement dans le combat contre l'oppression nationale. En témoigne ne serait-ce que le contenu des anthologies consacrées aux positions des marxistes devant la question nationale. Dans la tradition dominante du marxisme, les discours sur la question nationale sont monopolisés par les marxistes appartenant aux nations dominantes, et cette grave anomalie ne suscite pas une moindre inquiétude. Les acquis théoriques et politiques des meilleurs écrits de Lénine sur la question nationale sont incontestables et ses luttes idéologiques contre, en particulier, la « *tendance naissante de l'économisme impérialiste* » au sein de l'aile gauche de la social-démocratie internationale, avaient une grande importance. Mais quand nous les comparons avec, par exemple, le contenu de deux livres (parfaitement ignorés par les marxistes) écrits en 1918 par Vassyl Chakhraï, principal animateur du communisme indépendantiste ukrainien au sein du parti bolchevique, sur la question nationale et sur la révolution nationale en Ukraine¹, ce qui saute aux yeux c'est le caractère limité et dans une bonne mesure abstrait des thèses de Lénine.

Comme pour Borokhov, la question du type prolétarien du nationalisme des peuples opprimés en tant que composante de la conscience et des pratiques politiques de la classe ouvrière était centrale pour Chakhraï. C'était également le cas de James Connolly : ce commandant de l'insurrection indépendantiste

1. V. Skorovstansky [V. Chakhraï], *Revolutsiia na Ukraïne*, Saratov, Borba 1919, et S. Mazlakh, V. V. Chakhraï, *Do khvyli*, New York, Prolog 1967 (en anglais, dans une traduction souvent défectueuse, *On the Current Situation in the Ukraine*, Ann Arbor, University of Michigan Press 1970).

irlandaise en 1916, fusillé par les soldats britanniques, fusionnait le socialisme international (et le syndicalisme révolutionnaire) avec le nationalisme révolutionnaire avançant une « *proposition théorique selon laquelle dans un pays opprimé le nationalisme et le socialisme ne s'opposent pas – contrairement à ce que suppose le pseudomarxisme mécaniste – mais sont complémentaires* »¹. Il fallait attendre un demi-siècle pour que, à propos de l'évolution politique de Malcolm X, George Breitman et les trotskystes américains formulent exactement la même thèse affirmant que « *le nationalisme noir et le socialisme révolutionnaire ne son pas seulement des forces compatibles, mais également complémentaires, qui doivent être rapprochées plus étroitement dans la pensée comme dans l'action* »².

Mais même cet acquis théorique de Breitman avait des limitations importantes par rapport aux anciennes théorisations de Borokhov, Connolly et Chakhraï. En premier lieu, il laissa en suspens la reponse à une question qui s'imposait : la définition de ces rapports donnée par Breitman s'appliquait-elle au nationalisme d'autres peuples opprimés ou constituait-elle une particularité du nationalisme noir américain ? En deuxième lieu, Breitman ne distingua pas les différents types de classe du nationalisme noir. Selon lui, l'évolution de Malcolm X consistait fondamentalement dans la combinaison de ce nationalisme avec la révolution et avec le socialisme³. Mais en réalité – ce qui, par ailleurs, était transparent dans la remarquable étude de Breitman – il s'agissait du passage de pratiques nationalistes radicales et même tournées vers la classe ouvrière noire mais essentiellement petites-bourgeoises et très arriérées idéologiquement de la Nation de l'Islam à un nationalisme noir correspondant aux intérêts de classe du prolétariat noir.

Ignorer l'existence du type prolétarien du nationalisme des peuples opprimés équivaut à ignorer soit l'oppression nationale elle-même, soit les effets de cette oppression sur la condition du prolétariat. Comme nous l'avons dit, il

1. T.A. Jackson, *Ireland Her Own : An Outline History of the Irish Struggle for National Freedom and Independence*, Berlin, Seven Seas Publishers 1973, p. 369.

2. Socialist Workers Party Convention, « Freedom Now : The New Stage in the Struggle for Negro Emancipation and the Tasks of the SWP », *International Socialist Review*, vol. 24, n° 4, 1963, p. 106.

3. G. Breitman, *The Last Year of Malcolm X : The Evolution of a Revolutionary*, New York – London – Sydney – Toronto, Pathfinder 1989, p. 52-69.

faut concevoir la classe ouvrière comme un ensemble de pratiques de résistance à l'ensemble de formes d'exploitation – y compris à l'exploitation nationale. Autant le socialisme est une tendance permanente de la lutte de classe du prolétariat, autant le nationalisme et le populisme sont les tendances de cette lutte aussi longtemps que le prolétariat est obligé de résister à l'exploitation nationale et aux formes périphériques d'exploitation de classe. Avec leur abolition et la disparition de leur effets sociaux, en premier lieu, avec la normalisation des conditions de production et de la base stratégique de la lutte du prolétariat, la force de travail se dénationalise et « *se dépopulise* ». Dès lors toute pratique nationaliste et populiste des travailleurs ne peut être qu'étrangère et contraire à ses intérêts de classe.

La Révolution d'octobre et le nationalisme des opprimés

Le parti bolchevique est souvent idéalisé, y compris par les marxistes se situant sur la ligne de Trotsky, comme – en ce qui concerne sa nature de classe – un parti purement prolétarien en dépit du fait qu'une telle perception de ce parti ne correspond pas à la réalité et contredit une proposition théorique très lucide de Trotsky.

« On ne trouvera pas dans toute l'histoire politique un seul parti représentant une classe unique si, bien entendu, on ne consent pas à prendre une fiction policière pour la réalité », affirmait-il. « On peut reconnaître avec quelques restrictions qu'un parti est une "fraction de classe". Mais comme une classe est faite de nombre de fractions – les unes regardent en avant, les autres en arrière – la même classe peut former plusieurs partis. Pour la même raison, un parti peut s'appuyer sur des fractions de plusieurs classes. »

Jean Robelin a commenté cette proposition de Trotsky en disant :

« Le parti n'est donc pas le groupement organique de la classe. Il l'organise à travers des rapports complexes à l'ensemble de la société. (...) Un parti ne peut jamais représenter une classe de façon pure. »¹

Pendant longtemps, jusqu'à l'adoption d'un nouveau programme lancé par Lénine en avril 1917, le programme du parti bolchevique n'était pas – selon la caractérisation de Trotsky lui-même – celui du socialisme international mais celui de la plus révolutionnaire « *démocratie nationale* ». Il serait plus exact de

1. J. Robelin, *op.cit.*, p. 196.

dire qu'il constituait une combinaison d'un programme socialiste international et d'un programme « *démocratique révolutionnaire* » structurée à dominante « *démocratique révolutionnaire* ». Il s'agissait, bien entendu, du type prolétarien de la « démocratie révolutionnaire ». Comme nous l'avons déjà expliqué, ce terme forgé, semble-t-il, par Lénine et adopté par le marxisme russe (puis repris par le stalinisme), était synonyme du nationalisme et du populisme révolutionnaires. Lors d'une crise révolutionnaire décisive, un programme comme celui-ci devint un obstacle sur le chemin conduisant à la prise du pouvoir par la classe ouvrière et devait être renversé par le moyen d'une brusque révolution programmatique que Lénine n'hésita pas à déclencher, consistant dans une inversion de la dominante. Mais, comme Trotsky le signala à plusieurs reprises dans ses écrits, dans ce parti existait également un fort et influent courant d'une « démocratie révolutionnaire » arriérée et provinciale dont la nature de classe était différente : il exprimait les positions des secteurs les plus prolétarisés et radicalisés de la petite bourgeoisie et des secteurs les plus petits-bourgeois de la classe ouvrière. On peut regretter que les chercheurs marxistes ne se penchent pas sur la présence et le rôle de ce courant, en dépit du fait qu'il pesa énormément sur l'histoire du bolchevisme.

La question que nous intéresse ici est la suivante : d'où venait ce courant et pourquoi il trouvait sa place au sein du parti bolchevique. La réponse est relativement simple. Comme dans toutes les formations périphériques et semi-périphériques, la révolution en Russie ne pouvait être, par ses tâches immédiates, dont la nature ne coïncidait pas avec la nature prolétarienne de sa force dirigeante, que démocratique bourgeoise. C'est la marche de l'empire tsariste vers une telle révolution, en particulier l'exacerbation des questions agraire et démocratique et de nombreuses questions de nationalités (le retard dans la formation de la nation bourgeoise russe et l'oppression nationale d'un grand nombre de nationalités non russes vivant sur les confins de l'empire) qui radicalisait les milieux prolétariens, semi-prolétariens et petits-bourgeois, nécessairement sur une base « *démocratique révolutionnaire* », si on veut se tenir à la terminologie russe.

Le bolchevisme attirait et gagnait les éléments les plus avancés et les plus révolutionnaires engendrés par cette radicalisation parce qu'il était perçu comme le parti le plus radical et combatif mais aussi le plus prolétarien de la

« *démocratie révolutionnaire* ». Son caractère prolétarien était fortement valorisé par ces éléments à cause d'une « *visibilité* » relativement grande de la classe ouvrière en tant que principale force motrice voire dirigeante de la future révolution. Il était indispensable que le bolchevisme les attire et gagne s'il voulait prendre la direction politique de la classe ouvrière, des larges masses et de la révolution ; même la conscience de classe du prolétariat russe, sans parler du prolétariat des nationalités opprimées, était composite, inséparable de sa composante « *démocratique révolutionnaire* ». Le prix que le bolchevisme paya pour son succès sur ce terrain dont l'importance était stratégique, était lourd. Comme le signala Trotsky, le courant « *démocratique révolutionnaire* » petit-bourgeois dans ce parti était porteur des tendances patriotiques pendant la guerre impérialiste mondiale, des tendances démocratiques (capitulatrices à l'égard du gouvernement provisoire bourgeois) après la Révolution de Février (pour lui, la révolution socialiste sonnait à peine comme une vague musique d'un avenir lointain) et des tendances « *socialistes nationales* » et chauvines grand-russes dans l'État ouvrier. C'est également lui qui nourrissait le personnel dirigeant et les pratiques politiques et idéologiques de la bureaucratie stalinienne.

Pour s'étendre du centre russe vers les confins non russes de l'empire, il fallait que la révolution prolétarienne renoue les liens avec les révolutions nationales des peuples opprimés, fusionne ou au moins concilie sa propre dynamique avec leurs dynamiques et s'allie avec les courants les plus radicaux de ces révolutions. Il fallait même que leurs fractions entières adhèrent au parti bolchevique. Le cas ukrainien est, de ce point de vue, très éloquent. Pendant toute une période, les chemins de la révolution prolétarienne russe et de la révolution nationale ukrainienne ne confluaient pas mais se séparaient et distancaient d'une façon dramatique. La scission de l'aile d'extrême gauche du Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien – un parti populiste et nationaliste petit-bourgeois – et la fondation par elle du Parti communiste ukrainien (borotbiste) a permis de combiner l'évolution de ce courant vers un nationalisme révolutionnaire correspondant aux intérêts de la paysannerie pauvre et du prolétariat avec l'adhésion au socialisme international. Sans la formation du courant communiste-borotbiste et sans son incorporation postérieure au parti bolchevique, il ne serait possible de transformer ce dernier, « *du Parti communiste russe en Ukraine en vrai Parti communiste d'Ukraine* », selon une

excellente formule de M. Ravitch-Tcherkassky, le premier historien soviétique du bolchevisme ukrainien¹. Il ne serait possible non plus d'« *enraciner* » le pouvoir soviétique dans cette grande république ni d'entreprendre à l'égard du peuple ukrainien, féroce opprimé depuis plusieurs siècles, une puissante action affirmative dite « *ukrainisation* » lui assurant une renaissance culturelle sans précédent depuis la chute de l'État cosaque.

L'adhésion au parti bolchevique de la fraction la plus radicale du nationalisme révolutionnaire tatar – panturc et panislamique par vocation – joua un rôle également stratégique, ouvrant la voie à l'extension de la révolution prolétarienne vers les confins turco-islamiques. Un dirigeant de cette fraction ralliée au bolchevisme, Sultan Galiev, écrivait :

« La situation des Tatars était telle que de leur attitude dépendait le développement favorable ou défavorable de la révolution dans la partie orientale de la Russie. Occupant une position intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, non seulement du point de vue géographique, mais aussi économique, social et politique, les Tatars pouvaient orienter la marche de la révolution dans un sens ou dans l'autre. Dispersés dans toute l'étendue de la région Volgienne, de l'Ural, de la Sibérie et de l'Asie centrale, les travailleurs tatars étaient les meilleurs conducteurs de l'énergie révolutionnaire dans les territoires qu'ils habitaient, et plus loin encore, dans tout l'Orient. »²

Pour se rendre compte de l'extraordinaire valeur politique du ralliement de l'extrême gauche du nationalisme tatar à la Révolution d'Octobre et au bolchevisme, il suffit de comparer cette expérience avec celle, souvent très tragique, vécue par la révolution dans de vastes régions islamiques de l'Asie centrale. Au pouvoir tsariste s'y substitua, sous le drapeau rouge, celui des « *pieds noirs* » russes excluant les peuples opprimés et reproduisant leur oppression. Dans ces régions, la révolution s'aliéna l'ensemble des courants nationalistes dont les militants, alliés initialement au bolchevisme comme le nationaliste panturc Enver Pacha. Cet ancien commandant de la résistance armée au colonialisme italien en Libye tomba en 1924 dans un combat contre les

1. M. Ravitch-Tcherkassky, *Istoriia Kommunisticheskoi Partii (b-ov) Ukraïny*, Kharkiv, Gosizdat Ukraïny 1923, p. 148.

2. A. Benningsen et Ch. Quelquejay, *Les Mouvements nationaux chez les musulmans de Russie. Le « sultangalievisme » au Tatarstan*, Paris – La Haye, Mouton, 1960, p. 110.

troupes soviétiques. La révolution ne s'y affirma que suite à une longue, pénible et politiquement très coûteuse conquête militaire.

La révolution russe exerça une influence colossale sur les mouvements nationaux dans les pays coloniaux et dépendants, d'un côté propulsant leur développement, et de l'autre les radicalisant et attirant au socialisme leurs courants les plus radicaux. La politique du parti bolchevique et de l'Internationale communiste, consistant dans la promotion du droit des nations à l'autodétermination, dans le soutien aux mouvements de libération nationale et dans le lancement de la politique du front unique anti-impérialiste, suscita l'affluence de nombreux contingents des nationalistes révolutionnaires aux jeunes partis communistes. Tandis qu'en Europe occidentale et en Amérique du Nord ce sont les courants les plus révolutionnaires du mouvement ouvrier qui créèrent le mouvement communiste, dans le Tiers-Monde sa construction fut l'œuvre commune de ces courants et de courants les plus révolutionnaires des mouvements nationalistes. Même aux États-Unis, le parti communiste ne s'implanta dans le prolétariat noir que par l'intermédiaire d'un courant radical du nationalisme noir (l'African Blood Brotherhood) gagné par ce parti à la cause du socialisme. Dans les pays où le capitalisme était le plus sous-développé et la classe ouvrière et le mouvement ouvrier étaient encore dans leurs langes, les partis communistes se formaient principalement ou même exclusivement à l'initiative des courants nationalistes radicaux qui combinaient leurs propres programmes des révolutions nationales avec le programme de la révolution socialiste mondiale.

Pendant la « *deuxième période* » de l'histoire de la Comintern, l'ascension au pouvoir dans le parti bolchevique et dans l'État soviétique de l'ancienne « *démocratie révolutionnaire* » petite-bourgeoise réorienta le mouvement communiste dans les formations périphériques vers une alliance stratégique avec les mouvements nationalistes bourgeois, c'est-à-dire, en fait, vers la subordination politique des partis communistes à ces mouvements. Cela ne veut pas dire que, dans le Tiers Monde, la politique menée alors par les partis communistes était partout la même que la politique du parti communiste à l'égard du Guomindang en Chine. Dans beaucoup de pays, elle préservait encore des traits essentiels de la politique du front unique anti-impérialiste, telle qu'elle

avait été élaboré lors de la « *première période* », ou oscillait entre elle et la nouvelle politique stalinienne-boukharinienne.

Le changement radical global ne s'est opéré que pendant la « *troisième période* », suite à l'abandon par la Comintern de la politique du front unique, y compris du front unique anti-impérialiste dans les pays coloniaux et dépendants. Ce changement suscita non seulement une rupture, souvent violente, des alliances et des accords d'action entre les partis communistes et les courants nationalistes révolutionnaires ou radicaux. Il provoqua également de nombreuses scissions au sein des partis communistes eux-mêmes. Dans les oppositions communistes et dans les nouveaux partis marxistes se regroupèrent alors les partisans de la politique de front unique dans les courants en provenance des mouvements nationalistes.

Entre autres, c'était le cas de l'Opposition communiste (OCC) puis, successivement, du Parti bolchevique-léniniste (PBL) et du Parti ouvrier révolutionnaire (POR) à Cuba, un pays où la mouvance nationaliste radicale se développait avec un dynamisme extraordinaire à l'occasion de chaque conjoncture prérévolutionnaire et révolutionnaire. La question des rapports avec cette mouvance avait pour les communistes cubains une portée stratégique. L'Opposition communiste dans ce pays le comprenait bien parce que la formation du Parti communiste cubain avait été le produit d'un effort commun et combiné de deux courants : d'un côté, du courant révolutionnaire du mouvement ouvrier, et de l'autre, du courant révolutionnaire du mouvement nationaliste. Julio Antonio Mella provenait de ce deuxième courant et symbolisait la fusion cubaine du nationalisme révolutionnaire et du socialisme international sous l'impulsion de la Révolution d'Octobre. Aux yeux d'une grande partie de dirigeants et de militants de l'OCC puis du PBL et du POR, c'est son héritage politique qui représentait une référence fondamentale. Et il était ainsi à juste titre.

Alexander Pantsov

De nouveaux documents sur l'histoire du bolchevisme

L'effondrement du régime en Union soviétique en août 1991 a amené l'ouverture des archives secrètes des bolcheviks et celles de la Comintern. Les plus riches d'entre elles sont conservées dans les anciennes Archives centrales du parti à Moscou que l'on peut considérer comme le dépôt le plus important au monde de documents sur le mouvement communiste international et bien entendu sur l'histoire du PCUS. En octobre 1991, le dépôt fut restructuré et rebaptisé le Centre Russe pour la préservation et l'étude des comptes rendus d'histoire moderne, En juin 1999, nouvelle réorganisation avec la fusion des archives de l'ancienne Ligue de la Jeunesse communiste. Depuis ce temps on sait qu'en gros les archives conservent environ 2 millions de manuscrits, 12 105 matériaux photo et 1 295 films documentaires, concentrés dans 669 collections thématiques.

Les bolcheviks ont essayé d'organiser les archives bien après la Révolution d'Octobre 1917. Dès le début la principale tâche des archives était de collecter les documents de et sur le mouvement ouvrier et communiste, plus l'histoire du parti bolchevique. Après la liquidation de la Comintern en 1943 tous les documents d'archives de cette dernière y furent transférées. En 1950, elles reçurent aussi les archives du Cominform. En 1998, les archives avaient été

divisées en trois départements : a) le Département d'Histoire sociale de l'Europe, documents datant du début du 19e jusqu'à la mort de Friedrich Engels en 1885 ; b) le Département d'histoire politique de la Russie (y compris la section des documents de Lénine et les dossiers personnels des dirigeants communistes) ; c) le Département du mouvement international et du mouvement ouvrier et communiste y compris Comintern et Cominform. Actuellement les archives sont divisées en deux départements : les Centres de Recherche et de Conservation.

Les réorganisations internes n'affectent certainement pas la disposition des archives ; malgré tous les efforts d'un staff expérimenté, le manque de fonds, qui empêche l'informatisation et même l'impossibilité de dégager les dossiers, qui ressemblent plus à des masses de dossiers inconnus qu'à des dossiers classés. Mais cela ne fait que rendre plus excitant le travail de l'historien et plus précieuses ses découvertes.

Cet article examine quelques documents intrigants que je suis arrivé à extraire des montagnes de collections d'archives pendant ces quelques dernières années. Le premier groupe consiste en des lettres inconnues adressées par **Trotsky** à **Lénine**, écrites pendant la période cruciale de 1918-1923. Ce sont précisément ces années pendant lesquelles les bolcheviks cherchaient à provoquer la révolution mondiale. C'était pendant cette terrible guerre civile qui se déroula coûtant à la Russie huit millions de vies. Et ce fut en ces années que commença la formation du système stalinien de pouvoir. Cette collection compte 200 documents, dont aucun n'a été publié, ni en URSS ni ailleurs. Il faut cependant relever qu'il n'existait pas en tant que dossier séparé. Les lettres que j'ai trouvées provenaient de nombreux dossiers y compris ceux de Lénine et de son secrétariat, de Trotsky et du Comité central et de ses bureaux, politique et d'organisation. Ironiquement, j'étais supposé faire au moins en partie le travail que Trotsky lui-même avait suggéré à ses secrétaires dès mars 1924, quand il les pressa de commencer à réunir les lettres entre Lénine et lui, « *sans hâte, avec beaucoup de soin, mais immédiatement* ». Pour des raisons qu'on peut comprendre, ce travail ne put être fait à l'époque.

La militarisation du travail

Le contenu des documents nous donne une information utile sur l'histoire réelle de la Russie et du communisme international. Les faits

proviennent droit du cercle intérieur du parti ce qui leur donne un caractère unique. Nombre de documents font référence à l'extraordinaire époque du « *Communisme de guerre* » (1918-1921) quand les bolcheviks essayaient d'établir un contrôle total sur tous les citoyens russes. Dans ce but, ils imposaient le travail obligatoire non seulement à la bourgeoisie mais à d'autres groupes de la population. Dès décembre 1919, ils avaient même commencé à parler de la militarisation de la main d'œuvre et ce fut Trotsky qui suggéra ouvertement un plan concret de militarisation de la main d'œuvre. Selon ce plan, « l'Etat prolétarien » était supposé lier les ouvriers à leurs ateliers tout en les traitant comme s'ils étaient sous contrôle militaire.

Depuis cette époque et pour des décennies la pratique bolchevique du travail forcé devint la cible d'une critique permanente dans l'historiographie démocratique comme, plus tard stalinienne, et sa théorie sera étroitement associée avec le nom de Trotsky et Trotsky lui-même.

La correspondance entre Trotsky et Lénine semble apporter quelque lumière sur cette affaire. De façon tout à fait surprenante, elle nous révèle que ce ne fut pas Trotsky le père de l'idée terrible de la militarisation de l'économie soviétique. Ce fut en réalité un ingénieur américain qui, en décembre 1919, eut beaucoup d'influence sur Trotsky. Ce dernier l'appelle Keely ou Kily mais Pierre Broué, à qui j'ai montré le document suggère que ce pourrait avoir été **Frank Charters Kelly** (1882-1959), plus tard membre du PC américain. C'était un partisan de **F.W. Taylor** (1856-1915) qui avait introduit aux USA un nouveau système d'intensification du travail. Ce système visait à faire d'un ouvrier un être humain comme une machine, le sujet hautement discipliné d'une administration scientifique. Etant sympathisant soviétique, « Keely » était venu en Russie soviétique pour aider les bolcheviks à mettre en ordre leur industrie. Il obtint l'autorisation d'inspecter certaines entreprises métallurgiques et fut apparemment déçu. Il découvrit que les ouvriers soviétiques négligeaient outrageusement leur devoir en perdant la moitié de leur temps de travail et en passant seulement 20% de leur énergie au travail productif. « Keely » écrivit un mémorandum au moyen duquel il espérait aider la Russie à résoudre ses problèmes économiques. C'est ce document qui, pour la première fois, conseilla aux dirigeants soviétiques de promouvoir la militarisation suggérant « *un changement qualitatif d'une immense profondeur* ». Dans une certaine mesure,

cela ressemblait à l'application du taylorisme à la réalité soviétique. Ces idées semblèrent raisonnables à Trotsky qui considérait sincèrement Keely non seulement comme « *une grande autorité dans le domaine de la production* » mais aussi « *un homme sincère et digne de foi* », qui jouissait « *d'une pleine confiance en Amérique* ». Le 19 décembre 1919, Trotsky écrivit à Lénine sur ce memorandum. Il commentait comme suit dans cette lettre les suggestions de « Keely » :

« Si on aborde la question [de la crise économique] d'un point de vue social et psychologique, il ne s'agit pas alors de faire souffrir toute la population laborieuse mais de leur trouver une issue non en tant qu'individus, mais plutôt collectivement [...] On ne peut atteindre une telle "canalisation" des efforts individuels que si on socialise notre façon de vivre de façon à liquider les possibilités individuelles de cuisiner et les cuisines familiales en en créant des salles publiques de restauration. Cette forme de socialisation est inconcevable sans militarisation. L'auteur du mémorandum a raison à cet égard. Tout le monde comprendra la militarisation qui devra aller avec une distribution égalitaire de plats chauds deux fois par jour, comme une nécessité vitale. Le peuple ne la ressentira pas comme une coercition à la Arakcheiev.

L'alimentation collective créera les conditions directes pour le contrôle social et pour la lutte la plus effective contre la paresse et le manque de conscience. Ceux qui n'auront pas travaillé ne pourront paraître dans la salle à manger. Nous avons besoin d'un culte du travail physique [...] Il faut ramener les meilleurs des ouvriers aux usines. Il faut obliger tous les citoyens sans exception et indépendamment de leur profession, à donner un certain nombre d'heures par jour, même un minimum, et de jours par semaine au travail physique. Il est nécessaire que notre presse et notre agitation orale mette le travail physique au centre de tout ».

Lénine, on le sait, soutenait totalement la militarisation. Mais ni lui, ni Trotsky n'ont jamais reconnu que « Keely » était l'auteur de ce programme. En janvier 1920, les bolcheviks s'engagèrent officiellement dans la militarisation du travail. Mais, nous le savons, cette politique ne dura pas. Dès mars 1920, Trotsky lui-même commença à manifester des hésitations en suggérant au Comité central de ressusciter l'économie de marché. Lénine fut cependant en désaccord avec lui et le CC rejeta la proposition de Trotsky par 11 voix contre 4. Les bolcheviks abandonnèrent finalement le Communisme de guerre en mars 1921.

Les rapports policiers pour Staline

Un autre groupe de documents éclaire différents aspects de l'activité politique de **Staline**. Ce sont surtout les dossiers de Staline que les Archives d'Etat russes sur l'histoire sociale et politique ont reçu récemment du dépôt ultra-secret du président de la Fédération russe. Ces matériaux, bien que partiellement accessibles seulement, ont fortement augmenté la collection Staline des anciennes Archives centrales du parti. Elles contiennent des comptes rendus de rencontres de Staline avec de hauts responsables soviétiques ou étrangers, ses écrits inconnus et du matériel biographique ainsi que quelques faits relatifs à ses proches parents. Il y a ensuite des télégrammes codés du CC et du gouvernement. On peut aussi trouver du matériel nouveau sur l'Opposition interne au parti. Il y a des procès-verbaux d'interrogatoires, des témoignages et déclarations de nombre de communistes arrêtés. La collection comprend aussi de nouveaux documents sur la Comintern, la Profintern comme sur différents partis. Des informations compromettantes sur de grands personnages comme **A.A. Andreïev**, **Nikita Khrouchtchev**, **Georgi Malenkov**, **Andréi Vychinsky** et le secrétaire de Staline **Aleksandr N. Poskrebytchev**, réunies par le chef du Commissariat du Peuple aux affaires intérieures (NKVD), **Nikolaï I. Ejoy** sont aussi d'un grand intérêt.

Il y a entre autres cinq séries de documents envoyés à Staline par le département étranger de l'OGPU et du NKVD. Ils comptent 682 pages marquées « *top secret* ». Ce sont des messages d'espions soviétiques et des rapports confidentiels préparés au département étranger lui-même sur la situation en Afghanistan, Chine, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie et Pologne. En outre, il y a de nombreuses traductions en russe de correspondances diplomatiques étrangères qui contiennent des informations envoyées par des diplomates britanniques, japonais et quelques autres de Moscou à leurs gouvernements.

Les documents datent de la période entre le 28 juin 1928 et le 10 décembre 1937, où Staline consolida son pouvoir personnel dans le parti. L'année précédente, il avait écrasé l'Opposition de gauche à l'intérieur du parti, envoyant en exil ses principaux adversaires, Trotsky et **Zinoviev**. En 1929, il élimina de leurs positions dirigeantes les « droitiers » dirigés par les membres du Politburo **Boukharine**, **Rykov** et **Tomsky**. En 1930, il écarta du Politburo le

membre suppléant **Sergéi I. Syrtsov**, président du Conseil des Commissaires du Peuple de la Fédération russe et **Besso V. Lominadze**, le chef du parti en Transcaucasie, qui exprimait avec énergie des positions modérées. Puis en 1932-33, il écrasa un groupe interne clandestin de seize nommé Union des Marxistes-léninistes. Il était dirigé par un ancien suppléant du CC, **Martemian N. Rioutine** et conduisait une propagande antistalinienne réclamant la révocation de Staline et de sa clique par la force. L'année 1934 apporta à Staline une opposition nouvelle. En février, lors de l'élection du nouveau CC au 7^e congrès, Staline eut 292 voix contre lui. Le vote était bien entendu secret et pratiquement un délégué sur quatre avec droit de vote sur les 1255 qui étaient au congrès, votèrent contre lui. Ce fut un vrai choc. A la fin de l'année, la répression s'intensifia et atteignit finalement son zénith en 1937-38. La purge ravagea la direction politique, l'armée et l'intelligentsia. Dans la période 1934-38, environ 700 000 personnes furent fusillées et plus d'un million envoyées en prison ou en camp de concentration. La plupart étaient membres du parti.

En même temps, les coûts exorbitants de l'industrialisation et de la collectivisation rurale provoquèrent des mécontentements dans la société. Pour supprimer la résistance qui était en fait sporadique et pauvrement organisée, Staline envoya l'Armée rouge et des unités de police à la campagne ; cela conduisit à un bain de sang sans précédent. Plusieurs millions de paysans périrent ou furent déplacés. En 1932-1933 une famine fit rage à travers l'Ukraine et la Russie du Sud. Cinq millions de plus périrent. La situation des villes était plutôt tendue. Les taux élevés d'industrialisation de Staline étaient irréalistes mais le dictateur refusa de céder. A la fin de 1927, 53 ingénieurs et techniciens de la ville de Chakhty dans la région ukrainienne du Donbass furent accusés de sabotage et, en mai-juillet les staliniens organisèrent leur premier procès de «*saboteurs*»... Cinq accusés furent condamnés à mort et 44 à la prison. A la fin 1930, une affaire de «*parti industriel*» fut fabriquée. Un groupe d'ingénieurs, techniciens et économistes furent accusés d'avoir créé une organisation anti-soviétique. Deux mille personnes furent impliquées et subirent la répression.

Toutes les victimes n'étaient pas, bien entendu, des ennemis de Staline. L'énorme majorité étaient en réalité de vrais staliniens ou des sympathisants soviétiques mais la meule de la «*Grande Terreur*» écrasa en même temps les innocents et les coupables. S'agissait-il de la réaction d'un tyran cruel devant

une opposition véritablement large ou du simple résultat d'une suspicion de maniaque ?

La littérature sur le stalinisme est riche et on peut trouver différentes explications. Certains croient vraiment qu'il s'agissait de la morbide suspicion de Staline, d'autres assurent que c'était le prix élevé à payer pour une lutte de classe ; d'autres encore pensent que le blâme pour l'importance des purges se trouve plutôt chez les carriéristes du NKVD qui étaient allés trop loin pour plaire au dictateur et finalement un autre groupe pensait que la politique de Grande Terreur visait en réalité la création d'une nouvelle élite dirigeante supposée remplacer la Vieille Garde et donnait ainsi à l'ensemble la forme d'une rotation sociale. Tous ces concepts ont leur logique propre et je suis loin d'en rejeter un seul. En même temps, les documents que j'ai trouvés dans les dossiers du Département étranger de l'OGPU-NKVD semblent suggérer une autre possibilité.

Un autre document particulièrement révélateur est une dépêche interceptée d'un attaché militaire à l'ambassade japonaise en Union soviétique, le lieutenant-colonel d'artillerie Kawaba Torsahiro, qui fit plus tard une brillante carrière dans l'armée impériale, parvenant finalement au grade de lieutenant-général, adressée à ses patrons de Tokyo, datée d'avril 1934 de la même année. Elle lui a été soumise par le vice-commissaire aux affaires intérieures Iakov S. Agranov. Voici un extrait qui attira beaucoup l'attention de Staline, lequel souligna en rouge la dernière phrase. Il est intitulé « *Ennemis politiques de Staline* » :

« Selon nos services de renseignement, les restes des trotskystes et ceux qui sont disposés à s'opposer à Staline continuent leur activité clandestine et, malgré tous les obstacles, sont en contact avec leurs coreligionnaires à l'étranger. Certains, sous le mot d'ordre de IVe Internationale se sont donnés pour tâche de renverser l'autorité actuelle... Bien que la puissance de l'influence de Staline ait aujourd'hui atteint son zénith, on ne peut pas exclure la possibilité de l'apparition immédiate d'une tendance antisoviétique si sa politique révèle même en partie une certaine faiblesse. La même chose se produira s'il y a des revers. Staline a des mérites de grand politicien, mais il a aussi des ennemis politiques. Comme pour nos actions politiques et stratégiques, nous devrions prendre toute initiative pour choisir le groupe le plus influent de ses ennemis politiques et prendre contact avec lui. Je suis convaincu que ce n'est pas absolument impossible ».

Qu'est-ce que cela signifiait ? Des dirigeants assoiffés de sang du NKVD pouvaient-ils avoir fabriqué ce document ? Ce n'est guère probable. Le

personnel de la police politique n'aurait pas osé abuser Staline aussi grossièrement. Plus encore, ils n'avaient aucune raison d'agir ainsi puisqu'ils avaient des informations de première main sur la situation dans le pays.

Le plus vraisemblable était que l'auteur était un espion japonais. Pourquoi ? Il pouvait y avoir des causes différentes. Par exemple, les services de renseignement japonais pouvaient essayer de provoquer Staline pour qu'il déclenche la Grande Purge. La destruction du parti bolchevique aurait été tout bénéfique pour Tokyo. D'un autre côté, il se pouvait que l'information fût exacte. Après tout ce n'est pas une raison pour refuser de tenir une information pour vraie qu'elle n'ait pas été confirmée par une autre source d'archives. Nous n'avons pas encore libre accès aux plus riches dépôts d'archives du KGB et du Président de la Fédération russe.

En même temps on peut trouver l'explication la plus profonde d'une autre façon. Le texte pourrait simplement refléter l'atmosphère créée dans le pays à cette époque. Les « *procès spectacles* » des intellectuels, la répression de masse des paysans aisés et les purges périodiques de cadres du Parti aggravées par les rumeurs récentes quant au vote choquant au 7^e congrès pouvaient aisément aider des gens extérieurs à avoir l'illusion d'une activité intense d'opposition au stalinisme, conduite par une forte organisation clandestine. Ainsi, ironiquement, cela aurait pu être Staline lui-même qui avait provoqué l'agent secret japonais à compiler son message puisque personne d'autre que lui n'avait initié et conduit la campagne contre les « *contre-révolutionnaires et les dissidents* ». Mais il en fut ainsi, alors il s'était pris lui-même dans un cul-de-sac. Comme on l'a vu, l'information qu'il a reçue semblait l'avoir étonné comme quelque chose de nouveau. Il s'y intéressa réellement et nous n'avons aucune raison de penser qu'il l'a laissée de côté. Combien de lettres comme celle-ci a-t-il reçues ? Nous ne savons pas. Mais ce ne serait pas absurde de penser que dans une situation semblable, d'autres documents semblables ont pu apparaître et ont pu pousser Staline à prendre des contre-mesures.

L'espionnage en Chine

Le dernier groupe de documents que je souhaite introduire relève du travail d'espionnage soviétique en Chine dans les années 30, y compris les contacts des Russes avec quelques-uns de leurs agents secrets. Les archives révèlent par

exemple qu'il y avait parmi les gens qui avaient été recrutés par Moscou ceux qui connaissaient bien la situation dans le pays et en Extrême-Orient, comme Mauricio Fresno, consul du Mexique à Shanghai et même Mme Soong Qingling, veuve du président Sun Yatsen et belle-sœur du dictateur en place Chiang Kaichek. Le diplomate mexicain fut embauché pas plus tard que l'été 1934 et commença à fournir aux Soviétiques des matériaux sur la politique extérieure chinoise et japonaise. Pourtant toutes ses dépêches n'étaient pas exactes. Peu après avoir été recruté, par exemple, il rendit compte à un résident soviétique que « *selon une information provenant de milieux italiens, Chiang Kaichek avait été informé que le Japon allait commencer la guerre contre le Japon dans un ou deux mois* ».

Soong Qingling joua bien sûr un rôle plus important. Pendant longtemps depuis le début des années 30, elle donna un grand nombre de faits aux espions soviétiques, de l'intérieur du gouvernement chinois. Elle peut avoir été recrutée entre 1927 et 1929 quand elle vivait en Union soviétique, elle était profondément « déprimée » par le pouvoir dictatorial de Chiang. Si on en juge par les matériaux d'archives, Soong maintint des liens avec les représentants de la Comintern en Chine. L'un d'eux était un communiste américain, Tim Ryan, qui utilisait à l'époque le nom de Paul Walsh. D'autres agents de la Comintern et soviétiques étaient en contact avec elle. Dans ses communications secrètes, elle utilisait avec eux parfois son nom occidental de Mme Suzy. A la différence de Mauricio Fresno dont les incitations à travailler pour les Russes ne sont pas claires, Soong était motivée dans cette attitude par ses idées de gauche. Les dirigeants de la Comintern lui faisaient apparemment confiance et l'appréciaient comme « *presque communiste* ». En plus de source d'information, elle était aussi l'utile canal de l'influence soviétique sur Chiang et ses gens de confiance. Plus, elle était aussi impliquée dans les transactions financières entre Moscou, les communistes chinois et les pro-libéraux chinois et étrangers.

Elle était aussi importante pour Staline comme une informatrice de grande valeur sur l'état de l'opinion dans la Chine rangée aux côtés des soviétiques. Les archives d'émigration montrent que ce fut Soong Qingling qui, par exemple, trahit Harold R. Isaacs, journaliste américain et collaborateur communiste, quand ce dernier commença à mettre en question le communisme. L'histoire de sa trahison vaut d'être mentionnée. Harold R. Isaacs vint à Shanghai des

Philippines au début de 1930. Il travailla d'abord comme reporter pour le *Shanghai Evening Post & Mercury*, puis comme editor au *China Post* et finalement comme traducteur pour l'agence Havas. Peu après son arrivée il rencontra Agnes Smedley, une stalinienne américaine, correspondante du *Frankfurter Zeitung*. A l'automne de 1931, Smedley le présenta à Soong Qingling. Par elle les staliniens lui suggérèrent de lancer un journal en lui offrant de le sponsoriser. Inutile de dire qu'ils voulaient ce *China Forum* comme une tribune ouverte à la propagande stalinienne. Isaacs le lança le 13 janvier 1932.

Cependant, quelques mois plus tard, il rencontra à Shanghai un trotskyste sud-africain, C. Frank Glass, qui allait bientôt beaucoup l'influencer. C'est pourquoi finalement, au plus tard en 1933, Isaacs commença à avoir des doutes sérieux sur le communisme soviétique. Tout en considérant Soong Qingling comme son amie, il partagea imprudemment ses hésitations avec elle. La lettre à Moscou d'un espion soviétique inconnu révèle ce qui arriva ensuite :

« Les premiers signaux sur le fait qu'Isaacs n'était pas sûr provinrent de Soong Qingling qui reproduisit dans le détail ses conversations avec lui, à moi et au représentant du CE de l'IC. Il devint évident de ces conversations qu'il essayait de l'influencer de façon trotskyste ».

Après cela, les staliniens qui avaient été aussi tout à fait déçus par un certain nombre de publications d'Isaacs, arrêterent de financer le *China Forum*. Le résultat fut qu'Isaacs fut obligé d'arrêter sa publication. Il vaut la peine de relever qu'il ne sut jamais que Soong l'avait trahi et lui garda des sentiments d'amitié jusqu'à sa mort.

Tout mon travail récent dans les anciennes archives du Parti bolchevique et de la Comintern démontre que les historiens ont de grandes chances de découvrir des matériaux documentaires très intéressants. Ces nouvelles sources d'information historique peuvent ne pas changer radicalement notre compréhension de base de l'URSS mais elles vont la développer tout en nous fournissant une meilleure compréhension.

Jacqy Chemouni

Le psychanalyste Eitingon a-t-il participé à l'assassinat de Trotsky ou à des actions d'espionnage au profit du régime stalinien ?

1. Introduction : série rouge dans le milieu psychanalytique

Depuis plusieurs années, le nom du psychanalyste Max Eitingon est associé à l'assassinat de Trotsky, à celui d'Ignace Reiss, transfuge soviétique, et surtout à l'enlèvement du général Miller. Ce disciple intime de Freud aurait appartenu aux services de renseignements soviétiques à l'époque de Staline et aurait eu comme frère Nahum Leonid Eitingon – qualifié par certaines autres sources de demi-frère ou de cousin –, l'un des responsables du contre espionnage soviétique et artisan de l'assassinat de Trotsky.

Nous avons nous-mêmes une première fois abordé ce sujet en 1988 dans une étude consacrée aux liens entre *Freud et le sionisme. Terre psychanalytique, terre promise*¹, travail que nous avons repris dans un article sur Max Eitingon

1. Jacqy Chemouni (1988), *Freud et le sionisme. Terre psychanalytique, terre promise*, Edition Solin, Paris, Solin.

écrit en collaboration¹. Depuis cette date, aussi bien les défenseurs d'Eitingon, qui ne voient que calomnies dans ces accusations, que ceux qui le considèrent comme un agent de la Guépéou, qui deviendra en 1934 N.K.V.D., émettent des jugements sans les étayer suffisamment par des documents, certains étant pourtant disponibles². Ses activités d'espionnage auraient été plus motivées par de basses raisons financières que par l'idéologie. En conclusion, Eitingon aurait trompé son monde, et probablement Freud le premier.

Dans *Histoire de la psychanalyse en Russie* (1993), l'une des études de référence sur le sujet, A. Etkind reprend, sans les vérifier, toutes ces accusations :

« Le parent de Max Nahum Eitingon (ou Ettingon ; une hésitation entoure également son prénom, puisque certaines sources occidentales lui attribuent celui de Leonid) fut un haut commandant du NKVD stalinien, l'organisateur et l'acteur d'une foule d'opérations secrètes. Selon des historiens moscovites, "dans les années 1930, Nahum Eitingon se tient dans les coulisses de nombreuses, peut-être de toutes les opérations du NKVD à l'étranger". Il organisa personnellement les plus connues d'entre elles. Ce fut par exemple, en 1937, en Suisse, l'assassinat d'Ignacy Reiss (Ignati Poretski), transfuge soviétique et ancien résident du NKVD, l'enlèvement du général émigré Miller, à Paris la même année, l'assassinat du fils de Trotsky, Léon Sedov, dans un hôpital parisien en 1938 et enfin l'assassinat de Trotsky en personne au Mexique en 1940. Eitingon était l'amant de Carridad Mercader et le chauffeur de son fils Ramon au Mexique. Il dirigea directement et rétribua Ramon Mercader pendant toute cette dernière opération »³.

L'auteur ne craint pas de conclure que

1. Jacqy Chemouni et Michelle Moreau-Ricaud : Max Eitingon (1881-1943), *Frénésie, Histoire, Psychiatrie et Psychanalyse*, n° 5, 1988, pp. 115-128.

2. A. Etkind se réfère à notre ouvrage précédemment cité mais ignore les précisions importantes que nous apportons dans notre article. A l'appui de sa thèse, A. Etkind cite l'article de Stephen Schwartz : « Intellectuals and Assassins – Annals of Stalin's killerati », publié dans le *New York Time Book Review* du 24-1-1988. Outre la manière très journalistique dont les faits sont présentés, Schwartz ne cite pas explicitement les ouvrages qu'il mentionne et propose le plus souvent une information de seconde main. De plus, l'article contient plusieurs erreurs, par exemple, concernant la poétesse Marina Tsvétaeva qui n'est pas retournée en Russie avec son mari, mais bien beaucoup tard, au sujet de Max Eitingon également qui n'a jamais été le secrétaire ou l'homme à tout faire de Freud, etc. Il revient probablement à l'historien de Trotsky, Pierre Broué, d'avoir, le premier, mentionné la présence du psychanalyste dans les affaires d'espionnage.

3. Alexandre Etkind (1993), *Histoire de la psychanalyse en Russie*, op. cit., p. 331.

« on peut estimer à bon droit qu'il y aurait aujourd'hui des raisons suffisantes de croire que Max Eitingon fut plus ou moins mêlé aux affaires de son frère (ou de son demi-frère) »¹.

Depuis quelques années, Eitingon est donc accusé d'avoir mené une double vie, l'une pour ainsi dire officielle consacrée à ses activités psychanalytiques dont nous soulignerons rapidement l'importance, l'autre, souterraine, se déployant en activités d'espionnage au service de l'idéologie communiste stalinienne. Ses fidèles amis, en majorité psychanalystes, ne mentionnent jamais, à notre connaissance, même sous forme d'allusion, son éventuel rôle d'espion. A l'exception d'une remarque écrite dans le journal de Sandor Rado, sur laquelle nous reviendrons nous n'avons trouvé aucune mention d'activités secrètes ou politiques concernant Eitingon dans les témoignages de ses collègues psychanalystes. Si tant est qu'Eitingon fut réellement l'homme de l'ombre décrit par certains historiens, Freud lui-même, pourtant très critique à l'égard du communisme et de la révolution bolchevique, semble avoir tout ignoré des activités de ce disciple qu'il connaissait pourtant très bien, étant à la fois son psychanalyste, un ami fidèle, presque un père².

Les accusations à l'encontre du psychanalyste Eitingon reposeraient sur l'hypothèse, admise par certains, comme un fait, qu'il serait le frère de Leonid Eitingon, célèbre espion soviétique. Cet éventuel lien de parenté l'aurait amené à s'engager dans l'espionnage au service des soviétiques.

Avant d'aborder plus concrètement les faits, il n'est pas sans intérêt de mentionner l'histoire de cette polémique. Celle-ci débute par un article du 24 janvier 1988 paru dans le *New York Times Book Review* sous le titre suggestif *Intellectuals and Assassins - Annals of Stalin's Killerati*. Il est rédigé par Stephen Schwartz qui accuse Max Eitingon d'avoir participé à des assassinats commandités par Staline. Dans l'ouvrage où nous relations le rôle capital joué par Max Eitingon dans la création et le développement de la psychanalyse en Palestine, nous signalions déjà la légèreté des informations contenues dans l'article de Schwartz : absence de références précises, littérature de seconde

1. *Ibidem*, p. 334.

2. La publication de la correspondance complète entre Freud et Eitingon nous permettra d'avoir une idée exhaustive de cet aspect de l'histoire du mouvement psychanalytique. Les lettres que nous avons pu consulter sur cette question autorisent toutefois un appréciation sérieuse de la question, comme nous le verrons ultérieurement.

main, émaillée de plusieurs erreurs, concernant, par exemple, la poétesse Marina Tsvétaeva (qui n'est pas retournée en Russie avec son mari, mais après sa mort), les rapports de S. Freud avec M. Eitingon (ce dernier ne fut pas secrétaire ou homme à tout faire de Freud, comme l'affirme l'article) etc.¹ L'accusation contre Eitingon est d'autant plus étonnante que nous ne lui connaissons ni activités ni déclarations politiques.

Mentionnons encore cette information : Max Eitingon aurait aussi participé au procès secret de 1937, à l'époque de la Grande terreur, qui aboutit à l'exécution de huit généraux et du commissaire en chef des armées. Ne s'arrêtant pas là, Stephen Schwartz nous offre une exceptionnelle information qui ne situe plus l'espion juif psychanalyste à la solde des rouges, mais à la solde des chemises brunes ; il l'accuse tout bonnement – mais là encore nous aimerions un minimum de preuves – d'avoir appartenu à une « unité spéciale » qui entretenait « des relations de connivence » avec Reinhard Heydrich l'un des premiers collaborateurs de Hitler et membre de son service d'espionnage.

Depuis la rédaction de cet article, les études sur ses éventuelles activités d'espionnage ne manquent pas. Certaines confirment la thèse de S. Schwartz, d'autres l'infirmement complètement. Il est étonnant de constater qu'aussi bien le travail de S. Schwartz que la plupart des autres travaux ne se réfèrent pas au dossier, pourtant essentiel, de l'enlèvement du général Miller, principal pièce à charge à l'encontre Eitingon. Ce dossier de police est depuis longtemps accessible et montre que l'affaire Miller-Eitingon est connue depuis 1937, date des faits. De plus, les liens de ce dernier avec les principaux protagonistes de l'enlèvement avaient déjà suscité bien des polémiques dans la presse française. L'article de S. Schwartz n'apporte pas d'éléments que nous ne connaissions pas, par ailleurs, depuis longtemps. Il serait donc légitime de s'interroger sur les motivations (propagande politique, désinformation, règlement de comptes envers la psychanalyse, etc. toutes les hypothèses étant permises...) qui ont présidé à la rédaction de cet article. Aucune étude originale sur le sujet n'avait été publiée si ce n'est l'ouvrage de John J. Dziak, *Chekisty. A History of the K. G. B.* dans lequel l'auteur affirmait que le psychanalyste (qu'il prénomme Mark) était le frère de Leonid et qu'il s'était rendu à Jérusalem deux jours seulement avant le

1. Jacqy Chemouni, *Freud et le sionisme*, op. cit., p. 276.

kidnapping du général Miller¹. L'article de S. Schwartz s'appuie d'ailleurs essentiellement, et parfois de façon erronée, sur cet ouvrage qui lui-même ne contient aucune révélation d'importance au regard des ouvrages antérieurs de Vitaly Rapoport et de Yiri Alexeev : *High Treason*², ou de Pierre Broué, *La main d'œuvre « blanche » de Staline*³. Ces études faisaient déjà de Max Eitingon le frère de Leonid Eitingon et l'accusaient d'espionnage au profit de l'Union Soviétique.

Une lecture attentive des documents relatant ces différentes affaires, des travaux sur l'espionnage soviétique, et des lettres inédites adressées par Max Eitingon à Freud nous donnent l'occasion de réévaluer le rôle qu'aurait éventuellement joué Max Eitingon. Si son rôle dans les différentes affaires mentionnées était confirmé, nous serions renseignés non seulement sur la personnalité d'Eitingon, mais également sur l'extraordinaire emprise tentaculaire de l'espionnage soviétique en Europe, qui aurait même infiltré le milieu psychanalytique. La prudence s'impose toutefois. La recherche de la vérité historique impose d'exposer avec objectivité les documents à notre disposition. On ne peut en la circonstance conclure à la participation d'Eitingon au réseau d'espionnage soviétique que si ces derniers nous le confirment sans le moindre doute⁴. L'absence de preuve ne signifie pas obligatoirement son innocence, il s'avère indispensable de présenter clairement ce qui relève du doute, de la présomption et de l'interprétation, ou des faits avérés⁵.

1. J. Dziak, *Chekisty, A history of the K.G.B*, New York, 1988, pp. 100 ss. Il n'est peut-être pas inutile de mentionner que J. Dziak est un ancien employé de la C.I.A.

2. Vitaly Rapoport et Yiri Alexeev, *High Treason*, Duke University Press, 1985.

3. Pierre Broué, « La main d'œuvre "blanche" de Staline », in *Cahier Léon Trotsky*, n° 24, décembre 1985, pp. 72-84

4. Nous remercions Mme Sylvie Folgringer-Foucault de nous avoir procuré le dossier Miller du Hoover Institut, alors qu'il est impossible de se le procurer en France.

5. Comme il n'y aurait pas de fumée sans feu, cette accusation d'espionnage à l'égard de Max Eitingon devient une rumeur que même les historiens de la psychanalyse les plus sérieux colportent. C'est ainsi que dans une très brève présentation des principaux personnages de son étude, Grosskurth Phyllis mentionne, sur les huit lignes consacrées à Eitingon, que « des rumeurs ont circulé l'associant de manière ou d'autre au KGB (Grosskurth Phyllis (1991), *Freud et l'anneau secret*, Paris, P.U.F, 1995, p. VII), accréditant ainsi une sorte de sérieux à ces accusations alors qu'elles émanent essentiellement d'une seule personne sur le sérieux duquel on peut s'interroger.

2. Brève esquisse de la vie et de l'œuvre de Max Eitingon

Max Eitingon est né en 1881, à Mohilev, en Russie. Il est le dernier fils d'une famille juive orthodoxe de quatre enfants : deux filles, Esther et Fanny, et deux garçons, Vladimir et Max. Son père, Chaim Eitingon, est un riche commerçant en fourrures qui émigrera plus tard à Leipzig, lorsque Max avait 12 ans. Il y jouera un rôle important, finançant la construction d'un hôpital qui portera son nom et d'une synagogue. Cette philanthropie conduira la municipalité à donner son nom à une rue de la ville. Chaim Eitingon prendra ensuite la nationalité Hongroise. On sait également qu'il a monté une succursale de son entreprise à New York, et qu'il subit une faillite lors du krach financier de 1929. Sa femme décède en 1929¹, lui-même meurt en septembre 1932 à Leipzig.

Après des études secondaires dans une école privée de conception pédagogique moderne, Max Eitingon entreprend des études universitaires à Halle, Heidelberg et Marburg. Il suit un enseignement d'histoire, surtout d'histoire de l'art, et de philosophie à Marburg, où il est élève du célèbre philosophe néo-kantien Hermann Cohen. Outre ses travaux concernant la relation entre la science et la morale, Hermann s'intéresse au judaïsme qui lui apparaît lié à la germanité par une « profonde communauté ». A la différence d'Eitingon, il rejette le sionisme, assimilé à une trahison de l'idéal messianique².

Il décide ensuite d'entreprendre des études médicales qu'il commence en 1902 à Leipzig, puis à Zurich où il devient l'assistant d'Eugène Bleuler,

1. Sur la vie et l'œuvre de Max Eitingon, on pourra se reporter à Pommer Sidney L., Max Eitingon 1881-1943, « The Organization of Psychoanalytic Training », *Psychoanalytic Pioneers* ; Chemouni Jacqy, *Freud et le sionisme, op. cit.*, pp. 153 ss. La société psychanalytique d'Israël consacra un ouvrage d'hommage à la mémoire d'Eitingon : *Max Eitingon. In memoriam* (1950), avec des témoignages de d'Arnold Zweig, E. Simmel, M. Woolf, A. Feigenbaum. La thèse de *Max Eitingon. Leben und Werk*. (Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Würde des Doktors der Medizin der Johannes Gutenberg- Universität Mainz den Medizinischen Fachbereichen Vorgelegt von Emil Michael Neiser aus Boppard/Rhein, Mainz, 1978) n'apporte pas d'éléments nouveaux.

2. Cohen Hermann (1915), « Germanité et judéité », traduit et présenté par Marc B. de Launay, Pardès, 1987, n° 5, p. 30. Cohen est convaincu que « *L'esprit allemand doit devenir le centre d'une confédération qui établira la paix mondiale et fondera sur elle les assises d'un monde culturel. La guerre légitime est la préparation de la paix perpétuelle* » (*Ibidem*, p. 47). Sur Cohen, on peut consulter Sylvain Zac, *La philosophie religieuse de Hermann Cohen*, Paris, Vrin, 1983.

directeur de la clinique du Burgholzli, lieu renommé où affluent de jeunes médecins, comme Abraham, Binswanger, Jung, etc., qui s'intéressent alors à la psychanalyse.

Il soutient sa thèse de médecine, pour laquelle il recevra l'aide de Jung, sous la direction d'Eugène Bleuler. Ce travail, intitulé *L'effet de l'attaque épileptique sur les associations mentales*, est une expérimentation du test d'association sur neuf cas cliniques épileptiques.

Eitingon se rend à Berlin et se fiance à Mirra Jacovleina Raigorodsky, comédienne du Théâtre d'Art de Moscou. Elle laisse l'image d'une femme possessive, aimante et aimée. Le couple n'eut pas d'enfant, ce qui fut très douloureux et plongea parfois Eitingon dans la dépression.

Après ses études de médecine, Eitingon travaille chez Oppenheim, professeur de psychiatrie et adversaire des thèses freudiennes. Par l'intermédiaire de Jung, il fait la connaissance de Freud. Cette rencontre fut décisive tant sur le plan professionnel que personnel. Freud lui sera reconnaissant d'avoir « été le premier messenger à approcher un homme solitaire »¹. Une amitié indéfectible liera les deux hommes, Freud le considérant comme un membre de sa famille. Il appartient au fameux Comité Secret, composé de disciples fidèles². Eitingon sera l'un des plus fervents disciples du maître de Vienne.

Eitingon lui rend visite à Vienne pour la première fois en 1907, et devient très vite membre de la « Société du mercredi »³, premier groupe de psychanalystes qui se réunit à Vienne depuis 1906 sous la présidence de Freud. Il fit une analyse avec ce dernier.

Eitingon s'installe ensuite à Berlin, accueilli par Karl Abraham. Riche par son père, n'ayant alors nul besoin de gagner sa vie, il « traite des patients de temps en temps seulement », ce que regrette Abraham⁴. La perte de sa fortune personnelle due au krach économique mondial le contraint à gagner sa vie comme analyste.

1. Lettre de Freud à Max Eitingon du 7 janvier 1913, Sigmund Freud, *Correspondance 1873-1939*, Gallimard, 1967, p. 322.

2. Grosskurth Phyllis (1991), *Freud et l'anneau secret*, Paris, P.U.F, 1995.

3. *Les premiers psychanalystes, Minutes de la Société de Vienne, 1906-1908*, Gallimard, 1976, p. 114.

4. S. Freud, K. Abraham, *Correspondance*, Paris, Gallimard, 1969, p. 118.

Pendant la Première Guerre Mondiale, il adopte la nationalité autrichienne, et s'engage dans l'armée comme médecin, ce qui lui vaudra plusieurs décorations. Après la guerre, il revient à Berlin et s'occupe pendant treize ans de la Polyclinique psychanalytique. Il participe à la vie culturelle berlinoise, dont on sait la richesse dans ces années vingt. Musiciens, chanteurs (la chanteuse populaire Plevitskaya, par exemple, amie de sa femme, dont nous reparlerons), écrivains, hommes de théâtre (Pirandello) et acteurs seront reçus chez lui.

La Polyclinique de Berlin, qui ouvre en 1920, est le premier établissement de traitement psychanalytique et de formation pour les analystes. S'y formèrent : Franz Alexander, Alice et Michaël Balint, Martin Grotjahn, Rudolph Loëwenstein, Lampl de Groot, etc.¹ Son rôle consistait à soigner aussi bien des patients fortunés que des patients sans ressources souffrant de troubles mentaux, idée qu'avait lancé Freud, après la Première Guerre Mondiale, lors du Congrès de Budapest en 1918. La construction, puis, pendant des années, le fonctionnement de cet Institut seront essentiellement financé par Eitingon.

Le rôle d'Eitingon est important au sein du mouvement psychanalytique international. Il deviendra président de l'I.P.A. (Association Psychanalytique Internationale) et créera le Comité International de Formation, centralisant tous les organes de formation du mouvement. Freud lui confiait souvent les tâches politiques au profit du mouvement psychanalytique. Il est le premier disciple à entreprendre une analyse didactique. Il sera plus un politique qu'un théoricien de la psychanalyse².

Eitingon voyage beaucoup. Il séjourne parfois à Paris – c'est pendant l'un de ses séjours dans la capitale qu'il est mêlé à l'affaire de l'enlèvement du

1. Dr Max Eitingon, in « Rapport sur la Polyclinique psychanalytique de Berlin », mars 1920-juin 1922, traduit in Michelle Moreau Ricaud, « Analyse Quatrième, contrôle, formation », *Topique*, n°18, janvier 1977. On peut consulter à ce sujet : Rapport original sur les dix ans de l'Institut Psychanalytique de Berlin (1920-1930) – *On forme des analystes*, Paris, Denoël, l'Espace analytique, 1985. *Contribution à l'Histoire de la Psychanalyse en Allemagne, Ici, la vie continue d'une manière fort surprenante...*, (Paris, Ed. Association Internationale de l'Histoire de la Psychanalyse, 1987).

2. Il s'est essayé pourtant à quelques articles dont nous retiendrons surtout : « Le génie, le talent et la psychanalyse » (1912), « Dieu et le père » (1914), « Un acte manqué de lecture » (1915), « La psychanalyse en France » (1922), « Méthode de la thérapie psychanalytique et pratique de la Polyclinique » (1922), « De la dernière méthode critique de la psychanalyse » (1931).

général Miller. Il s'y rend par exemple en mars 1930 afin d'arbitrer les affaires professionnelles de son beau-frère new-yorkais.

Des difficultés de santé (thrombose cérébrale, paralysie du bras gauche) et la montée du nazisme, auront raison de sa germanophilie, et le poussent à émigrer. En 1933, il termine ses consultations à Berlin, et démissionne, en raison de ses origines juives, de la polyclinique – dont il fut le promoteur, le financier et le directeur, de 1920 à 1933. Il émigre en Palestine, pays qu'il visite déjà en 1910, et s'installe à Jérusalem. Il postule pour la chaire de Psychologie de l'Université Hébraïque de Jérusalem qui préférera offrir le poste au psychologue Kurt Lewin, à la déception de Freud¹. Il fonde la Société Psychanalytique de Palestine en 1933, reconnue par l'I.P.A. en 1943 ; puis l'Institut de Psychanalyse de Jérusalem, cette même année. Il travaille auprès des mouvements pour les jeunes immigrants, donnant des consultations et formant des responsables d'associations de jeunesse².

La mort de Freud (1939) l'atteint profondément ; il se retire alors de la vie publique. Il meurt le 3 juillet 1943 à Jérusalem et est enterré au Cimetière du Mont des Oliviers.

Sa personnalité comme ses capacités analytiques suscitent des appréciations contradictoires. Freud le tenait en très haute estime, alors que Abraham le juge « vraiment à peine capable d'une collaboration active »³, ajoutant qu'il fait « preuve d'une très bonne compréhension » tout en lui reconnaissant des « connaissances bibliographiques presque infaillibles »⁴. Jones est plus sévère considérant qu'« il est impossible de croire que Freud ait eu une opinion particulièrement favorable de ses capacités intellectuelles », alors que pour Binswanger il est « subtil et fin ». Jung prophétise qu'« il ne fournira jamais quelque chose de solide », sauf peut-être, qu'il « deviendra (...) député à la Douma » (lettre du 25.09.1907)⁵.

1. Lettre de Freud du 5-12-1933 au rabbin Léon Magnes, *Correspondance 1873-1939*, *op. cit.*, p. 454-455.

2. Max Eitingon, *In Memoriam*, Tel Aviv, Haaretz Press, 1950, ed. Israël Psychoanalytical Society, traduction de David Fuchs.

3. Lettre de Freud à Abraham, *op. cit.*, p. 51.

4. Lettre de Freud à Abraham, *op. cit.*, p. 329.

5. Freud S.-Jung C.G., *Correspondance T. 1906-1909*, Paris, Gallimard, 1975, p. 143.

3. L'espion Léonid Eitingon et ses éventuels liens avec Max Eitingon

L'ampleur des accusations à l'égard de Max Eitingon repose pour l'essentiel sur son éventuelle parenté avec Léonid Eitingon, important espion soviétique. Nous savions peu de choses de ce dernier, personnage énigmatique, juif décoré de l'ordre du drapeau rouge en 1926 et 1927, de l'ordre de Lénine et de bien d'autres distinctions. Mais les récentes mémoires de Pavel Soudoplatov : *Mission spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*¹, qui travailla pendant plusieurs années avec Leonid Eitingon et dont il fut également l'ami, nous permet de nous faire une idée plus précise de cet étonnant homme de l'ombre. L'historien Pierre Broué le considère comme « l'un des responsables du G.P.U. » sous le nom du général Kotov², et l'écrivain Ilya Ehrenbourg le décrit en ces termes : « Un homme dont je me méfiais : il n'est ni diplomate, ni militaire. Il jetait les livres dans les flammes avec un plaisir visible »³.

La participation de Leonid Eitingon à l'assassinat de Trotsky a conduit à considérer que Max Eitingon y était aussi impliqué⁴. Nous savons que Leonid Eitingon organisa cet assassinat et qu'il recruta l'assassin de Trotsky, Ramon Mercader, qu'il connaissait d'autant mieux qu'il aurait été l'amant de sa mère Caridad Mercader⁵ :

1. Pavel Soudoplatov – Anatoli Soudoplatov avec Jerrold et Leona Schecter (1994), *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*, Paris Seuil, 1994. Pour plus de détails sur la vie de L. Eitingon, nous renvoyons plus particulièrement à cet ouvrage. L'auteur ne met pas vraiment en doute, malgré les années de prison qu'il endura après la mort de Staline et de Beria, le système dont il fut l'un des plus fervents serviteurs et ne regrette pas les actions exigées par Béria et Staline, comme l'assassinat de Trotsky.

2. Pierre Broué, *L'assassinat de Trotsky*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1980, p. 34.

3. Ilya Ehrenbourg, *La nuit tombe*, Paris, Gallimard, 1966, p. 301-302.

4. Tous les témoignages concordent globalement sur son rôle dans l'assassinat de Trotsky. Pour une excellente présentation du rôle joué par Leonid Eitingon, nous renvoyons au chapitre : « L'assassinat de Trotsky » du livre de Pavel Soudoplatov (Pavel Soudoplatov – Anatoli Soudoplatov avec Jerrold et Leona Schecter (1994), *Mission spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*, op. cit., pp. 97-120). Pierre Broué, *L'assassinat de Trotsky*, op. cit., p. 107.

5. La plupart des auteurs attestent de la nature de cette relation, sauf Soudoplatov qui la juge impossible, malgré la réputation de séducteur de L. Eitingon, car elle aurait violé les règles en vigueur dans l'espionnage (Pavel Soudoplatov – Anatoli Soudoplatov avec

« Quand et dans quelles circonstances a-t-elle fait la connaissance d'un des principaux dirigeants du G.P.U., son supérieur hiérarchique donc, qui allait devenir son amant, Leonid Eitingon ? Il est impossible aujourd'hui de le préciser bien que leur liaison, attestée par plusieurs témoins ne fasse aucun doute. Sous le nom de Kotov, Eitingon était en Espagne. (...) Chargé des questions relatives à l'espionnage, au contre espionnage et à la guérilla derrière les lignes ennemies...»¹.

La participation de Léonid Eitingon à l'assassinat de Trotsky n'apparut pas immédiatement, comme en témoigne l'enquête conduite au Mexique en 1940 par Julian Gorkin. Celui-ci nous apprend que ce n'est qu'en 1954 qu'un agent des services secrets soviétique démasqué à Bonn et transféré aux Etats-Unis fit sensation en révélant que « *l'assassinat de Trotsky avait été organisé par le général Eitingon, qui était allé en Espagne sous le nom de Kotov* »².

Ramon Mercader fut décoré de l'ordre de Lénine. Il mourut en 1978 à Cuba où Castro l'invita pour travailler comme conseiller au ministère des Affaires intérieures. Il fut discrètement enterré à Moscou³. Leonid Eitingon assista à son enterrement⁴, ce qui laisse à penser qu'il lui fut reconnaissant de son action au Mexique, bien qu'il émit des doutes à la fin de sa vie, non sur les idées communistes, mais sur les dirigeants qui avaient abandonné les idéaux socialistes et la justice sociale⁵.

Jerrold et Leona Schecter (1994), *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov, op. cit.*, p. 103).

1. Pierre Broué, *L'assassinat de Trotsky, op. cit.*, p. 113-114. Eitingon aurait promis à Caridad de l'épouser en Russie si elle acceptait de s'y rendre avec lui. Elle fut accueillie par Béria et fut reçue également par Staline et décorée de l'ordre de Lénine. Peu de temps après son arrivée, Léonide Eitingon l'abandonna et interdiction lui fut faite de quitter le pays ; elle se senti alors coupable d'avoir fait de son fils un assassin (Conversation de Enrique Castro Delgado avec Carida Mercader, in Levine Isaac Don (1959), *The Mind of an Assassin*, London, Weidenfeld & Nocolson, p. 216-222, cité dans Andrew Christopher et Mitrokhine Vassili (1999), *Le KGB contre l'Ouest 1917-1991. Les archives Mitrokhine*, Paris, Fayard, 2000, p. 140 et 836).

2. Gorkin Julian (1970), *L'assassinat de Trotsky*, Le livre de poche, Paris, 1973, p. 302.

3. Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné (1997), « Le Komintern en action », *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Laffont, p. 339.

4. Pavel Soudoplatov – Anatoli Soudoplatov avec Jerrold et Leona Schecter (1994), *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov, op. cit.*, p. 115.

5. *Ibidem*, p. 65.

Après l'assassinat de Trotsky, Leonid Eitingon regagna Moscou. Vitaly Rapoport, Yari Alexeev, et d'autres historiens, racontent que dès sa descente du train, il fut conduit au Kremlin et reçu par Staline qui tenait à le féliciter. Il fut alors décoré de l'ordre de Lénine. Staline l'aurait assuré que, lui vivant, aucun mal ne lui serait fait. Grâce aux informations sur Eitingon fourni par Soudoplatov, on sait qu'il fut pourtant mis en disgrâce et emprisonné par Staline en octobre 1951¹. En mars 1953, après la mort de Staline, il fut libéré par Béria qui lui donna un poste de chef-adjoint d'un département aux Ministères des affaires étrangères². A la chute de son protecteur, Leonid Eitingon fut à nouveau arrêté sous ordre de Khrouchtchev³ et passa douze ans en prison, jusqu'en 1964. Jusqu'à sa mort en 1981, il resta en contact avec Pavel Soudoplatov. Eitingon et ce dernier furent réhabilités en décembre 1991⁴.

Les accusations portées à l'encontre de Max Eitingon reposent sur le fait qu'il serait le frère de Léonid. Les renseignements que nous avons obtenus de personnes qui le connurent personnellement en Israël ne font jamais mention de ce frère. Son existence est même ignorée.

Dans un article intitulé *The Mystery of Max Eitingon*⁵, Theodor Praper a entrepris une recherche sérieuse sur la généalogie de Max Eitingon. Il arrive à la conclusion que Max Eitingon n'était nullement le frère de Léonid. Cette méprise proviendrait d'une confusion des prénoms de familles Eitingon différentes qui seraient au nombre de quatre : Max, Mark, Léonid et Naum. Pour V. Rapoport et Y. Alexeev⁶ ainsi que pour P. Broué⁷ Max et Mark seraient la même personne.

1. Nicolas Werth (1997), « Un Etat contre son peuple. Violence, répressions, terreurs en Union soviétique », *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Laffont, p. 274.

2. Knight Amy (1993), *Beria*, Paris, Aubier, 1993, p. 275.

3. *Ibidem*, p. 302.

4. Pour Vitaly Rapoport et Yiri Alexeev, on ignorerait tout des dernières années de la vie de Eitingon à Moscou (*High Treason, op. cit.*, p. 259 ; voir également p. 391). L'ouvrage de Pavel Soudoplatov nous donne toutefois de précieux renseignements sur cette période.

5. « The Mystery of Max Eitingon », in *New York Review*, avril 14, 1988.

6. *High treason, op. cit.*, p. 391.

7. *La main d'œuvre « blanche » de Staline, op. cit.*, p. 84.

L'origine de ces informations proviendrait de la femme du Général Skobline¹. Quant à Léonid, son vrai nom serait Naum Iakovlevich Ettingon.

Selon l'arbre généalogique des Eitingon établi par Théodor Praper, le grand-père du psychanalyste, Moses Eitingon, eut trois enfants : Isaac, Léa, Chaim et Plia. Les deux premiers eurent plusieurs enfants. Isaac eut cinq filles et quatre garçons : Boris, Naum, Max et Motty. Le père de Max Eitingon aurait eut quatre enfants Wladimir, Esther et Fanny et Max. Il n'est pas fait mention d'un fils prénommé Léonid ou Naum, seul un cousin qui travaillait dans le textile en Pologne porte ce prénom. Pavel Soudoplatov qui, comme nous l'avons vu, fut un ami de Léonid Eitingon qu'il fréquenta pendant une cinquantaine d'années et qui eut accès à son dossier personnel au NKVD, affirme que ce dernier, né le 1^{er} décembre 1899 à Sklov en Biélorussie, était issu, à la différence de la famille du psychanalyste, d'une famille pauvre mais disait avoir des parents prospères en Europe. Leonid Eitingon avait deux sœurs, Sonia, cardiologue que Soudoplatov connaissait personnellement, et un frère Isaac, professeur de Chimie « *qui avait apporté une importante contribution à la recherche sur les explosifs pendant la guerre* »². Quant au lien familial de Léonid et de Max, Pavel Soudoplatov est formel : il n'en existe aucun, précisant que :

« Les parents du Dr. Eitingon, cités par Theodore Praper, ne figurent pas dans le dossier personnel qu'a constitué le NKVD sur Leonid Eitingon. Celui-ci n'a jamais eu de contact avec eux ni fait état d'un frère répondant au prénom de Max »³.

Dans ce rapport, Pavel Soudoplatov est formel : Leonid n'eut aucun contact, encore moins de relations professionnelles avec Max Eitingon. Et il ajoute :

« Pourtant, en 1992, Svetlana, la fille d'Eitingon, me pria de recevoir un de ses lointains cousins qui résidait en Angleterre et s'était rendu à Moscou pour effectuer des recherches à propos d'un livre sur Eitingon. Lors de notre rencontre, en mai 1992, il m'apparut nettement qu'il existait encore de nombreux rameaux de la famille Eitingon en Biélorussie, à Moscou, à New York et à Leipzig. Pourtant, ces

1. Voir à ce sujet les citations du livre de Prianishnikoff reproduites par Théodor Praper.

2. Pavel Soudoplatov – Anatoli Soudoplatov avec Jerrold et Leona Schecter (1994), *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*, op. cit., pp. 60. Sa vie de militant est exposée par Soudoplatov (op. cit., pp. 60 ss).

3. *Ibidem*, p. 67.

parents éloignés n'ont joué aucun rôle dans la carrière professionnelle de Léonid et, à ma connaissance, il n'a jamais entretenu de correspondance avec eux, même après être sorti de la prison Vladimir »¹.

Les plus sérieux témoignages concordent pour infirmer tout lien de parenté proche entre Max et Leonid Eitingon. Aucune source sérieuse ne mentionne non plus une éventuelle rencontre entre eux. L'accusation d'espionnage à l'encontre du psychanalyste au service de Leonid ne peut être acceptée, ce qui confirme les propos de Pavel Soudoplatov, important dirigeant de l'espionnage soviétique, pour lequel travaillait Leonid, qui s'oppose à l'idée que Max Eitingon eut pu appartenir à l'espionnage soviétique. Il ne fait aucun doute que, compte tenu de sa position, P. Soudoplatov n'aurait pu ignorer les actions d'un Max Eitingon espion.

4. Imbroglia dans l'enlèvement du général Miller

L'accusation la plus conséquente à l'égard de Max Eitingon est d'avoir participé à l'enlèvement du Général Miller à Paris, kidnapping dirigé par le Général Skobline. Ce dernier tentera également d'enlever le général Dénikine² dont la femme fut la célèbre chanteuse Nadezhda Plevitskaya. Le Général Miller dirigeait l'Association militaire russe, organisation monarchiste qui regroupait les anciens officiers de l'armée blanche, hostile au régime communiste.

Un navire soviétique, le Maria Oulianovna, quitta Le Havre le lendemain de l'enlèvement du général Miller avec ce dernier à son bord. Il fut interrogé puis fusillé à Moscou. Le gouvernement français refusa d'intercepter le navire³. Selon M. Garboff, Daladier demanda à l'ambassadeur soviétique Potemkine de faire rebrousser chemin au navire. Celui-ci « parle d'erreur ; des hommes politiques français font pression sur le premier ministre afin qu'il ne prenne pas de mesures trop énergiques à l'égard des soviétiques »⁴.

1. *Ibidem*.

2. Marina Grey, *Mon père le Général Denikine*, Paris, librairie académique Perrin, 1985, pp. 322-324.

3. Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné (1997), « Le Komintern en action », *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Laffont, p. 314.

4. Gorbouff Marina (1995), *La Russie fantôme. L'émigration russe de 1920 à 1950*, op. cit., p. 157.

L'enlèvement et le meurtre du général Miller ne se comprend pas sans celui du général Koutiérov. Non seulement, ce dernier fut son prédécesseur au R.O.V.S¹, mais, selon les spécialistes de l'espionnage soviétique, « *l'opération Koutiérov devait constituer un précédent crucial. La priorité du renseignement étranger soviétique resta, depuis le début et jusqu'au milieu des années 1930, la collecte d'information. Mais, durant les dix années suivantes, toutes les autres opérations allaient être subordonnées aux "missions spéciales"* »². Avec l'assentiment de Staline, le Service soviétique de sécurité et de renseignement (OGPU) décide d'enlever le général Koutiérov, de le ramener en Union soviétique, de l'interroger et de l'exécuter. V.I. Speransky est chargé à Paris de cette mission. Le 26 janvier 1930 au matin, le général Koutiérov est poussé de force dans un taxi. A la demande de l'agent soviétique, un policier vrai ou faux est présent afin de faire croire à une arrestation policière au cas où un passant assisterait à la scène, ce qui fut le cas³. Le chloroforme utilisé pour le maîtriser le tua.

L'assassinat du général Miller fait partie de cette traque secrète que les agents du NKVD, (nouvelle appellation de la Guépéou à partir de 1934), menèrent contre les opposants à Staline dans les années précédant la Seconde

1. L'Union russe des forces combinées (en russe R.O.V.S) fondée en 1924 par Wrangel (dernier général battu pendant la guerre civile, dont la mort à Bruxelles en 1928 apparut « mystérieuse » à certains de ses proches), association d'anciens combattants russes qui se compartimentait en amicales des mêmes régiments et dont la discipline était militaire. Le Grand-Duc Nicolas en était le « Chef suprême » qui, à la mort de Wrangel, nomma Koutiérov chef du R.O.V.S.

2. Andrew Christopher et Mitrokhine Vassili (1999), *Le K.G.B. contre l'Ouest 1917-1991. Les archives Mitrokhine*, Paris, Fayard, 2000, p. 73.

3. Le préfet de police de l'époque, Jean Chiappe, soutint qu'il s'agissait d'un faux agent. Léon Daudet récusait cette interprétation dans un article de l'*Action française* du 12 février 1930, concluant que « des indicateurs FRANÇAIS ont participé à l'enlèvement du général russe » (cité par Grey Marina (1981), *Le général meurt à minuit. L'enlèvement de Koutierov 1930 et de Miller 1937*, op. cit., p. 49-50). Il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'à la suite de cet événement le préfet Chiappe interdit à tous les policiers d'appartenir au parti communiste. Le thème du vrai policier se consolide avec la découverte par Marina Grey dans le dossier de Koutiérov (C. 238-142) d'un rapport daté du 5 février 1930, relatant l'interrogation d'un gardien de la paix du IV^e arrondissement, Raymond X., sur lequel était inscrit le mot INCULPE. Il s'agit sans conteste pour l'historien anglais de l'espionnage russe, Christopher Andrew qui eut accès aux informations secrètes russes, d'un policier communiste (*Le K.G.B. contre l'Ouest 1917-1991. Les archives Mitrokhine*, op. cit., p. 73 et p. 827).

Guerre Mondiale. L'Espagne et la France furent le théâtre privilégié de ces actions. En France, les plus importantes cibles furent Lev Sedov¹, le fils de Trotsky, le général Evguevni Karlovitch Miller et Dimitri Navatchine, un banquier russe blanc. Bien des protagonistes de l'enlèvement du général Miller auraient participé à celui de Sedov, comme Mireille Abbiate qui surveilla le général Miller avant son enlèvement et ne fut jamais soupçonnée ; elle sera décorée de l'ordre de l'Etoile rouge². Signalons encore que son frère Roland Abbiate, alias Rossi, participa à la traque de Reiss ; lorsqu'il fut arrêté par la police suisse, on trouva dans ses bagages un plan détaillé de la maison de Trotsky à Mexico³. Si donc Max Eitingon participa à cet enlèvement, rien d'étonnant alors qu'on l'ait associé à l'assassinat de Trotsky.

Le point de départ de ces accusations contre le disciple de Freud prend sa source dans les rapports de police relatifs à l'enlèvement du Général Miller. Ces rapports classés « secret » en France sont toutefois accessibles au public au Hoover Institut (Stanford University). Il nous semble important de nous y référer longuement et explicitement. Un rapport, adressé au Directeur de la Police Judiciaire, est daté de février 1938 et est rédigé par le commissaire de Police André Roche. Il mentionne que Nicolas Skobline, né le 9 juin 1893 à Knegis (Russie), est un officier subalterne jusqu'à la révolution de 1917, puis passe dans le cadre des Officiers Généraux de l'Armée Wrangel au cours de la guerre civile. C'est au cours de cette guerre entre « Rouges et Blancs » qu'il fait la connaissance, à Koursk, de Nadège Plevitzky, dite « Plevitzkaïa » – raison pour laquelle on l'appelait le « rossignol de Koursk »⁴–, dont le mari, Officier dans

1. Selon l'espion Pavel Soudoplatov, le NKVD avait tout avantage à laisser en vie le fils de Trotsky, ce qui lui permettait de surveiller étroitement le mouvement trotskiste en France. Il réfute l'idée qu'il ait été assassiné et opte pour sa mort naturelle (Pavel Soudoplatov – Anatoli Soudoplatov avec Jerrold et Leona Schecter (1994), *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov, op. cit.*, p. 116).

2. Andrew Christopher et Mitrokhine Vassili (1999), *Le K.G.B. contre l'Ouest 1917-1991. Les archives Mitrokhine, op. cit.*, p. 122

3. Elisabeth K. Poretski, *Les nôtres*, Paris, Denoël, 1985, p. 257-258.

4. La Plévistkaïa, Nadejda (mais on la prénomme du diminutif de Dejka) Vinnikova, est née en Russie en 1884. Elle se marie une première fois avec Edmond Plévitzky et son nom de scène devient alors Nadejda Plévistkaïa. En quelques années de scène, elle devient très célèbre, chante même pour le Tsar, reçoit une fortune pour chaque concert ; elle devient alors pour toute la Russie « la Plévistkaïa ». Elle fut l'une des plus célèbres cantatrices russes. Elle divorce de Plévitzky et se marie avec un lieutenant noble du nom

l'armée soviétique, a dû abandonner la ville lors de l'entrée des « Blancs ». Skobline devient l'amant de la « la Plevitzkaia » qu'il épouse par la suite. Les deux époux se rendent à Paris pour la première fois en 1924, puis en Allemagne et en Pologne, où la « Plevitzkaia » doit donner des concerts. En octobre 1925, le couple se fixe à Paris. Ils habitent à différentes adresses jusqu'en 1930, époque à laquelle Skobline se rend acquéreur d'une villa à Ozoir-la-Ferrière. Le Général Skobline n'a apparemment aucune ressource personnelle. Il prétend vivre du produit des tournées artistiques de sa femme. Mais ces tournées sont relativement rares et trop peu rémunérées pour expliquer le train de vie mené par les époux. L'idée s'impose aux enquêteurs qu'ils disposent de ressources occultes. L'enquête n'a pu en déterminer l'origine¹.

Un rapport précédent classé confidentiel du 14 décembre 1937 précisait déjà que

« Pour justifier une partie de ses revenus, la Plevitskaia avait prétendu avoir un mécène en la personne du sieur [Max] Eitingon ayant demeuré à Berlin et fixé actuellement à Jérusalem. C'est ce même Eitingon qui fit présent à la Plevitskaia de la fameuse Bible, tant réclamée par la détenue [elle sera arrêtée] et qui contient, paraît-il, la clef du langage cryptographique utilisé par Skobline, pour correspondre avec ses collaborateurs de "la ligne intérieure". Or, Max Eitingon était à Berlin un haut fonctionnaire soviétique, chargé de liquider, pour le gouvernement de l'U.R.S.S. les fourrures réquisitionnées en Sibérie. (Audition Simenoff) »².

Il est intéressant de remarquer, à cette époque déjà, la confusion entre les deux Eitingon, ce qui est probablement à la source des accusations portées récemment contre le psychanalyste.

Le nom de Max Eitingon apparaît dans ce rapport. Il serait une sorte de bailleur de fonds, sans que soit précisé si les sommes versées étaient importantes et suffisaient à couvrir les frais des activités des Skobline. Il est intéressant de

de Changuine qui meurt au combat en 1915. Elle épouse ensuite le capitaine Lévitzi dont le père, général, dirige l'armée où Changuine trouva la mort. Après la prise du pouvoir par Lénine, la Plévistkaia, dont le mari devient capitaine de l'Armée rouge, se trouve embarquée aux côtés des révolutionnaires. Son mari sera fait prisonnier par les Blancs lors de la prise de Koursk. Le couple doit sa survie à la renommée du père du mari et à la gloire de la chanteuse.

1. Rapport du Commissaire de Police André Roche au Directeur de la Police Judiciaire, p. 15.

2. Rapport Confidentiel du 14 décembre 1937. Affaire Miller.

remarquer que le rapport de février 1938 mentionnant les ressources occultes des époux Skobline ne se réfère pas au rapport du 14 décembre 1937 dans lequel apparaît le mécène Max Eitingon. La question des ressources des Skobline est à nouveau abordée dans un rapport du 27 décembre 1937 :

« La suspicion à l'égard de Skobline parmi ses pairs s'est accrue au cours de la première moitié de l'année 1937 et a obligé certains d'entre eux à se préoccuper de la provenance des sommes dépensées par les époux Skobline. Cette question est clairement posée dans une lettre de Koussousky à Abramoff »¹.

Dans un scellé (n°21), lettre du 17 mars 1937 du Général Koussousky au Général Abramoff, il est à nouveau question des ressources des Skobline :

« Mon visiteur (il s'agit d'un officier du régiment Korniloff) m'a demandé où T et SK. (Skobline) prennent-ils l'argent ? De lui expliquer que le premier donne des repas et qu'il reçoit je ne sais d'où des subsides pour son journal et ses voyages. Quand au second j'ai dit qu'il vivait du produit des concerts de sa femme. Mon visiteur a commencé à compter combien Sk. pouvait dépenser pour son train de vie, combien la Plevitzskaïa peut gagner par son travail (il a je ne sais d'où des renseignements sur ses recettes) et il a déduit que Sk. ne pouvait pas vivre comme il dit avec les gains de sa femme. De cette façon il semble qu'il y a des discussions sur Sk. et sur son train de vie qui ne correspond pas avec ses ressources.»².

Le 5 décembre 1938 au palais de Justice de Paris eut lieu le procès de la générale Skobline, plus connue sous le pseudonyme de la Plévistkaïa, accusée d'avoir participé à l'enlèvement du général Miller le 22 septembre 1937, successeur du général Koutiépov à la présidence de la Fédération des anciens combattants russes, lui-même assassiné le 2 janvier 1930.

En 1921, elle officialise sa relation avec Nikolaï Skobline. Le témoin du marié est le général Koutiépov qui dirige les Blancs, parti de son nouveau mari. La Plévistkaïa quitte alors la Russie et se rend en compagnie de son mari dans les capitales européennes reprendre son activité de chanteuse. Elle y rencontre un énorme succès. C'est lors d'une de ces tournées à Berlin qu'elle fait la connaissance du psychanalyste Max Eitingon.

Les juges sont convaincus de la culpabilité de la Plévistkaïa. L'acte d'accusation précise que :

1. Rapport du 27 décembre 1937, p. 21-22.

2. Rapport du 27 décembre 1937, p. 3-4.

« Elle était au courant des agissements de son mari et prenait une part active à ses entreprises, recevait sous son nom personnel des lettres et des documents d'ordre politique ; certains de ces documents spécifiaient même qu'il n'y avait pas lieu de communiquer à son mari les renseignements qui y étaient contenus. Certains l'ont désignée comme le mauvais génie de Skobline, toujours en compagnie de son mari, l'attendant dans sa voiture, le suivant partout où il avait rendez-vous »¹.

Elle déclara avoir constaté le 23 septembre 1937 la disparition de Skobline, ce qui l'inquiéta et la conduisit à rendre visite à son médecin :

« "Elle pleurait à chaudes larmes", déclare le docteur Tchékounov qui, en France, est censé être sans profession, "Elle était très surexcitée, complètement affolée. Elle m'a demandé l'hospitalité pour la nuit ; je n'ai ni pu, ni voulu la lui accorder et j'ai téléphoné à M. Raïdgorodski qui a consenti à l'héberger" »².

Tout au long de son procès – elle sera condamnée à 20 ans de réclusion – et de son internement, la Plévistkaïa niera toujours, malgré quelques propos ambivalents, avoir participé à l'enlèvement du général Miller. Elle affirme ignorer l'appartenance de son mari aux services secrets soviétiques. Mais les différents éléments du dossier invitent plutôt à penser qu'elle connaissait les activités de son mari et qu'elle y collaborait. Il semble toutefois, si on en croit Nina Berberova qui consacre dans sa savoureuse autobiographie une dizaine de lignes à la Plévistkaïa, qu'à la veille de sa mort, elle ait avoué sa complicité, à son avocat :

« Dix ans plus tard, après la mort de Plevitskaïa à la prison de la Roquette, son avocat me raconta qu'elle l'avait fait venir à la veille de sa mort et lui avait *tout* avoué, en particulier qu'elle avait bel et bien été la complice de son mari dans l'enlèvement de Miller »³.

Elle meurt suite à des problèmes cardiaux⁴ à la centrale de Rennes le 21 septembre 1940, après avoir été confessée par un prêtre orthodoxe qui sera arrêté

1. Grey Marina (1981), *Le général meurt à minuit. L'enlèvement de Koutieпов 1930 et de Miller 1937*, op. cit., p. 131.

2. *Ibidem*, p. 152.

3. Nina Berberova, *C'est moi qui souligne*, Actes Sud, 1989, p. 360. L'auteur commet deux erreurs : la Plévistkaïa ne fut pas condamnée à 10 ans mais à 20 ans de réclusion et elle ne mourut pas à la prison de la Roquette, mais à l'infirmerie centrale de Rennes, après avoir été amputée du pied gauche ; elle fut enterrée dans une fosse commune.

4. Mort qui ne semble pas à Marina Grey « absolument "naturelle" » (*Ibidem*, p. 166).

par la Gestapo et déporté à Buchenwald où il meurt en 1942¹.

Quant à ses relations avec le psychanalyste Max Eitingon, elles existaient depuis déjà plusieurs années. C'est à Berlin que la Plévistkaïa fait la connaissance de Eitingon chez qui les Skobline habitaient lorsqu'ils se rendaient dans la capitale allemande. La femme d'Eitingon était une ancienne comédienne de Moscou. Elle était peu appréciée dans le milieu psychanalytique « *parce que ses amis étaient plutôt des artistes, qu'elle ne s'était pas liée d'amitié avec les femmes des autres membres du Comité et qu'elle n'affichait pas leur dévouement total pour la cause* »². Eitingon est un ami très généreux, qui ira jusqu'à éditer le livre de *Souvenirs* de la Plévistkaïa. L'ouvrage sera tiré à 3000 exemplaires dont le premier sera précieusement relié pleine peau et offert à son auteur avec la dédicace suivante : « *Sous cette vêtue éclatante, avec la profonde fidélité de notre âme, avec notre amour et notre gratitude, nous remettons entre Vos mains créatrices, chère Nadejda Vassiliéva, Votre œuvre enchanteresse* »³.

Lorsqu'elle n'a plus d'argent, le disciple de Freud y supplée, comme elle le dit au commissaire Roches : « *Quand je suis démunie, un de mes amis, le docteur Eitingon, demeurant maintenant en Palestine, nous envoie de l'argent* »⁴. Le procès mentionnera que :

« La Plévistkaïa, Messieurs a une imagination fertile : un homme, un savant, un vieil ami, un psychiatre, le docteur Eitingon qui demeure à Jérusalem, en tout bien tout honneur, a-t-elle dit, venait en aide à son ménage ; il considérait sa protégée comme une sainte icône et l'habillait "des pieds à la tête", et, de temps à autre lui faisait de légers versements.

On vous a dit, de l'autre côté de la barre, que le docteur Eitingon est un homme honorable. C'est le fils et le neveu des Eitingon qui étaient établis à Londres et à Leipzig et j'ai le droit de dire que l'activité de son oncle et de son père consistait à vendre pour le compte des Soviétiques des fourrures "réquisitionnées", et vous savez, Messieurs, que j'emploie le mot soviétique qui n'est qu'un euphémisme. Ils ont fait une très grosse fortune ? Mais c'est tout naturel : le bénéfice est d'autant plus appréciable que les fourrures ne coûtent rien. J'ai donc le droit de dire que le

1. Gorboff Marina (1995), *La Russie fantôme. L'émigration russe de 1920 à 1950*, L'Age d'Homme, Lausanne, p. 158.

2. Grosskurth Phyllis (1991), *Freud et l'anneau secret*, Paris, P.U.F, 1995, p. 170.

3. Grey Marina (1981), *Le général meurt à minuit. L'enlèvement de Koutieпов 1930 et de Miller 1937*, op. cit., p. 143.

4. *Ibidem*, p. 143.

docteur Eitingon, si nous n'avons pas la preuve d'une manière absolue qu'il est un agent soviétique, a une source d'argent qui est nettement impure »¹.

Eitingon quitte Paris l'avant-veille de l'enlèvement du général Miller, ce qui ne fait qu'accentuer les doutes sur sa participation à cet événement.

L'identité de M. Raïdgorodski, qui accueille Mme Skobline est essentielle à préciser. Il s'agit du mari de la sœur de Mme Max Eitingon. Il se dit représentant de commerce et l'entretient aussi, tout comme son beau-frère la Plévitskaïa, « en tout bien, tout honneur » précise-t-il. A l'époque de l'affaire, Mme Raïdgorodski est en voyage.

On trouve déjà dans ces diverses déclarations le contenu des accusations qui seront portées cinquante ans plus tard contre Max Eitingon.

Il ne fait donc aucun doute que la Plevitskaïa connaissait Eitingon et que celui-ci l'aidait en lui donnant de l'argent. Cette relation qui les unit n'a rien d'étonnant : non seulement, les Eitingon participent à la vie culturelle berlinoise dans les années vingt, fréquentent et aident financièrement les artistes, mais la femme d'Eitingon, elle-même, est comédienne, qui plus est au Théâtre d'Art de Moscou, ce qui probablement explique qu'elle connaissait la Plevitzkaïa.

Nous savons que Eitingon avait une grosse fortune et qu'il en faisait profiter largement le mouvement psychanalytique. Rien ne permet d'affirmer que cette aide pécuniaire était intentionnellement distribuée en contre-partie d'activités d'espionnage. Il y a rien d'étonnant à ce que la Plevitskaïa mentionne Eitingon comme un mécène, rôle qui fut souvent le sien de façon exemplaire. Il est évident également que lui et sa femme firent parfois des cadeaux à la Plevitskaïa, comme cette Bible mentionnée par le rapport d'enquête. On peut toujours supposer que cette Bible contenait un code cryptographique utilisé pour des activités d'espionnage, mais les preuves manquent sérieusement pour étayer l'interprétation selon laquelle Eitingon – si tant est que nous ne remettons pas en cause, et rien ne permet de le faire, les propos de la chanteuse – connaissait la valeur de cette Bible. Soulignons enfin que le soi-disant frère de Max Eitingon, l'espion soviétique Leonid Eitingon ne joua aucun rôle dans l'affaire Miller,

1. *Ibidem*, p. 144.

comme nous le confirme P. Soudoplatov qui, rappelons-le, fut au cœur de l'espionnage soviétique¹.

5. La correspondance inédite d'Eitingon avec Freud au sujet de l'affaire Miller

En raison de l'importance et de la particularité de la relation qui liaient Eitingon à Freud, il aurait été étonnant que le disciple ne mentionne pas cette affaire à son « père » Freud. Nous avons pu avoir accès aux lettres dans lesquelles Eitingon relate l'affaire Miller. Ce témoignage, dont la sincérité peut difficilement être mise en doute, constitue un élément capital à verser au dossier.

Eitingon aborde le sujet, probablement pour la première fois, dans une lettre du 5 décembre 1938².

« Ce mois de novembre j'ai eu matière à contrariété à cause de quelques journaux parisiens qui, dans le cadre du procès d'une chanteuse russe connue, que nous aussi avons connue et appréciée, chanteuse dont on prétend que le mari, un général russe, a, en septembre 1937, kidnappé un autre général, ont mentionné mon nom d'une façon tout à fait absurde pour faire sensation.

J'ai pu rapidement faire taire ces rumeurs reprises par nos journaux. Mais j'ai dû envoyer une déclaration officielle à Paris pour empêcher que des légendes se greffent autour de mon nom.

Je me rappelle ce que vous m'aviez dit, que les journaux mentaient si souvent et sans aucune limite ».

Eitingon relate l'affaire à Freud qui semble complètement l'ignorer. Il s'offusque de la manière dont les journaux le traitent, affirmant clairement qu'il est complètement étranger à ce kidnapping. Quinze jours plus tard, le 19 décembre 1938, il aborde à nouveau le sujet :

« Nos amis parisiens, la princesse et Laforgue, ont à nouveau dû prendre fait et cause pour moi dans le procès de cette chanteuse. On a encore cité mon nom et nos deux amis ont assuré de ma personne, en terme très flatteurs, dans des courriers adressés au tribunal. La déclaration que j'ai faite moi-même ici semble être arrivée

1. Pavel Soudoplatov – Anatoli Soudoplatov avec Jerrold et Leona Schecter (1994), *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov, op. cit.*, p. 66.

2. La publication complète de la correspondance échangée entre Freud et Eitingon est actuellement en préparation.

trop tard. On a fait de moi un personnage comique et l'on a fabulé sur mon cousin New-yorkais et monté une histoire avec quelques autres mystérieux ingrédients. Le procès s'est terminé le 14 et l'accusée a été condamnée à une peine très lourde bien qu'on semble ne pas avoir apporté de preuves particulières de sa culpabilité. Une histoire affreuse ».

Les deux personnes qui prennent fait et cause pour Eitingon appartiennent à la première génération de psychanalystes français. Il s'agit de la princesse Marie Bonaparte, princesse de Grèce, amie de Freud, et du docteur Paul Laforgue que Freud connaît et avec lequel il échangera une correspondance scientifique¹.

Dans toute cette affaire, il semble qu'aussi bien les instances judiciaires que Max Eitingon lui-même, n'ont pas clairement perçu le type de liens familiaux auxquels on se référerait. Nous avons vu que le nom de Léonid Eitingon n'est nullement mêlé à l'enlèvement du général Miller. Personne à notre connaissance ne le mentionne explicitement. Peut-être certains protagonistes de cette affaire, qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre bord, l'ont-ils vaguement cité ; du moins ont-ils signalé l'importance du commerce des fourrures dans le financement de l'espionnage soviétique. Notons aussi que Max Eitingon ne semble guère croire à la culpabilité de la Plevitskaia.

Deux ans plus tard, sans que nous ayons pu en déterminer les raisons, Eitingon revient longuement sur ce procès dans une lettre à Freud du 8 janvier 1939. Il précise la nature de ses liens avec la chanteuse et la défend contre toutes les accusations dont elle est l'objet. Il ne se prononce pas sur la culpabilité de son mari, il semble même ignorer tout du rôle d'espion de ce dernier. Face aux attaques dont il est l'objet de la part de la presse et de la manière dont il considère que la Plevistkaia est jugée, il ne craint pas de parler d'une affaire Dreyfus dont l'Union Soviétique serait la victime :

« Je me suis trouvé mêlé au procès Plewitzka du fait que, lors de l'enquête préliminaire, on a demandé à l'accusée de quoi elle avait vécu toutes ces années – on les soupçonnait d'avoir vécu bien au dessus de leurs moyens – ce qui, pour ceux qui les connaissaient, semblait sans aucun fondement. Elle (l'accusée) répondit

1. Sur ces deux personnages nous nous permettons de renvoyer à notre étude, *La psychanalyse en France* (1990), Presses Universitaires de France, Collection Que-Sais-Je ?, à l'ouvrage de Roudisnesco Elisabeth (1986), *La bataille de cent ans. Histoire de la psychanalyse en France, 2, 1925-1985*, Paris Seuil.

qu'elle avait fait des tournées qui lui avait rapporté un peu d'argent, son mari, le général Skoblin, avait été engagé dans l'organisation des officiers et en outre elle avait eu des amis, parmi eux le Dr. Eitingon, ancien Berlinois installé maintenant en Palestine, qui l'avait aidée assez souvent. Cela est en partie vrai, tout du moins pour ce qui concerne le passé récent, en effet Mirra et moi nous connaissions la chanteuse depuis 16 ans et nous apprécions vraiment et aimions chez elle ce talent insolite dans l'interprétation des chansons populaires russes. Ils nous ont souvent rendu visite à Berlin et nous les avons aussi vus à Paris quand nous y séjournions. Le 22 décembre 1937 la tête de l'organisation des officiers de la garde blanche à Paris, le général von Miller, disparaissait de façon mystérieuse et, la nuit suivante, l'époux de la chanteuse, le général Skoblin, dont on dit qu'il aurait servi d'intermédiaire pour organiser, à l'heure du déjeuner ce même jour, un rendez-vous entre von Miller et deux agents allemands ; rendez-vous dont von Miller n'est jamais revenu.

On supposa alors que le général Skoblin devait être impliqué au premier chef dans l'enlèvement mystérieux du général von Miller, on le tint pour coupable alors qu'aucune trace de lui n'avait été retrouvée, sa femme fut déclarée complice et finalement on la condamna à 20 ans de travaux forcés sans qu'aucune preuve n'eût été avancée.

N'importe comment ce fut un procès politique comme l'affaire Dreyfus le fut en son temps ou bien un procès organisé par les tribunaux francs-juges, dont je ne trouve pas d'exemple sur le moment. Les avocats de la partie civile voulaient absolument mettre le gouvernement soviétique sur le banc des accusés et pour cela, avaient besoin d'agents soviétiques, et, par quelques agencements fantaisistes et infantiles ils firent de moi pour quelque temps un tel agent. Cette manœuvre ne tint pas longtemps et eux-mêmes durent reconnaître lors du procès qu'il s'agissait d'une "erreur de stratégie". Les journaux naturellement se sont saisis de tout cela et ont menti. Des amis à moi s'étaient indignés de voir mon nom mentionné si souvent dans les journaux. Laforgue et la princesse ont été sollicités par le défenseur de l'accusée pour s'exprimer par écrit (sur cette affaire). Finalement j'ai du moi-même expédier d'ici une déclaration officielle notariée qui est arrivée à Paris à la fin du procès et qui fut naturellement inutile.

Honnêtement je dois dire que je n'ai pas été outre mesure irrité par les mensonges grotesques des journaux. Seule l'accusée m'a vraiment fait de la peine. Il faut espérer qu'elle bénéficie d'une remise de peine substantielle lors d'une procédure de révision. Les jurés français qui visiblement n'ont rien compris à l'affaire elle-même ont été effrayés par la conduite véhémement (confuse) des témoins typiquement russes qui les ont fait se déchaîner et ont tout simplement fait un exemple afin que les Russes en prennent un peu moins à leur aise sur le sol français ».

6. L'assassinat d'Ignace Reiss

On a aussi émis l'hypothèse que Max Eitingon avait participé à Lausanne à l'assassinat du transfuge de la Guépéou, Ignace Reiss, par deux agents soviétiques venus de la France dont le laxisme étonna nos voisins. Ignace Reiss professait également des idées trotskistes :

« L'assassinat à Lausanne, en 1937, d'un transfuge de la Guépéou, Ignace Reiss, a aussi été l'œuvre de deux agents soviétiques venus de France. Quand la Sûreté suisse identifie les coupables, elle découvre avec surprise que le gouvernement français les a volontairement laissés filer. Inquiet de la montée du nazisme, Paris préfère fermer les yeux sur l'activité des agents soviétiques : il ne faut pas envenimer ses relations avec l'allié soviétique »¹.

Un certain Sergueï Efron se voit soupçonné de complicité dans l'assassinat en Suisse d'Ignace Reiss². Il est le mari de la célèbre poétesse Marina Tsvétaeva qui se désintéressait de la politique, mais ne semble pas avoir ignoré les activités politiques de son mari qu'elle aide probablement à fuir. Celui-ci est alors contraint de quitter précipitamment la France en automne 1937. Selon la biographe de la poétesse, « *il est plus que probable que (...) l'assassinat d'Ignace Reiss et celui, supposé, de Sédov, le fils de Trotsky, étaient liés, et qu'Efron y fut effectivement mêlé* »³. Notons que la production littéraire Tsvétaeva ne lui rapportait que de très maigres revenus, « *au moins à partir de 1935 elle vivait des gages que le NKVD versait à son mari* »⁴.

1. Wolton Thierry (1986), *Le KGB en France*, Paris, Grasset, p. 27.

2. Pavel Soudoplatov affirme que Efron n'a pas dénoncé Reiss au NKVD, bien qu'il travaillât effectivement pour le compte du NKVD (Pavel Soudoplatov – Anatoli Soudoplatov avec Jerrold et Leona Schecter (1994), *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov, op. cit.*, p. 78-79)

3. V. Lossky, *Marina Tsvétaeva, Un itinéraire poétique*, Paris, Solin, 1987, p. 276. L'auteur s'interroge sur la connaissance qu'avait Tsvétaeva de la double vie de son mari et considère alors qu'il « est trop tôt pour trancher » (*Ibidem*, p. 277). Consultante les archives littéraires du KGB, Vitali Chentalinski affirme par contre sans ambages qu'« elle connût depuis longtemps la double vie de son mari » (Chentalinski Vitali (1996), *Les surprises de la Loubianka. Nouvelles découvertes dans les archives littéraires du KGB*, Paris, Robert Laffont, p. 296).

4. Huber Peter – Kunzi Danial (1990), L'assassinat d'Ignaz Reiss, *Communisme. Revue du Centre d'étude d'histoire et de sociologie du communisme*, n° 26-27, 1990, p. 18.

Marina Tsvétaeva quitte la France en 1938 pour la Russie. Sergueï Efron sera arrêté à Moscou la même année, puis sa fille Ariadna, qui sera condamnée à « huit ans de camp de rééducation par le travail ». Marina Tsvétaeva se suicide le 31 août 1941. Quant à Sergueï Efron, il fut accusé d'être un espion des services secrets français et condamné à mort ; il sera exécuté en octobre 1941¹.

Plusieurs auteurs mentionnent sans donner de précisions la participation de Max Eitingon à l'assassinat d'Ignace Reiss. Bien qu'il ne soit pas accessible au public, le rapport Ignace Reiss conservé aux Archives de la police française, a pu être consulté par Véronique Lossky avec l'aide d'un haut fonctionnaire. Madame Lossky nous affirme qu'il n'existe aucune mention dans le dossier de Max Eitingon² – qui comprend deux rapports, l'un de 117 pages et l'autre d'une centaine de pages. La récente étude de Huber Peter et de Kunzi Danial, la plus exhaustive à notre connaissance sur cette affaire, essentiellement basée sur des documents d'archives, *L'assassinat d'Ignaz Reiss*, ne mentionne à aucun moment le nom de Max Eitingon, ni même celui de Léonid Eitingon qui n'apparaît qu'allusivement à une seule occasion, et ne semble pas avoir participé à cette affaire³.

7. La fortune d'Eitingon provenait-elle du commerce de fourrures lié à des activités d'espionnage ?

La fortune de Eitingon suscitera les interprétations les plus farfelues. Elle proviendrait selon certains pour une grande part de ses activités d'espionnage. Nous savons qu'Eitingon a aidé matériellement Freud pendant les périodes difficiles, lui assurant nourriture, argent et surtout ses fameux cigares :

« Nous vivons proprement de dons gracieux, comme une famille de médecin préhistorique. Cigares, farine, graisse, lard, etc. nous sont dispensés sous forme de cadeaux et Eitingon en tête, ainsi que par quelques familles de Budapest qui sont

1. Chentalinski Vitali (1996), *Les surprises de la Loubianka. Nouvelles découvertes dans les archives littéraires du KGB*, Paris, Robert Laffont, pp. 292-298.

2. Communication personnelle avec V. Lossky ; voir également V. Lossky, *Marina Tsvétaeva, Un itinéraire poétique*, Paris, Solin, 1987, principalement les pages 276, 372-374. Nous remercions Véronique Lossky de nous avoir communiqué ces informations.

3. Huber Peter – Kunzi Danial (1990), *L'assassinat d'Ignaz Reiss*, *Communisme. Revue du Centre d'études d'histoire et de sociologie du communisme*, n° 26-27, 1990, p. 11 et 24 note 33.

favorables à la psychanalyse ; mais ici aussi j'ai trouvé de tels disciples nourriciers »¹.

Dans une lettre du 13 mai 1920, adressée à Jones, Freud se réjouit d'une dotation de Eitingon pour la publication des périodiques et livres psychanalytiques :

« Pour commencer et pour vous mettre du baume au cœur : le 6 mai, un membre du comité m'a offert un nouveau fonds d'un montant d'un million de couronnes (5000\$) et ainsi mis fin à nos craintes les plus drastiques »².

Après la mort d'Abraham, Eitingon préside aux destinées de l'institut psychanalytique de Berlin qui règle alors quasiment toutes les dépenses³. Eitingon perd sa fortune pendant le marasme boursier et économique des années 1930. Il n'est plus alors en mesure de subvenir au besoin du mouvement psychanalytique. Freud doit alors dans une lettre circulaire de 1932 demander une aide financière *Aux membres des associations psychanalytiques* pour la survie du *Verlag* (maison d'édition psychanalytique) menacé de faillite. Il y rappelle les « sacrifices non négligeables » consentis par Eitingon, qui ne peut plus alors renflouer les caisses du Verlag⁴. A cette époque, Jones prête de l'argent à Eitingon⁵, ce qui traduit clairement que la fortune de ce dernier s'était complètement évanouie.

Quant à la fortune de Max Eitingon, on ne saurait sérieusement l'attribuer à ses éventuelles relations avec l'espionnage soviétique. Si cela avait été le cas, il aurait dû vivre assez richement toute sa vie. Il perd en fait sa fortune au début des années 1930, à la suite du krach boursier d'octobre 1929. Comme l'écrit Jones :

1. Lettre de Freud à Abraham, *op. cit.*, p. 280.

2. Freud Sigmund-Jones Ernest, *Correspondance complète (1908-1939)*, Paris, P.U.F., 1998, p. 452

3. Sandor Rado, in *Heresy. Sandor Rado and the Psychoanalytic Movement*, Edited by Paul Roazen and Bluma Swerdloff, Jason Aronson Inc, Northvale, New Jersey, London, 1995, p. 74. Rado ajoute : « Eitingon owned the institute because he gave the money and nominally was the director of the institute » (*Ibidem*, p. 94).

4. Freud (1932), *Aux membres des associations psychanalytiques*, *Nouvelle revue de psychanalyse*, n° 28, Automne 1983, Paris, Gallimard, p. 275.

5. Steiner Ricardo (1988), "C'est une nouvelle forme de diaspora...". La politique de l'émigration des psychanalystes d'après la correspondance d'Ernest Jones avec Anna Freud, *Revue internationale d'histoire de la psychanalyse*, n° 1, 1988, P.U.F., p. 283.

« Il ne fallut pas longtemps pour qu'Eitingon se retrouvât pour la première fois de sa vie un homme pauvre. Une des conséquences de cette nouvelle situation fut qu'il se vit hors d'état de financer l'Institut de Berlin, comme il l'avait fait dès le début. Il ne resta plus qu'à faire appel aux membres de la Société pour leur demander de contribuer à ses finances dans la mesure de leurs moyens et en dépit de leur propre situation précaire, et à voir ce qui pourrait en être sauvé. Ils firent tous de leur mieux, mais l'Institut en sortit à moitié paralysé. Ce fut probablement l'exemple d'Eitingon qui poussa Freud à lancer un appel semblable l'année suivante lorsqu'il se trouva incapable de soutenir plus longtemps le fardeau financier du Verlag »¹.

Jones précise également que

« les revenus américains d'Eitingon, qui avaient toujours constitué l'ultime ressource, s'amenuisaient rapidement et s'épuisèrent complètement à la fin de février. Il lui fallait à présent faire face à l'expérience nouvelle de devoir gagner sa vie avec un seul patient, et aucune perspective d'en trouver d'autres. »²

En 1932, Freud connaît la situation financière peu reluisante d'Eitingon. Dans une lettre circulaire aux présidents des associations psychanalytiques demandant qu'on vienne financièrement en aide à la maison d'édition psychanalytique, le Verlag, alors en faillite, Freud parle des « sacrifices non négligeables » d'Eitingon, ce qui signifie également qu'il ne peut plus faire appel à lui pour renflouer la trésorerie du Verlag. Eitingon lui demande de ne pas ébruiter son rôle de bienfaiteur, qui ne consiste pas seulement à fournir des fonds, mais également à trouver des personnes susceptibles d'éviter la banqueroute du Verlag. Il fait ainsi appel à un membre de sa famille dont Freud ne sait pas s'il s'agit d'un cousin ou d'un beau-frère :

« E. [Eitingon] lui-même demande que son nom ne soit pas mentionné, selon le "modèle fameux" qui se révèle également par l'assurance que la collecte sera poursuivie en Amérique. Le donateur principal serait son beau-frère et cousin d'E. [Eitingon], qu'il m'a toujours vanté comme une personnalité de la même valeur que Toni ; cette imitation-là nous conviendra bien »³.

Quant à l'accusation selon laquelle Max Eitingon aurait été, à Berlin, un haut fonctionnaire soviétique faisant commerce de fourrures réquisitionnées en

1. Jones, *La vie et l'œuvre de Sigmund Freud*, Paris, P.U.F., 1969, T. 3, p. 189.

2. *Ibidem*, p. 191.

3. Lettre du 14 mai 1920, in Freud Sigmund-Ferenczi Sandor, *Correspondance 1920-1933. Les années douloureuses*, Paris, Calmann-Lévy, 2000, p. 22.

Sibérie, activité très lucrative qu'il aurait directement exercé avec d'autres membres de sa famille, aucun document ne permet actuellement de l'affirmer. Toutefois, certains faits peuvent apparaître troublants, sans pour autant nous convaincre que le psychanalyste ait effectivement appartenu au réseau d'espionnage soviétique.

Soulignons d'abord qu'il est notoire que la vente des fourrures était liée aux services d'espionnages russes à l'étranger et constituait l'un de ses principaux moyens financiers¹.

En 1929, Eitingon offre à Freud des peaux afin qu'il puisse se confectionner un manteau. Freud renvoie ces peaux arguant, sans autre explication, qu'il ne veut rien accepter provenant de l'entreprise de la famille d'Eitingon, qu'il ne connaissait d'ailleurs pas, si ce n'est qu'il rencontra en une seule occasion le père d'Eitingon². Rien ne permet d'affirmer que son refus aurait été motivé par le fait qu'il connaissait l'origine de ses fourrures et qu'il ne voulait en aucun cas être associé au trafic commercial de la famille Eitingon. Si c'était le cas, Freud n'aurait jamais accepté l'argent qu'Eitingon donnait gracieusement au mouvement psychanalytique.

Le psychanalyste Sandor Rado qui connut Eitingon apporte des précisions qui méritent toute notre attention sur la vie et la fortune de ce dernier :

« Freud était mécontent de toute la tournure que prenaient ces événements. Quand j'arrivai ici, je commençai par rassembler des fonds pour l'Institut Berlinoise, étant donné la situation financière précaire d'Eitingon. C'était peu après le Krach de la Bourse de New York de 1929. Il ne tirait pas son revenu personnel de son exercice médical, puisqu'il n'en avait pas, mais d'une maison de fourrure que sa famille dirigeait dans cinq villes. Les Eitingon étaient parmi les plus gros négociants en fourrure. Ils avaient un établissement en Russie, en Pologne et en Angleterre, deux en Allemagne, et un ici. Le vieux patron était mort, et c'était le beau-frère de Max Eitingon qui dirigeait toute l'entreprise. C'est alors qu'arrivèrent les années de dépression, durant lesquelles tout cela commença à s'écrouler. Pendant un moment, même sous le régime communiste, ils signèrent les plus gros contrats avec la Russie. En tout cas, je recueillis des fonds auprès de mes amis pour

1. Cité par Broué, *op. cit.*

2. *Max Eitingon. Leben und Werk*. Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Würde des Doktor der Medizin der Johannes Gutenberg- Universität Mainz den Medizinischen Fachbereichen Vorgelagt von Emil Michael Neiser aus Boppard/Rhein, Mainz, 1978, p. 48.

l'Institut Berlinois, qui survécut encore deux ans après mon départ. Je quittai en effet Berlin en 1931, et l'Institut Berlinois fut fermé à l'avènement de Hitler en janvier 1933 »¹.

Le témoignage de Rado confirme seulement que la société dirigée par le père de Max Eitingon, puis par son beau-frère, signa d'importants contrats avec le régime communiste, et que la fortune du psychanalyste provenait de ce négoce de fourrures. On ne peut pour autant inférer de ces faits que Max Eitingon – ou même son père, ce qui n'est jamais mentionné – adhérait à l'idéologie communiste, ou que, pour des raisons vénales, il s'improvisait espion au service de Staline. Comme si toute personne ou société qui faisait commerce de fourrures avec le régime communiste se devait de devenir espion à la solde de ce dernier. Si effectivement le régime stalinien, comme tout régime d'ailleurs, ne se privait pas de tenter de négocier ses largesses financières en contre-partie d'activités d'espionnages – les exemples ne manquent pas –, leur commerce extérieur n'était pas soumis à cette obligation, tant il avait un grand besoin d'exporter ses produits pour récupérer des devises étrangères. Que le commerce de fourrure servît à financer l'espionnage ne signifiait pas que tout le négoce de fourrures obéissait à une logique politique plutôt qu'économique, loin s'en faut. C'est en fait l'argent que rapportait ce négoce qui servait aux activités d'espionnage et les acheteurs des fourrures n'étaient pas nécessairement recrutés.

Rien ne permet donc dans l'état actuel de nos connaissances d'affirmer, comme le fait A. Etkind, que Trotsky contrôlait les finances de Eitingon en favorisant la psychanalyse :

« Quelles que fussent les autres destinations des profits obtenus par le commerce des frères Eitingon, nous savons qu'une part en servit à financer le mouvement psychanalytique. Probablement, les dépenses d'Eitingon étaient contrôlées à Moscou non moins que ses recettes. S'il en est ainsi, on doit en conclure que ses efforts en faveur des progrès de la psychanalyse berlinoise furent financés et contrôlés par les bolcheviks, et sans doute par Trotsky en personne. Ces années furent l'apogée de l'activité de Trotsky qui se trouvait à la tête d'un pouvoir absolu que rien ne contrôlait. Même après son déclin, il restait président du Comité des

1. Sandor Rado, in *Heresy. Sandor Rado and the Psychoanalytic Movement*, Edited by Paul Roazen and Bluma Swerdloff, Jason Aronson Inc, Northvale, New Jersey, London, 1995, p.110.

concessions qui administrait les contrats avec les étrangers et, probablement, les fourrures, ce chapitre classique des exportations russes. Ioffé était alors son adjoint »¹.

Pure affabulation qu'aucun document n'atteste. Si la fortune d'Eitingon provenait d'activités d'espionnage, on s'étonne alors que ce soit la crise économique qui provoque ses déboires financiers. Nous savons qu'après le krach boursier, l'espionnage soviétique continua à financer ses activités secrètes à l'étranger.

Conclusion

Aucune source ne mentionne, d'une façon ou d'une autre, la participation de Max Eitingon aux actions qui aboutirent à l'assassinat de Trotsky. Nous ne possédons pas non plus d'informations qui autoriseraient à penser que le psychanalyste aurait été un espion à la solde de Moscou. Quant aux liens familiaux qui lieraient Max et Leonid, tout porte sérieusement à croire qu'ils n'existaient pas et que les deux hommes ne semblent pas s'être fréquentés ni même connaître leur existence mutuelle. Nous avons également vu que les accusations stipulant sa participation à l'enlèvement du général Miller et à l'assassinat de Reiss sont également sans aucun fondement et que les études sur le sujet accréditent plutôt l'interprétation inverse.

Reste la question de savoir pourquoi cette cabale a été montée contre le disciple de Freud. Stratégie de désinformation afin de discréditer encore plus – était-ce encore possible ? – le régime communiste soviétique, propagande contre la psychanalyse dont on souhaitait limiter l'impact outre-atlantique, critique à l'encontre des tentatives d'associer Freud et Marx, etc., toutes les hypothèses sont possibles. Mais là, c'est peut-être une toute autre histoire dont la compréhension nécessiterait probablement le recours de la psychanalyse.

1. Alexandre Etkind (1993), *Histoire de la psychanalyse en Russie*, Paris, P.U.F, 1995, p. 330-331.

Stefan Zgliczynski¹

Trotsky éternellement vivant

Une caricature polonaise des années 30 présente Léon Trotsky, tel l'ange de la mort, revolver à la main, assis sur un monceau de ruines, sur fond d'incendies, au milieu des soldats de l'armée rouge qui achèvent sans pitié des blessés et des gens désarmés. C'est une image semblable de la révolution et de ses dirigeants qui s'est gravée comme un stéréotype, dans la conscience de presque chaque Polonais.

Le bolchevik de la mythologie polonaise

Au cours de l'entre-deux-guerres l'image du « bolchevik » fut construite en Pologne sur fond du mythe de « l'indépendance retrouvée » et de celui du « rouge » qui de toutes ses forces voulait l'empêcher — que ce soit par la guerre (de 1920) ou par l'activité « d'agents » du Parti communiste de Pologne (KPP) ou de ses semblables. Après il y eut Katyn², le procès des seize¹ et « 45 ans

1. Stefan Zgliczynski est rédacteur de la revue semestrielle *Lewa Noga* (« Avec le pied gauche »). Au cours des années quatre-vingt il était engagé dans la lutte du syndicat clandestin « Solidarité ». L'article reproduit ici est paru dans le quotidien varsovien *Gazeta Wyborcza* (principal quotidien polonais, dirigé par Adam Michnik) en date du 5-6 janvier 2002. Traduit du polonais par Jan Malewski (rédacteur du mensuel *Inprecor*).

2. Katyn est le nom du village près duquel l'armée d'occupation allemande a découvert en 1942 des charniers avec les cadavres de plusieurs milliers d'officiers polonais, internés par l'armée soviétique en 1939, après que celle-ci ait franchi les frontières orientales de la Pologne le 17 septembre 1939, appliquant le pacte Ribbentrop-Molotov. L'historiographie stalinienne polonaise a nié jusqu'au bout la responsabilité soviétique de ce carnage, reprenant à son compte le mensonge stalinien attribuant ce

d'occupation soviétique ». L'historiographie officielle de la Pologne populaire faisait, il est vrai, tout son possible pour remplacer un stéréotype par un autre, contraire, et tout aussi fallacieux. Mais l'effet fut inverse de celui recherché — à l'image du « *bolchevik barbare* » s'est superposée une autre, non moins durable, celle du « **Juif-stalinien** » cherchant à liquider physiquement et spirituellement la nation polonaise.

Après 1989 il n'y eut pratiquement pas de tentatives de révision historique de la révolution d'octobre. Les tentatives sporadiques d'une vision de la guerre polono-bolchevique, autre que celle qui est généralement admise, furent noyées par la mare des odes à la gloire du génie de Pilsudski², qui a sauvé l'Europe de la « *contagion rouge* », ou encore à la gloire des valeureux soldats du NZS³ qui collaboraient avec les hitlériens devant le danger provenant de « *l'ennemi de l'Europe chrétienne* ».

Je n'ai pas l'intention de lutter contre les mythes nationaux, car ce sont justement eux qui constituent l'amalgame le plus puissant de la communauté qu'est la nation. Toutes les tentatives de démystification conduisent plutôt à renforcer ce lien imaginaire et non à incliner les croyants vers une réflexion autocritique. Mon but est plus modeste. Je voudrais, à l'aide de deux livres récemment parus en Pologne — celui de Dimitri Volkogonov sur Trotsky⁴ et

crime à l'armée nazie. Une très grande majorité de Polonais n'était pas dupe de ce mensonge.

1. Il s'agit du procès — à l'image des procès de Moscou des années 1936-1938 — des dirigeants de l'Armée de l'intérieur (AK) polonaise, principale force de résistance antinazie sous l'occupation. Invités à une discussion par les chefs de l'armée soviétique, ils ont été arrêtés, déportés à Moscou et condamnés à mort par un tribunal militaire pour « *collaboration avec les nazis* ». Des dirigeants social-démocrates étaient parmi eux.

2. Jozef Pilsudski (1867-1935) dirigeant de la fraction révolutionnaire du Parti socialiste polonais (PPS), puis fondateur des Légions polonaises auprès des puissances centrales durant la première guerre mondiale, il proclama l'indépendance de la Pologne en octobre 1918, en devint le chef suprême et maréchal, déclencha les hostilités contre les bolcheviks en Ukraine en 1920, perdit plusieurs batailles avant d'arrêter l'armée rouge devant Varsovie (grâce en particulier à l'aide française, avec le général. Weygand), appelée par l'historiographie nationaliste polonaise « *le miracle sur la Vistule* ». En mai 1926 il prit le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire (rendu possible car les cheminots empêchèrent par leur grève — soutenue par le PPS et le KPP dont ce fut « la faute de mai » — les forces armées loyalistes de parvenir à Varsovie) et imposa un Etat fort bonapartiste.

3. Forces armées nationales, organisation militaire polonaise d'extrême droite sous l'occupation nazie, séparée de l'AK, dont l'activité était largement dirigée contre la résistance populaire (en particulier celle dirigée par les staliniens) et qui, à la fin de la guerre, n'a pas hésité à passer des accords avec les forces nazies en débandade. Les NZS ont poursuivi la guérilla après la guerre, s'opposant par la terreur aux réformes progressistes introduites par les staliniens, particulièrement à la Réforme agraire.

4. Dimitrij Volkogonov, *Trocki*, Amber, 1999.

celui de Pierre Broué sur Krystian Rakovsky¹ — me pencher sur ce qui constituait la grandeur de la révolution, que ces deux dirigeants peuvent symboliser, et la tragédie de sa dégénérescence dont Staline est devenu le symbole lugubre. Je suis conscient que la seule formulation d'une telle question peut réveiller des émotions négatives chez de nombreux lecteurs convaincus que Staline ne fut qu'un continuateur conséquent de la politique de Lénine et Trotsky. Car elle suggère qu'il en est autrement. C'est essentiellement mon opinion.

Grand — en dépit du biographe

Trotsky de Volkogonov est une partie de plus de cinq cent pages du triptyque qui contient également les biographies de Lénine et de Staline. Déjà cet assemblage suggère l'option de l'auteur, général du département de propagande militaire d'URSS puis conseiller pour les questions de la Défense du président Eltsine. Pour écarter tous les doutes, Volkogonov confie dans l'introduction qu'en travaillant sur les biographies de Lénine, de Trotsky et de Staline il est parvenu à la conclusion que « *ces trois hommes se complétaient mutuellement. Dans l'histoire de la révolution Lénine a joué le rôle d'inspirateur, Trotsky était l'agitateur et Staline le réalisateur* » (p.20). Trotsky – de l'avis de Volkogonov – fut un des « *architectes du système de la bureaucratie totalitaire soviétique* » (p.19) et même en exil, à la fin des années trente « *il radotait au sujet de la révolution mondiale* » (p.18).

Tout est donc clair et, à vrai dire pourquoi lire le livre si son *clou*² nous a été servi dans l'introduction ? Mais l'affaire est bien plus intéressante, car le portrait de Trotsky qui ressort du conte de Volkogonov est fort différent de celui qu'il présente au début. Le livre est plein de commentaires irritants de l'auteur du genre : « *Trotsky, malgré tout son gauchisme* » (p.229), « *Aujourd'hui semblables personnages (comme Trotsky) nous apparaissent comme une anomalie absolue* » (p.212) ou encore « *Ainsi la manie (de Trotsky) peut rendre aveugle une forte intelligence* » (p.226, je souligne). Mais combien, en dépit des intentions de l'auteur la silhouette de Trotsky et ses réalisations y apparaissent magnifiques !

Car la révolution doit sa survie à la rare énergie, à l'imagination et à la volonté sans faille de Trotsky. C'est lui qui a créé l'Armée rouge en utilisant l'expérience des officiers tsaristes qui ont rejoint les bolcheviks. Ce choix fut d'emblée violemment critiqué par de nombreux révolutionnaires, entre autres par

1. Pierre Broué, *Miedzy Trockim i Stalinem — Chrystian Rakowski, biografia polityczna*, Ossolineum 1999.

2. En français dans le texte.

Staline et Vorochilov, amis — comme le montre de manière convaincante Volkogonov — à de nombreuses reprises la révolution devait justement à la direction des ex-« blancs » la victoire sur les forces d'intervention. C'est Trotsky qui parcourait dans son train blindé les fronts les plus chauds de la guerre civile et, employant sa popularité fantastique, il parlait, parlait, parlait, chauffant les paysans et les prolétaires pour la lutte en défense de la patrie socialiste. C'est Trotsky, après consultation avec Lénine, qui prenait les décisions stratégiques essentielles.

Parallèlement à l'activité strictement politique, Trotsky menait un travail d'écrivain et de publiciste très actif. Le spectre des sujets que Trotsky abordait est très large. A commencer par les polémiques pré-révolutionnaires avec le « *pape* » de la social-démocratie, Karl Kautsky, en passant par les projets concernant le développement de l'économie agricole et industrielle du nouvel Etat, jusqu'aux livres historiques fondamentaux écrits en exil, comme l'*Histoire de la révolution russe*.

Autodéfense tardive

Mais avec l'affermissement du nouveau pouvoir et la bureaucratisation des structures étatiques, contre laquelle Lénine et Trotsky mettaient en garde comme contre le poison, l'étoile de son dernier s'éteignit. Staline, pour qui Trotsky avait peu d'estime, a profité après la mort de Lénine des craintes que le successeur naturel du « *chef de la révolution* » suscitait dans une partie de l'appareil du parti et a commencé à l'écarter du pouvoir. Avec le soutien de proches collaborateurs de Lénine — Grigorii Zinoviev et Lev Kamenev — en agitant le mot d'ordre de la construction du socialisme dans un seul pays qu'il opposait à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, Staline a commencé à remplacer les partisans de Trotsky par des hommes à lui au sein des cercles dirigeants du parti.

Lorsque Zinoviev et Kamenev se rendirent compte que la politique de Staline allait vers le pouvoir absolu, lorsque, avec Trotsky et Rakovsky ils publièrent la « Déclaration des 13 » de l'Opposition unifiée en exigeant la démocratisation de la politique du parti et en affirmant clairement que la fraction de Staline constituait pour lui un danger, il était trop tard. Aux yeux de la majorité de l'appareil, Trotsky était déjà un oppositional qui menaçait l'unité du parti et « *montrait son vieux visage de menchevik* ». En 1926, Trotsky et Zinoviev sont écartés du Bureau politique et un an plus tard du Comité central. En novembre 1927 Trotsky est exclu du parti.

Selon Volkogonov l'enterrement de Lénine fut le tournant de la carrière de Trotsky et le début de sa chute spectaculaire. Grâce à une intrigue de Staline,

Trotsky n'est pas venu à l'enterrement, ce que nombre de bolcheviks ont interprété comme un manquement envers le « *chef de la révolution* ». Puis le blocage de ce qu'on a appelé le testament de Lénine critique envers Staline et la faible défense de Trotsky qui voulait éviter à tout prix la division du parti, ont achevé l'ouvrage. Trotsky était fini. Déporté à Alma Ata, privé de la citoyenneté et expulsé au début 1929 en Turquie, Trotsky ne dépose pourtant pas les armes.

Assiégé par les agents de Staline qui en veulent à sa vie, par les émigrés russes qui lui vouent une haine tenace, il trouve temporairement l'asile en Turquie, France, Norvège, et enfin le Mexique, où il trouva le calme et l'acceptation mais aussi la mort des mains d'un agent stalinien, Trotsky suit avec attention tout ce qui se passe à Moscou. Et sous prétexte d'en finir avec la mafia « *trotskyiste-zinovieviste-kameneviste* » Staline entreprend la grande purge que plusieurs millions de personnes, dont la majorité des vieux bolcheviks et presque tous les chefs supérieurs de l'armée, paieront de leur vie.

Lors d'un des procès de Moscou, Zinoviev prétend que « *le trotskysme est une variante du fascisme* » et Kamenev admet « *avoir servi le fascisme et avoir préparé avec Trotsky et Zinoviev la contre-révolution en URSS* ». Cette autocritique absurde ne les sauve pas — ils seront liquidés à l'image de la majorité des militants qui ont eu dans le passé des contacts avec Trotsky. La vengeance de Staline a aussi atteint les fils de Trotsky, comme d'ailleurs toute sa famille.

Des pronostics pas totalement erronés

Malgré ces coups, Trotsky n'a pas abandonné — il a beaucoup écrit et publié, découvrant la nature criminelle du stalinisme. Il a édité régulièrement le *Biulleten* de l'Opposition de gauche et à la fin de sa vie il animait la IVe Internationale — l'organisation regroupant les partis communistes anti-staliniens du monde entier, dont le but était la révolution mondiale, dont Trotsky n'a jamais douté.

Volkogonov écrit que

« le trotskysme était une tentative utopique de synthèse de la dictature et de la démocratie, du monopole d'un parti et du pluralisme » (p.491) et « bien qu'un demi-siècle se soit écoulé depuis la mort de Trotsky, ses idées qui n'ont jamais eu et n'ont aucune chance pour s'emparer des esprits des millions, vivent encore. »

Il loue Trotsky surtout pour son attitude révolutionnaire et antistalinienne inflexible, pour son intuition politique incroyable qui dès 1909 l'a conduit à postuler la constitution d'un seul Etat balkanique unitaire comme la meilleure solution pour le « *chaudron balkanique* », et qui lui a aussi permis de prévoir, avec bien des années d'avance, le scénario de la politique de Hitler (l'attaque de la Pologne et de l'URSS avec les dates exactes !) et le développement de la

situation en URSS même. Il ne s'attendait cependant pas à ce que, même là, où il croyait avoir découvert le caractère fallacieux des prophéties de Trotsky, l'histoire donnera raison au grand révolutionnaire.

Page 386, Volkogonov écrit :

« De manière inattendue, Trotsky arrive à la conclusion que la bureaucratie en tant que nouvelle classe peut mener à la restauration du capitalisme en URSS. Tel était Trotsky en tant que penseur. Après avoir conduit une analyse profonde et précise et annoncé une série de prévisions qui se sont avérées étonnamment justes, il était capable d'en tirer des conclusions totalement fausses ».

Vraiment ?

Le Français n'a pas besoin de se protéger

L'attitude de Pierre Broué, historien français réputé, auteur entre autres de travaux pionniers concernant divers aspects de la révolution bolchevique, envers le héros de sa biographie, Krystian Rakovsky, est parfaitement présentée dans la postface du livre par Grzegorz Hryciuk. Ce dernier en effet demande, scandalisé :

« Est-ce qu'un homme supérieurement intelligent, éduqué [Rakovsky], qui sert une mauvaise cause, la rend meilleure, plus noble ? Est-ce que sa responsabilité, sa faute est, de ce fait, moins grave ? Dans le travail de P. Broué les réponses à ces questions manquent. Plus, ces questions n'ont même pas été posées » (p. 370).

Nous revenons ainsi au problème que j'ai soulevé au début. Bien sûr, on peut écrire au sujet de la révolution russe, seulement, Dieu nous en garde, il ne faut pas le faire avec bienveillance car il est de notoriété publique que son bilan fut tragique. Malheureusement Broué ne le sait pas, car il habite en France et ses livres sont publiés par des maisons d'édition françaises au très grand prestige, il n'est donc pas obligé comme Volkogonov dans son introduction ou comme Hryciuk dans sa postface, d'instruire le lecteur de la façon dont il doit comprendre ce qu'il a lu.

Au lieu de cela il écrit un texte fondé uniquement sur les documents, biographie politique d'un des révolutionnaires les plus éminents de son époque, ami de Lénine, proche collaborateur de Trotsky, militant remarquable de l'Opposition de gauche, qui paya de sa vie son attachement aux idéaux de la révolution. Et il ne cache pas sa fascination devant Rakovsky, qui plus encore que Trotsky personnifiait le caractère internationaliste de la révolution. Roumain, fils d'un riche propriétaire, né en Bulgarie, Russe par choix, francophile, ami de Jean Jaurès, de Plekhanov, de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, membre du bureau de la IIème et de la IIIème Internationale, dirigeant de l'offensive bolchevique en Roumanie en 1918, intellectuel raffiné,

polyglotte, tribun, juriste, médecin et historien, après l'expulsion de Trotsky, il est devenu le dirigeant de fait de l'Opposition anti-stalinienne.

En 1919 lorsque l'Armée rouge a repris l'Ukraine, il a pris la tête du gouvernement bolchevique qui y mena une politique d'exploitation sans scrupules du pays — alors l'Ukraine comparée à la Russie affamée, noyée dans la guerre civile semblait être un pays baignant dans le lait et le miel. Cette politique *de facto* de pillage, dont Rakovsky lui-même reconnut plus tard qu'elle était absurde, a conduit à des soulèvements anti-bolcheviks qui ont, entre autres, empêché l'Armée rouge ukrainienne d'apporter une aide à la République hongroise des Conseils et tracé la route à l'offensive contre-révolutionnaire de l'armée blanche d'Anton Denikine.

En tant qu'internationaliste, Rakovsky négligeait alors complètement les aspirations nationales des nations opprimées. Après la « *leçon ukrainienne* » il a changé d'avis. Lorsque en 1923 l'Union soviétique se constituait et que Staline avait soumis un projet centraliste de construction d'un Etat national au sein duquel les nations non russes se trouveraient en situation de minorités nationales, Rakovsky a soutenu les représentants des Républiques non-russes aspirant à fonder leurs propres Etats indépendants formant une confédération avec la Russie. Finalement cela donna une fédération, mais de toute façon les années 20 ont permis un développement jamais vu de la culture nationale en Ukraine. La vie politique y était aussi vivace — jusqu'en 1925 le Parti communiste ukrainien, oppositionnel et indépendantiste, groupant dans ses rangs les participants aux soulèvements antibolcheviks, y agissait légalement ! Staline n'a mis fin à « *la voie nationale au socialisme* » qu'en 1932 par la monstrueuse terreur de la police politique russe.

Le suicide des chefs de la révolution

Mais c'est la dernière période de la vie de Rakovsky qui m'a le plus frappé. Je cherche à comprendre pourquoi des hommes habitués à risquer leur vie, capables dans un petit parti de risque-tout de déclencher la révolution dans le plus grand Etat mondial, de remporter la guerre civile et de repousser l'intervention étrangère, face à un satrape à l'apparition duquel ils ont d'ailleurs pris part, s'abaissaient, effaçaient d'un trait l'acquis de toute leur vie, dénonçaient leurs camarades de combat, se surpassant dans les accusations insensées et pyramidales contre eux-mêmes et contre d'autres ?

Car, mis à part Trotsky, qui avait eu la chance de se trouver en exil, tous ses camarades¹ qui s'opposaient au pouvoir bureaucratique, à la dissolution des structures locales du pouvoir issues des élections démocratiques, condamnaient la terreur et la confiscation des grains dans les campagnes ou critiquaient le rythme de l'industrialisation – en un mot avaient une autre opinion que la direction du parti avec Staline à sa tête –, furent en peu de temps forcés de renier leurs opinions et de s'humilier devant Staline. Et Rakovsky, bien qu'il se soit opposé plus longtemps que les autres, ne fit pas exception. D'ailleurs cela n'a sauvé aucun d'entre eux.

Le premier symptôme de la désintégration de l'Opposition après l'exil de Trotsky fut la lettre de Karl Radek, Evgenii Preobrajensky et Ivar Smilga, publiée dans la *Pravda* du 13 juillet 1929, signée par 400 oppositionnels déportés (en novembre ils seront 609), qui clamaient leur accord avec la ligne générale du parti, condamnaient le « trotskysme » et leur activité oppositionnelle et demandaient leur réintégration au sein du parti.

Un mois plus tard Rakovsky, après Trotsky leader informel de l'Opposition, écrit une autre déclaration :

« Nous déclarons que nous sommes prêts à abandonner les méthodes fractionnelles de lutte et nous soumettre aux statuts et à la discipline du parti qui garantissent à chacun de ses membres le droit de défendre ses convictions communistes ».

Le processus de dégénérescence des bolcheviks-léninistes, comme se nommaient les oppositionnels eux-mêmes, dont les procès de Moscou seront l'apogée, a commencé.

La lettre de Radek, Preobrajensky et Smilga inspirait cependant du dégoût à Rakovsky. En 1929, dans le *Bulletin de l'Opposition* des Bolcheviks-Léninistes édité en exil par Trotsky, Rakovsky écrivait à propos de cette lettre :

« L'ennemi le plus grand de la dictature du prolétariat c'est l'attitude malhonnête envers ses propres convictions. Si la direction du parti, singeant l'Eglise catholique qui impose la conversion aux athées sur leur lit de mort, force les oppositionnels à reconnaître des erreurs imaginaires et à rejeter leurs propres convictions léninistes, par là même, elle ne mérite pas notre estime. Les oppositionnels qui changent de convictions du jour au lendemain ne méritent que le plus profond mépris. »

Néanmoins, sept ans plus tard, après le premier procès de Moscou, la *Pravda* publie une déclaration signée de son nom :

« Le sentiment d'indignation et de colère profond envers ces lâches assassins qui méritent le mépris, voilà ce que ressent chacun d'entre nous en lisant le communiqué du Parquet d'URSS du 15 août. A ce sentiment général s'ajoute chez

1. L'auteur se trompe ici, nombre d'oppositionnels — à commencer par le millier de grévistes de Vorkouta — n'ont pas plié. La question n'en mérite pas moins d'être posée. [Pierre Broué : « J'ai raconté comment Rakovsky est revenu sur ses aveux et sa capitulation et est "mort debout". Le traducteur en polonais de mon livre aurait-il les méthodes proprement staliniennes de l'auteur de la postface ?]

moi celui de honte pour ma participation passée à l'opposition dont les dirigeants se sont transformés en contre-révolutionnaires criminels et assassins ».

Il s'accuse donc lui même, accuse Trotsky et ses plus proches camarades de tout ce qui peut passer par la tête du procureur Vychinsky. L'acte d'accusation mentionnait que Rakovsky avait tenté

« de pratiquer l'espionnage en faveur d'Etats étrangers, mener le sabotage, la diversion et la terreur, affaiblir la puissance militaire de l'URSS, pour provoquer l'agression militaire de ces Etats contre l'URSS, faciliter la défaite de l'URSS, l'éclatement de l'URSS dans l'intérêt des Etats étrangers mentionnés, enfin d'abolir le système socialiste de la nation et l'Etat socialiste existant en URSS, restaurer le capitalisme et le pouvoir bourgeois en URSS ».

A ce catalogue impressionnant de crimes furent encore ajoutés l'assassinat de Gorki et de Kirov. Condamné ^ mort il a été passé par les armes le 11 septembre 1941 et son corps écartelé fut éparpillé.

Et bien que Broué termine son récit fascinant et plein d'admiration pour Rakovsky par un petit chapitre intitulé « la grandeur de Rakovsky », il n'hésite pas à qualifier ses déclarations capitulardes « d'agonie cérébrale » (p. 296). **[Pierre Broué nous signale qu'il n'a rien écrit qui ressemble, même de loin, à cette prétendue citation traduite]**

Pas de jugements derniers

Il est temps de poser la question ouvertement : l'attitude adoptée lors des procès de Moscou par les anciens dirigeants de la révolution d'octobre regroupés ensuite dans l'Opposition de gauche n'avait-elle pour but que de sauver leur peau ? Ou peut-être – comme certains documents le suggèrent – cachait-elle la volonté de défendre « malgré tout », au prix de leur vie et de leur renommée, l'unité du parti et du premier Etat ouvrier devant le danger mortel que représentait le fascisme ?

L'attitude de Rakovsky, Kamenev, Zinoviev et consorts n'indique-t-elle pas plutôt, comme l'assurent les adversaires de la révolution, qu'il s'agit d'une expérience malade et tragique par ses effets, dont les idées étaient dès l'aube condamnées à se transformer en leur contraire ?

L'évaluation de la Révolution bolchevique devra-t-elle dépendre, comme jusqu'aujourd'hui, de la provenance idéologique du chercheur et faudra-t-il attendre quelques centaines d'années, avant qu'on soit confrontés ne serait-ce qu'à une parcelle d'une vision généralement acceptée de ces événements, comme c'est le cas de la révolution française ?

Volkogonov est un représentant tout à fait typique de ceux qui sont persuadés que la révolution bolchevique a arraché la Russie pour des dizaines d'années au cercle des Etats « civilisés », a transformé ses habitants en

prisonniers, privant de vie des millions d'entre eux, qu'elle constituait la base du système totalitaire fondé sur le mensonge et la terreur. En un mot, qu'elle a construit « *l'Empire du Mal* ». Trotsky dans cette histoire est l'un des personnages noirs », doué il est vrai d'un immense charisme, d'un talent d'organisateur, de dirigeant et même de visionnaire, mais cela aggrave son cas — car il était au service de la « *mauvaise cause* ». De ce point de vue le stalinisme, dont le jugement négatif provoque bien moins de débats, semble être la conséquence d'airain de la révolution et du travail de ses principaux idéologues — de Lénine, de Trotsky, de Rakovsky.

Le camp des admirateurs de la révolution, auquel appartient entre autres Broué, met l'accent sur quatre questions essentielles que la révolution russe a résolues : elle a conduit la Russie à se retirer d'une première guerre mondiale, sanglante, dénuée de sens et extrêmement impopulaire dans ce pays, elle a mis fin à l'inimaginable faim de terre, en donnant la terre aux masses sans terre, elle a rendu les usines aux ouvriers. Enfin, elle a mis fin à l'oppression nationale ce qui eut pour effet l'épanouissement inconnu, ni avant ni après, de la science, de l'écriture, de l'art et de l'éducation (dans les langues nationales) parmi les nations faisant partie de l'empire des Romanov.

Bien sûr, dans la fin des années 20, il ne restait plus trace de la majorité de ces acquis. Et nous voici à nouveau confrontés au même problème. Pour les adversaires de la révolution c'était évident, car la dictature lutte par nature contre toutes les manifestations de la liberté des citoyens. Par contre, pour les partisans de la révolution, cela constitue la preuve irréfutable de la justesse de la thèse de Trotsky que l'abandon de l'idée de la « *révolution permanente* » et la construction du socialisme « *dans un seul pays* », prônée par Staline, doit conduire à l'étouffement de la démocratie et à l'instauration d'une dictature bureaucratique brutale.

Qu'en fut-il et qu'en est-il vraiment ? Il est difficile d'y répondre sur la base des livres de Volkogonov et de Broué. Je mets cependant en garde contre les jugements à l'emporte pièce.

Giulio Romano

L'Italie en 1943

Entre guerre et révolution

La chute du fascisme déchaîne une énorme offensive ouvrière. Le gouvernement répond par la violence. Aucun bilan précis de la répression pendant les 45 jours du premier gouvernement **Badoglio** n'a encore été fait. Environ 35 000 personnes sont passées devant le tribunal militaire. De Luna fait l'hypothèse de 93 morts et 536 blessés. Pietro Bianconi montre la nécessité et les difficultés d'une enquête aujourd'hui. Pourquoi encore une telle incertitude ? Des faits embarrassants pour ceux qui veulent voir dans le gouvernement **Badoglio** la renaissance de la « démocratie » et pour ceux qui ont collaboré avec lui ? Quelles forces ont renversé **Mussolini** et soutenu **Badoglio** ? Quelle fut la politique des staliniens et des autres tendances politiques dans le mouvement ouvrier ?

La crise du régime fasciste accentua la division au sein de la classe dominante, surtout dans la deuxième moitié de 1942. Les documents publiés en 1964 par le Département d'Etat américain ont prouvé que les premiers sondages en vue d'une paix séparée, pris par **Ciano** à travers l'ambassadeur italien à Lisbonne, datent de décembre 1942. En janvier 1943, **Badoglio** fit savoir aux Anglais qu'il était prêt à recevoir leur aide pour remplacer **Mussolini**.

Le régime fasciste était entré en guerre déjà profondément divisé. Ciano, ministre des affaires étrangères, proche de la bourgeoisie industrielle avait soutenu « *que plus que militaire l'impréparation était politique* ».

A la fin de 1942, les chefs militaires avaient compris que l'Axe avait perdu la guerre. En décembre 43, les Alpains qui avaient survécu à la Russie scandaient « *A bas Mussolini, assassin des Alpains* » dans les trains qui les rapatriaient. Au début de février 1943, Mussolini remania son gouvernement. La crise du régime se manifestait par l'approfondissement des divisions de la classe dominante.

Un ouvrier du PCI de Fiat Grandi Motori, **Carretto**, racontera plus tard que de nombreux ouvriers avaient perdu en définitive de 10 à 15 kilos par rapport à leur poids normal. Comme dans toute guerre, la bourgeoisie avait besoin de tendre au maximum ses forces, pressant les travailleurs jusqu'à la limite de leur résistance physique. Les bombardements des Alliés frappaient surtout les centres industriels. Les abris anti-aériens furent les premiers endroits où l'hostilité à la guerre s'exprima ouvertement.

Intrigues en-haut

Pendant les premiers mois de 1942, **Mussolini** avait reçu un à un tous les Fédéraux d'Italie : leurs rapports étaient préoccupants. Utilisant un langage très diplomatique, car ils avaient peur de dire la vérité au Duce, nombre d'entre eux laissaient quand même entendre qu'il y avait des problèmes : l'absence d'une adhésion populaire à la guerre, la perte du contrôle sur les jeunes et la démoralisation dans les rangs du parti fasciste, le PNF et de la milice (MVSN). Les rapports des commissaires de police étaient encore plus directs et alarmants, enregistrant l'augmentation des « *activités subversives* ».

C'est dans ce contexte que mûrissaient les intrigues de la Maison de Savoie, de la caste militaire et de la Fronde fasciste – Grandi, Ciano, Bottai et tous les autres –, pour écarter Mussolini. Trahison et double jeu ne manquaient pas. Le Vatican aussi se remuait pour favoriser une solution de rechange et multipliait les prises de contact et les échanges de services avec les Anglo-Américains. Un rapport de l'OSS avait défini le Vatican comme « *le repaire de l'espionnage anglo-américain* ».

Explosion sociale en bas

« *La discipline de guerre, les vexations des patrons, la présence de la milice dans nombre d'ateliers, les rations insuffisantes, les bombardements, les nouvelles du front, contribuent aujourd'hui à un état d'esprit que certains n'hésitent pas à qualifier de prérévolutionnaire* », note le 8 février **Lizzadri**, un ancien « *terzino* » après une réunion avec d'anciens responsables du PSI reconstitué.

Bientôt, en fait, les grèves de mars 43 porteront un coup mortel au régime. Quelques 150 000 ouvriers (94 000 au Piémont) font grève et affrontent l'appareil de répression fasciste pour la première fois depuis presque vingt ans. La répression ne fonctionne pas, au contraire, la grève s'élargit à tout le Piémont, et, à partir de la mi-mars, à la Lombardie. La grève se politise : on revendique la libération de tous les ouvriers arrêtés, la fin de la guerre, et, toujours plus fort, celle du fascisme.

Le 3 avril, après avoir reçu une lettre de mise en garde alarmée de **Farinacci**, Mussolini cède sur presque toutes les revendications économiques ; puis il licencie le secrétaire du parti fasciste qu'il remplace par un squadrisme de la première heure, mis à l'écart pour son anti-catholicisme lors de la période de normalisation, puis le secrétaire du syndicat fasciste des travailleurs de l'industrie.

La faiblesse de l'autorité de l'Etat donnait aussi plus de courage aux paysans et il y avait des cas d'insubordination et une grande hostilité aux livraisons. Les plus mécontents sont les paysans pauvres et les ouvriers agricoles.

L'opposition au régime grandissait aussi à l'université. Des groupes antifascistes apparaissent dans plusieurs villes universitaires. A Rome les manifestations d'étudiants antifascistes avaient de plus en plus un caractère public : l'université fut fermée dix jours après une diffusion de tracts pour le 1^{er} mai.

Bourgeoisie et antifascisme

Comprenant qu'il est assis sur un volcan, le patronat commence à se démenager à droite et à gauche dans des initiatives « *antifascistes* ». **Mattioli**,

directeur de la Banque commerciale se fit le promoteur d'un cercle de soutien des vieux libéraux où s'affiliaient de nombreux banquiers et futurs démocrates chrétiens et des gens du Parti d'Action. Beaucoup de généraux qui préféraient un coup d'Etat contre Mussolini reçoivent des promesses d'aide des milieux d'industriels. Le président de la Banque populaire de Novare, le sénateur **A. Rossini** patronna un rassemblement d'hommes d'affaires favorables à la « solution **Grandi** », « le **Darlan** italien ». **A. Pirelli**, **Donegani** et **Giuseppe Volpi** s'activaient. Aucun ne voulait voir le capitalisme sombrer avec le fascisme. Les libéraux les plus importants s'éveillèrent de leurs vingt années de torpeur et tentent de s'approcher du roi.

Le leader de l'antifascisme libéral était **Bonomi**, exclu du PSD en 1911, dont le gouvernement a en 1920 contribué à l'accession de Mussolini au pouvoir. En février 43, il confia ses préoccupations sur l'avenir de la monarchie, au dirigeant socialiste **Agnani**. Inquiet de l'aveuglement et de la maladresse du roi, **Bonomi** s'offrait comme conseiller du roi et de la classe dirigeante pour « *sauvegarder la nouvelle démocratie et l'unité nationale* ».

Complot des staliniens et de la monarchie : le PCI suit

La direction du PCI soutenait une politique d'union nationale et utilisait ses intellectuels (**Marchesi**, **Geymonat**, **Antonio Giolitti**, **Amendola**) pour faire pression sur la classe dominante et la monarchie pour qu'elles écartent Mussolini. Pour eux, il s'agissait d'accompagner une solution de la crise d'en haut d'une pression d'un mouvement d'en bas. Fin mai, **Marchesi** et **Geymonat**, au compte du Centre interne, avaient pris les premiers contacts avec les milieux monarchistes. Le 26 mai, la princesse **Maria José** fut informée que la direction du PCI soutiendrait éventuellement un coup d'Etat monarchique, par le professeur **Carlo Antoni**, contacté précédemment par son collègue **Concetto Marchesi**, latiniste connu. Le 4 juin, **Geymonat**, introduit par **Giolitti**, rencontra le libéral **Lupinacci** et les « sénateurs » **Bonomi**, **Casati** et **Bergamini** pour relancer l'affaire ; la ligne argumentaire des staliniens était simple : les grèves de mars avaient montré la force de la classe ouvrière, et il fallait maintenant la combiner à celle des militaires « *l'autre grande force du pays* ».

Pompeio Colojanni, militant du PCI depuis des années, lieutenant à **Pinerolo**, proposa à **Cadorna** une initiative des militaires, une sorte de

pronunciamento contre le Duce et l'Allemagne. **Cadorna**, selon une de ses nécrologies, aurait répondu que ce serait une folie, car rien ne pouvait se faire sans un ordre du roi.

Antonio Roasio, un des fondateurs du Centre interne du PCI, soutint ouvertement que le pacte d'unité d'action avec PSI et P d'A ne suffisait pas et qu'il fallait l'élargir aux autres forces politiques existantes en Italie : libéraux, catholiques, badogliistes et monarchistes...

Encore une fois, les dirigeants du mouvement ouvrier utilisaient l'état de guerre pour justifier leur refus de lutter pour les objectifs historiques de la classe ouvrière (définis avec mépris « *prétendus intérêts de classe* ») sur l'autel d'une « *union sacrée contre l'étranger* » aidé par les « *traîtres fascistes* ».

La reconstruction de la ligne politique du PCI, pendant les mois qui précèdent la chute du fascisme, donne une réponse sans appel aux historiens qui ont essayé de présenter « *le tournant de Salerne* » de **Togliatti** comme une nouveauté. Au printemps de 1944, pendant la discussion, **Negarville** se souvenait qu'« *avant le 25 juillet, le parti s'inspirait d'une conception large du front national qui nous réunissait tous, y compris fascistes et dissidents, qui, pour une raison quelconque se sont opposés à la dictature mussolinienne. Après le 25 juillet, nous avons fait un gouvernement également avec lui* ».

Le PSI, en dehors de quelques déclarations plus à gauche, porta plus loin la ligne élaborée par le PCI. Après la déclaration commune du 21 juin, dans laquelle il abandonnait formellement le préjugé antimonarchique, **Lizzadri** se justifie en disant : « *Si l'unité antifasciste exige l'abandon de notre antimonarchisme de principe pour le moment, nous devons faire de nécessité vertu. Nous pensons que notre position n'est pas si rigide* ». Il apparaît alors clairement la raison pour laquelle **Lizzadri** manifeste ce mélange de critique et de paternalisme pour les jeunes Romains (**Vecchiotti**, **Zagari**, **Vassali**, **Corona**, **Matteo Matteotti**) qui, ayant eu une discussion avec les dirigeants nationaux du PSI, voulaient absolument savoir ce que serait la société « *après* » la chute du fascisme.

Ce groupe de jeunes, certains du Mouvement d'unité prolétarienne (MUP), d'autres de l'union proletaria italiana (UPI) d'autre encore proches de **Scintilla**, noyau du Mouvement communiste d'Italie adhèrent au PSI et furent pendant un certain temps une épine dans le flanc de la direction nenniste « *Les jeunes*

Turcs » comme les appelait Nenni, n'hésitèrent pas à critiquer l'accord et l'esprit de conciliation des membres de l'exécutif du PSI dans les débats de juin – début du Comité des Oppositions, la même période dans laquelle Lizzadri invitait les jeunes à « ne pas se laisser faire par de jeunes communistes qui ont perdu leurs liens avec leur parti en prison ou à l'étranger » et « nous ne connaissons pas les raisons de leur rupture » (sic). On redoutait sans aucun doute la jonction des oppositions de gauche du PSI et du PCI. Le contrôle de la jeunesse socialiste se fit plus lourd en 1944 quand y entrèrent pour quelques mois les trotskystes dirigés par **Nicola di Bartolomeo (Fosco)**. La réunion milanaise du 24 juin et du 4 juillet des partis qui allaient former le Comité de Libération nationale (CLN), aboutirent à un zéro de fait. PCI et PSI reproposèrent d'organiser une « *insurrection nationale* » soutenu par une grève générale et par l'armée, afin de chasser Mussolini et d'obliger la monarchie à former un gouvernement « *démocratique, composé de tous les partis antifascistes* ». Cette proposition fut combattue d'une part par les libéraux et démocrates chrétiens opposés à tout appel à une intervention des masses, de l'autre par le Parti d'Action et le MUP de **Lelio Basso** sur la question républicaine.

Un document du Centre interne du PCI, mentionné dans l'histoire du PCI de Spriano mais inédit, contient des jugements significatifs sur les autres partis de ce qui s'appelle au 9 septembre le Comité des Oppositions. Le jugement le plus dur porte sur le MUP, une formation centriste typique,

« née avec un programme de révolutionnarisme verbal. Son étiquette est celle de la révolution prolétarienne dont le programme est présenté comme l'unique alternative au fascisme... Sa tactique, si on peut parler de tactique, elle est ou plutôt était celle de l'intransigeance révolutionnaire ; aucune collaboration avec les partis bourgeois, accords limités avec les partis ouvrier. Dans leur for intérieur, les hommes du MUP pensent être les héritiers du PC lequel après avoir abandonné le terrain de l'intransigeance se situent sur celui de l'opportunisme. Ce n'est pas par hasard que les plus grands efforts de recrutement du MUP se sont faits en direction des exclus de notre parti. »

Méprisants, surtout à l'égard ceux qui se situent à gauche, en pleine tradition stalinienne, les dirigeants du PCI considéraient avec satisfaction ou soulagement les hésitations du MUP qui, « *nonobstant son intransigeance verbale, acceptait de pénibles compromis par peur de rester isolé* ». Spriano se souvenait que les commentaires les plus positifs étaient faits sur « *le groupe de*

Révolution libérale qui semblait inspiré d'un esprit sincèrement unitaire et ses hommes ceux qui comprenaient le mieux et appréciaient le plus notre parti et la ligne du Front national ».

PCI 1935-1943

En août 1943, les services secrets des Etats-Unis caractérisaient la politique du PCI dans une circulaire interne :

« La nouvelle ligne suivie par les dirigeants communistes italiens montre l'opportunisme qui, depuis 1935, a caractérisé les directives de Moscou et de ses partisans dans les autres pays, en contraste avec le caractère catégorique du programme de 25 année quand une situation comme la situation italienne aurait poussé à l'installation des soviets et à la reconstruction de la société sur des bases marxistes. A présent, dans la nouvelle vision communiste, la structure existante de la société doit être conservée et le mot de "démocratie" est employé continuellement. »

La politique du PCI ne peut être comprise sans une analyse de l'évolution de la IIIe Internationale, dissoute sans discussion le 15 mai 1943 sur proposition du présidium du Comité exécutif de la Comintern.

La IIIe Internationale avait subi le même processus de dégénérescence bureaucratique qui a conduit en URSS au stalinisme. Née comme parti mondial de la révolution socialiste, l'IC s'est transformée en un organisme dominé par les intérêts conservateurs de la caste dominante au pouvoir en URSS. Instrument de la diplomatie soviétique, l'IC fut dissoute d'autorité par **Staline** pour donner aux Alliés du front dit « antifasciste » une assurance d'avenir sur ses « bonnes intentions ». L'IC vidée de son contenu et opprimée par l'arbitraire bureaucratique, sa dissolution, comme l'a reconnu **Secchia** « *suscita évidemment une discussion mais pas d'émotion* ». C'est à cette occasion, pour souligner son « *caractère national* » que le Parti communiste d'Italie (PCd'I) changea son nom en Parti communiste italien, PCI, et adopta aussi les trois couleurs parmi ses symboles. Mais il n'y a que peu de documents sur la discussion qui se développa là-dessus dans les groupes communistes clandestins... L'idée prévalait que la dissolution de l'IC n'était qu'une simple manœuvre, une tactique afin de poursuivre les objectifs pour lesquels l'IC était née et que cela ne pouvait nullement altérer le contenu politique et de classe du parti. Ainsi

s'exprimait par exemple un groupe de l'Aquila, le Comital (partito comunista, comitato italiano) dans un document traitant de la dissolution de l'IC !

« Nous voulons avoir la certitude que le mouvement ouvrier soit remis aux mains des prolétaires honnêtes, conscients et d'une fidélité éprouvée : nous ne pouvons permettre que dans la légèreté d'une improvisation, on donne des responsabilités de direction du mouvement ouvrier italien à des éléments venus d'autres classes (intellectuels notamment) sans préparation marxiste sérieuse et sans un passé qui garantisse leurs sentiments ».

Mais la IIIe Internationale se tournait vers une politique de concessions à la Deuxième. L'une des applications les plus extrêmes de la politique de Front populaire le fameux *Appel aux frères en chemise noire*, d'août 1936, dans lequel on invitait « *les forces saines du fascisme* » à s'organiser dans un front national anti-hitlérien. Le groupe dirigeant du PCI n'avait pas un mot sur Mussolini, s'engageait à lutter pour le programme fasciste de 1919, « *programme de liberté* » et pour l'indépendance nationale. Quelques mois après cet appel, **Montagnana** n'en contestait pas la validité et soulignait :

« Nous devons avoir le courage de dire que nous ne proposons pas d'abattre le fascisme. Nos objectifs sont... les libertés démocratiques en régime fasciste ».

Opérant son énième zigzag, la direction du PCI reprend la politique du bloc avec les socialistes et les forces démocratiques bourgeoises

La signature du pacte **Molotov-Ribbentrop** en août 1939 provoqua un nouveau tournant. Après cinq années d'adulation des démocraties occidentales et de dénonciation monotone des agresseurs fascistes, le Kremlin redécouvrit l'impérialisme criminel de la France et de l'Angleterre. Dans cette période, les PC du monde entier, obéissant aux directives de Moscou avaient pour cibles principales les impérialistes anglo-saxon et français présentés comme les plus voraces. La France et l'Angleterre ne se battaient plus pour la liberté des peuples engagés dans la guerre mais pour leur asservissement. L'opportunisme maintenant, c'était avec l'impérialisme allemand, pas une parole de condamnation de l'occupation de plusieurs états européens, des révoltantes brutalités des bandes hitlériennes contre le peuple juif. Comme l'a observé **Trotsky** :

« Ce n'était pas de l'internationalisme, plutôt une variante déformée du patriotisme. Ces messieurs considèrent que leur patrie, c'est le Kremlin, par une variante déformée du patriotisme car leur bien-être dépend de lui ».

Ce virage à 180° provoqua un débat dans les rangs du PCI. Dans le groupe dirigeant, on se montra perplexe quant à cette ligne ; **Terracini** et **Camilla Ravera** réfutèrent l'équivalence absolue entre les puissances de l'Axe, soulignant que l'existence de libertés démocratiques limitées dans le monde anglo-saxon et en France tranchait la question de la prétendue équivalence entre les deux blocs impérialistes. Ils furent exclus du comité directeur des collectifs du *confino* du Venotene en 1943, quand la position officielle avait de nouveau changé et rappelaient celles qu'ils avaient soutenue en 1939. Trotsky avait dès 1940 prévu ce nouveau virage et ses conséquences sur le PC :

« L'amitié entre Hitler et Staline ne durera pas toujours et à la longue la politique extérieure du Kremlin opérera un nouveau tournant. Dans ce cas, la propagande de la Comintern changerait aussi. Si le Kremlin se rapprochait des démocraties, il ressortirait de l'arrière-boutique le *Livre brun* sur les crimes national-socialistes. Mais ce n'est pas pour cela que sa politique prendra un caractère révolutionnaire ».

[...] Le PCI avait inauguré le « *cours nouveau* » dès juillet dans une assemblée générale tripartite – PCI, PSI, GL – à Toulouse. En 1943, on ne parlait plus d'une révolution en deux étapes.

Secchia, l'homme du Ve congrès, rappelle la situation difficile que doit affronter le groupe dirigeant du PCI, puisque

« tandis qu'il développait son action politique sur la ligne de l'unité nationale, presque tous les groupes avec lesquels il prenait contact avaient une orientation très sectaire et pour cela étaient portés ou à ne rien comprendre ou à désapprouver les initiatives politiques du centre ».

Selon lui, les camarades qui venaient de prison ou d'exil ont été décisifs pour la construction d'un contrôle du groupe dirigeant sur le parti.

Le 10 juillet, les Alliés débarquèrent en Sicile et l'armée italienne se défit. Tout le monde cherchait à s'échapper. Les seules exécutions furent celles de petits chefs de la milice. Un énième signal d'alarme fut sonné le 19 juillet. L'aviation américaine avait violemment bombardé Rome. **Puntoni**, l'aide de camp du roi, nota dans son journal que la foule du quartier de Tiburtino et de San Lorenzo avait réservé à **Victor Emmanuel III** un accueil « *muet et hostile* ». En réalité ce fut un concert de sifflets et d'imprécations

Le résultat du vote du Grand Conseil du Fascisme ne fut qu'un atout constitutionnel supplémentaire aux mains de la camarilla monarchiste. Quand le

Duce demanda au roi un délai de deux mois pour lâcher définitivement l'Allemagne, Victor Emmanuel III refusa. Le temps était passé de l'attente et du compromis. Il fallait agir vite. Pourquoi ?

A contre-cœur, toutes les fractions de la classe dominante tentèrent de chasser Mussolini par une opération chirurgicale, en espérant devancer le soulèvement populaire. Le roi nomma **Badoglio** Premier Ministre. Un général qui avait fait sa fortune, économiquement aussi, avec le fascisme. Le message radiophonique de 22h45 dans lequel Badoglio annonçait formellement la démission de Mussolini déclencha aussitôt des réactions d'enthousiasme dans le pays, la plupart n'ayant probablement pas accordé assez d'attention aux deux annonces successives « *La guerre continue* » et « *il ne sera toléré aucun trouble de l'ordre public* ».

Continuité du fascisme

La composition du premier gouvernement Badoglio montre la continuité politique de l'Etat bourgeois. A l'Intérieur arrive **Fornaciari**, préfet fasciste ; ministre de la Guerre, **Dorice**, auparavant sous-secrétaire ; Garde des Sceaux, **Azzariti** ancien président du tribunal de la Race ; aux Finances, **Bartolini**, ex-directeur du Poligrafico de l'Etat, bastonné par ses subordonnés pour ses frasques fascistes ; les bonomistes n'ont eu que trois ministres avec **Piccardi** au Travail. Mussolini commente en ces termes la naissance du gouvernement Badoglio :

« Il me semble un bon gouvernement, et peut-être continuera-t-il l'orientation du précédent ».

En revanche les libéraux sont déçus par le petit nombre de responsabilités qui leur sont données. Dans un mémoire au roi que les bonomistes remettent à Badoglio, un passage explicite qu'il s'agit d'un discours de conservateur à conservateur :

« Un cabinet d'affaires aurait eu à lutter contre les forces de la réaction et la menace d'une nouvelle vague encore plus à gauche. Même s'ils le voulaient, catholiques, libéraux, démocrates seraient impuissants à le défendre ».

Dans l'appareil d'Etat, la collaboration entre fonctionnaires fascistes et caste militaire fut excellente. **Renzo Chierici** fut destitué du commandement de la Sécurité où revint **Carmine Senise**. Il collabora avec lui à la répression

antipopulaire de ces journées. Le chef de la Milice, **Galbiati** déclara son amitié pour le chef des carabinieri et, avant d'être destitué, réunit l'état-major de la MVSN qui décida à l'unanimité de faire une déclaration de loyauté à la monarchie et à l'armée.

Le PNF s'écroula comme un château de cartes. Dans la soirée du 25, son secrétaire promit au commandant de l'arme des Carabinieri, le général **Cerica** d'envoyer un télégramme à tous les *Federali* pour les inviter à rester tranquilles, à veiller au grain et collaborer avec les autorités. Les déclarations de soumission se multiplièrent de la part de hiérarques qui avaient eu leur moment de puissance, comme Starace, Muti et Vidussoni, l'ex-secrétaire du PNF.

Les seuls hiérarques qui approchèrent de l'organisation d'une résistance furent **Pavolini** et **Farinacci**, lequel se présenta à l'ambassade allemande, demanda 30 SS pour les rattacher à la division Littorio, l'unique force de milice redoutable du point de vue militaire, parce que dotée de 36 chars allemands Tigres. Le consul allemand Mackensen refusa son plan et Farinacci partit se mettre en sécurité en Allemagne.

Les mesures du gouvernement Badoglio voulaient arracher les oripeaux de l'ancien régime les plus haïs ; entre le 29 juillet et le 2 août furent prononcées la dissolution du PNF, du Grand Conseil du Fascisme, de la Chambre des Faisceaux et Corporations etc. Le Tribunal spécial fut aboli. Mais tous ses pouvoirs furent transférés au tribunal militaire. On ne toucha pas au *confino*, institution odieuse du régime fasciste ; pendant les 45 jours, le Tribunal militaire condamna pour raisons politiques 3500 personnes dans seulement les vingt principales villes italiennes. La police politique fasciste, l'OVRA, ne fut pas dissoute. Une circulaire du 5 août du ministère de la Presse recommanda aux journaux de ne s'occuper « *d'aucune manière* » de l'OVRA. La liste des personnes touchant un salaire d'informateurs de l'OVRA du 30 juin est absolument identique à celle du 31 août postérieure. Même traitement compréhensif pour la milice dont le général **Armellini** avait été nommé chef en remplacement d'Albiati

Chez les chefs militaires, on pensait en général, que les intentions des travailleurs dépassaient de simples objectifs antifascistes. Un rapport de Turin du PS parle des travailleurs qui exigeaient « *la constitution immédiate de conseils d'entreprises et de fabriques, le licenciement immédiat des cadres et travailleurs* ».

squadristes, la libération des détenus politiques, tandis qu'apparaissaient des emblèmes subversifs comme les drapeaux rouges, les blouses rouges et des figurations de la faucille et du marteau ».

De manifs de joie aux contres

A partir du 26 juillet, les travailleurs descendent spontanément dans la rue. Les symboles du régime sont démolis avec fureur. Le faisceau du Palais Chigi est démolit à coups de marteau et c'est presque quotidiennement que les sièges du PNF sont attaqués. Des squadristes reçoivent des râclées. Il arrive que des mots d'ordre soient scandés pour Badoglio, mais les illusions sur le maréchal seront brèves. Tout le monde veut parler politique, en savoir plus. En quelques minutes, le 12, sont vendus plus de 5 000 exemplaires de l'édition extraordinaire de l'*Avanti*. Loin d'être marqués par des heurts entre fascistes et forces de l'ordre, les premiers jours après la chute de Mussolini ont été caractérisés par des heurts entre travailleurs et appareil répressif de l'Etat. Il y a de l'agitation dans les rangs de l'armée en Grèce et dans les Balkans où des milliers de soldats italiens rejoignent les formations de partisans.

Zangrandi a relevé qu'en Italie, dans certains centres, des soldats allemands ont fait la fête avec le peuple. Germes d'une solidarité de classe internationaliste.

Le gouvernement a décrété l'état de siège, le couvre-feu, la censure, l'interdiction de reconstituer des partis politiques, d'afficher journaux ou manuscrits, l'incrimination comme suspecte de tentative d'insurrection, de toute personne faisant partie d'un regroupement de plus de trois personnes, l'interdiction de porter des insignes non nationaux, l'annulation de tout permis de port d'armes, l'obligation de laisser allumée la lumière de l'entrée et l'ordre de tirer les persiennes pendant le couvre-feu. Aucune amnistie.

Dans les grands centres industriels du pays on en vint spontanément à la grève générale. Le 26 juillet, **Roatta** avait conseillé aux commandants locaux de l'armée la sévérité dans la façon de traiter « *les troubles de l'ordre public* ». C'est la tristement célèbre circulaire Roatta.

Quelques exemples : abandonner le système anté-diluvien qui consiste à laisser au contact la troupe et les manifestants qui peuvent ainsi faire pression, ordre de marcher sur tous les fauteurs de troubles et de tirer sans avertissement ni sommation, même au mortier ou canon, exécution immédiate des fauteurs de

trouble et des soldats qui hésitent face aux manifestants. C'est un programme de guerre civile. L'insistance sur la nécessité de faire feu s'explique par la volonté de créer une barrière de sang entre manifestants et soldats.

Nonobstant cette directive, l'armée a souvent refusé de tirer. Dans les usines, on réalise l'épuration au cri de « *Chassons les fascistes* » sans douceur. Des commissions internes, élues par les ouvriers, se heurtent aux patrons. Il y a des morts dans les manifestations : 9 à Reggio d'Emilia, 23 à Bari et des dizaines de blessés. Mais les ouvriers et paysans du Sud ont perdu la peur et affrontent les soldats sans faiblir. Le caractère paysan est marqué là où l'on s'en prend au rôle des impôts.

La tentative de libérer les prisonniers antifascistes démontre le caractère politique des manifestations. A Milan, les manifestants attaquent les Carceri Nuove et libèrent 400 « politiques ». A Rome, la garde de Regina Coeli préfère lâcher un millier de « *droit commun* » et garder leurs politiques.

Lorsque, le 28, **Bonomi** et **V.E. Orlando** ont présenté au gouvernement leur requête de libération immédiate de tous les prisonniers politiques, il leur fut répondu que cela alarmerait les Allemands. Face aux protestations ultérieures de **Giorgio Amendola**, du PCI, le chef de la police répond avec beaucoup de « *candeur* » :

« Croyez-vous que nous puissions remettre en circulation des milliers de subversifs sans prendre des mesures de prudence ? »

Au début, Badoglio et le roi mettent un veto de principe à la libération d'anarchistes et de communistes. Nombre de militants politiques de base, surtout s'ils étaient des ouvriers communistes ou des Slaves, n'ont pas été libérés et l'autorité badoglienne les livra directement aux nazis. L'absence d'une amnistie générale s'accompagnait d'un processus de « *sélection* » politique lors de la libération des prisonniers politiques. Le critère du gouvernement dans cette affaire était la disponibilité manifestée pour la collaboration de classe par le candidat à la libération, comme s'en sont aperçus Romita et Vernocchi, dirigeants socialistes, dans leur entretien avec **Senise** pour faire libérer Buozzi, **Nenni** et autres.

L'antifascisme : Badoglio et l'offensive ouvrière

A la réunion du 26 à Milan, libéraux et DC insistent pour que le comité maintienne une position de confiance dans le gouvernement Badoglio, ainsi que l'actionniste **Ferruccio Parri**, plus tard chef partisan et président du conseil, qui manifeste ses préoccupations devant la continuation de la grève générale. **Bonomi** a reconnu dans son *Journal* que les manifestations furent « *plus importantes que prévu* », l'antifascisme qu'il représentait n'apparut nulle part. Dans l'unique discours qu'il prononça en ces jours, il rappela le devoir de « *respecter l'ordre. La liberté naît de l'ordre* ».

C'est seulement quand la grève générale était déjà devenue une réalité dans les principaux centres industriels du Nord et en Toscane, que le Comité antifasciste lança un appel pour « *une grève de dix minutes par jour* » sans doute pour créer une autorité suffisante pour pouvoir ensuite inviter les travailleurs à mettre fin à leur agitation comme cela fut fait le 30 juillet, tout en exprimant leur satisfaction pour la décision prise au conseil des ministres du 29 juillet.

Le MUP aussi s'aligna sur cette politique. En réalité la grève avait commencé à s'effilocheur toute seule à partir du 28. La répression déchaînée par le gouvernement Badoglio pesait d'un poids énorme. Dans quelques-unes des usines les plus importantes, comme à Alfa-Romeo il y avait des services d'ordre spéciaux avec dans l'entrée des piquets et des mitrailleuses pointées. Pourtant, dans une circulaire du 30, le commandant de l'Armée, le général Cerica invitait les commandants de la périphérie à ne pas considérer le retour au calme pour un phénomène de longue durée. Selon Cerica, il est logique de s'attendre à un effort d'organisation des travailleurs pour aller plus loin. A Gênes, les travailleurs avaient élu et imposé aux patrons leur commission interne. Le 31 juillet, un décret du gouvernement Badoglio confiait nomination des responsables syndicaux à la préfecture locale. Les ouvriers génois ont riposté par la grève et à la fin, le commissaire du préfet s'est retiré en bon ordre et les patrons, devant la détermination ouvrière, ont reconnu la commission interne directement élue par les travailleurs. Cette victoire a impressionné la bourgeoisie :

« La preuve de la capacité démocratique et organisationnelle fournie par les travailleurs, répand la conviction de leur arrivée prochaine au gouvernement.

Laissant à beaucoup l'impression que l'Italie deviendra très vite une République socialiste ».

La Maison de Savoie et le gouvernement étaient divisés sur la ligne politique à adopter dans les confrontations avec l'antifascisme... Contre la collaboration, il y avait Victor Emmanuel III, Badoglio était plus possibiliste. En effet le ministre du Travail **Piccardi proposa** à Bruno **Buozzi** déjà secrétaire de la CGL et socialiste réformiste, de reconstruire la confédération syndicale italienne.

La ligne Badoglio-Piccardi prévalut, valorisée par le mémoire que le responsable syndical du PCI **Roveda** envoya le 1er août au général Ruggero. Buozzi devint secrétaire général des travailleurs de l'industrie, flanqué du communiste Giovanni Roveda et du DC Quarello ; Grandi, DC, devint responsable des travailleurs agricoles, flanqué de Lizzadri et du vieux chef des Pouilles **Di Vittorio** qui avait pris la tête du syndicat des *braccianti*.

Après le conflit de Gênes, le gouvernement accepta d'abandonner la pratique des nominations préfectorales des dirigeants des confédérations syndicales. Roveda l'avait-il convaincu avec ses arguments « gouvernementaux » que c'était mieux pour l'ordre ? Relevons aussi, venant de France, une *Lettre de Spartaco* critiquant la collaboration de communistes avec les agents hitlériens du gouvernement Badoglio.

Le gouvernement temporisait. L'attaché militaire allemand à Rome, von Rintelen écrivait que seul le gouvernement Badoglio pouvait empêcher l'Italie de glisser vers le communisme. Le 13 août, von Ribbentrop s'inquiétait d'une chute éventuelle de Badoglio, et de son remplacement par des hommes aux « *idées de gauche avancées* ». De son côté, **Churchill** se félicita de l'action de Badoglio qui va dans le sens de la politique des Alliés, « *faire obstacle en Italie au chaos, à la bolchevisation du pays, à la guerre civile* ».

Mythe et réalité du débarquement allié

Une grande partie de l'historiographie et des livres de textes lient l'intervention militaire des Anglo-Américains au retour de la démocratie et de la liberté. Cette idée est si ancrée dans l'opinion commune que l'on parle des « *armées libératrices* ». Aujourd'hui nous savons que l'OSS (Office of Strategic Services), antenne de la CIA, a enrôlé des éléments-clés de la Mafia pour gérer le

débarquement. Churchill et Roosevelt l'ont utilisée parce qu'elle paraissait alors la force la plus apte à maintenir l'ordre capitaliste en Sicile. Avant de débarquer, ils pensaient déjà à « l'après ». **Earl Brennan**, chef de la section d'intervention rapide de l'OSS prit contact dès le printemps avec des gens de l'OVRA, élément de la Fronde fasciste et avec l'Ordre maçonnique ; par la suite, il se rendit au Canada pour y rencontrer des mafiosi en exil. Le syndicaliste de l'AFL **Luigi Antonini** fut encouragé par le Département d'Etat à former Italo-American Labor Council (IALC) « avec l'objectif spécifique d'aider les forces militaires des USA et des Alliés ». Fin 1942, elle appuyait économiquement les courants bourgeois et socialiste de droite qui pouvaient constituer un contrepoids à l'hégémonie stalinienne. Le **labor branch** de l'OSS fut constamment conseillé par l'ex-militant socialiste **Serafino Romualdi**.

La tactique d'infiltration dans les syndicats ouvriers était complémentaire d'un appui ouvert à la bourgeoisie. En Sicile, cela voulait dire s'allier à la Mafia. A peine débarqués, deux agents de l'OSS V. Corvo et M. Scamporino accostèrent rapidement dans l'île de Favignana pour libérer quelques mafiosi confinés là par le régime fasciste. Le pivot des opérations politiques en Sicile fut le parrain « **Lucky** » **Luciano**, qui purgeait trente ans de réclusion dans la prison spéciale de Dannemara. C'était le parrain italo-américain le plus lié au monde politique sicilien. Pour les services rendus, il a été libéré de prison en 1946 après dix ans seulement avec pour seule clause de revenir en Italie. Le gouverneur militaire de Palerme, le colonel **Ch. Poletti** prit dans son état-major **Dam Lumia**, neveu d'un capomafia et **Vito Genovese** revenu en Sicile en 1936 parce que traqué par les tribunaux américains et en bons rapports alors avec des notables fascistes. En outre les nominations de maires privilégiaient systématiquement grands propriétaires et *capimafia* qui formèrent ensuite le noyau de la DC et du mouvement séparatiste le MIS. A Palerme, le nouveau maire fut **Lucio Tasca**, frère de ce baron **Paolo Tasca Bordonaro**, leader de l'indépendantisme sicilien auquel il avait donné une base politique réactionnaire avec son « *Origine du latifundio* ». Les « guerriers » de « **don** » **Vizzini** obtenaient des ports d'arme en règle, accordés par les carabinieri avec l'appui du Civil Affair Office de Mussumeli. Dans ses études sur l'indépendantisme sicilien **S. Barbagallo** émet l'hypothèse que 90 % des maires nommés par l'AMGOT (l'administration militaire américaine) avaient des liens directs ou

indirects avec la Mafia. La répression anticommuniste n'a pas tardé à se déployer. Arrestations, fermetures de journaux et de sièges, reprise du confino. Le troupes alliées assumaient directement la fonction de répression des luttes paysannes et ouvrières comme à l'été 1943 à l'occasion de l'occupation des terres du Marquisat de Crotona. En règle générale pourtant, ils préféraient confier cette fonction aux carabinieri à cause aussi du mécontentement qui grandit à cette occasion parmi leurs propres soldats.

Une histoire passée sous silence, de nombreux soldats américains et anglais participèrent à la reconstruction du mouvement ouvrier italien. Beaucoup étaient des fils d'émigrés anarchistes et socialistes du début du siècle. Un cas particulier fut celui de **Charlie Van Gelderen**, récemment disparu, un sud-africain du RCP qui joua un rôle central dans la reconstruction de la section italienne de la IVe Internationale. Grâce à l'aide d'un soldat américain membre du Workers Party Van Gelderen rencontra au début de 1944 à Naples le principal dirigeant des trotskystes italiens, **Nicola Di Bartolomeo**, qui militait alors au PSIUP reconstitué et sa jeunesse où circulaient les écrits du révolutionnaire russe.

Contrairement à la ligne successivement approuvée par les trotskystes italiens de se constituer en parti indépendant, le Parti ouvrier communiste (POC), van Gelderen continua de donner son appui, mettant en contact Di Bartolomeo et ses camarades avec les regroupements à la gauche du PCI. Ses mouvements étant facilités par son grade de caporal, van Gelderen rencontra Bordiga (« *une dynamo humaine* »), et les dirigeants de la fraction de gauche des communistes et des socialistes, comme **Enrico Russo** et les frères **Villope** et ceux du Centre Marxiste d'Italie.

La deuxième vague : vers une dualité de pouvoir

Les 16-17 août commença une nouvelle vague de grèves. On retrouvait, dans les rues des centres urbains, des chars armés et des patrouilles, mais, comme le dit un rapport interne du PCI « *Cela excite encore plus les ouvriers et la population* ».

Les ouvriers parlaient ouvertement de soviets ou de Conseils ouvriers. La radicalité de ce mouvement alarma tout le monde. Le 19 la grève était générale. Dans de nombreuses villes y participaient aussi des employés, des artisans et des

commerçants. Le sommet du mouvement continuait à être à Turin, où se formaient des embryons de milices ouvrières.

Les Alpains aussi, refusant d'obéir aux ordres de leurs supérieurs, incitaient les ouvriers à faire grève. Le gouvernement avait l'œil sur d'importantes négociations en cours pour l'armistice qui devaient être suivies de manifestations de rue et prièrent les nouveaux responsables syndicaux de calmer les ouvriers.

Buozzi et Roveda arrivèrent à Turin le 20 août dans un avion ministériel et donnèrent l'assurance que le gouvernement avait rapidement reconnu la Commission interne et que l'armée allait être placée loin des usines. De très nombreux détenus politiques furent libérés dans la dernière décennie d'août sous la poussée du mouvement insurrectionnel. Ce que l'on peut affirmer avec certitude, c'est que le gouvernement Badoglio a reçu là une bouteille d'oxygène de l'embrassade des dirigeants de l'antifascisme ouvrier.

Badoglio et ses conseillers sont partis du souvenir de la conduite politique de ces dirigeants réformistes de la CGL pendant le « *Biennio rosso* ». Le PCI et le PSI ont clairement montré leur nature de défenseurs de l'ordre capitaliste. La lutte et les revendications ouvrières tendant à créer une dualité de pouvoir devaient être ramenées sur le terrain de la légalité bourgeoise. Mieux vaut arracher au gouvernement la Commission interne, en maintenant ses fonctions sur un terrain purement syndical plutôt que de voir surgir de bas conseils ouvriers, embryons d'un pouvoir ouvrier. Le protocole officiel pour le rétablissement des Commissions internes fut signé par le gouvernement et les syndicats le 2 septembre quand les généraux préparaient déjà leur fuite.

L'armistice du 8 septembre

Ce fut l'écroulement total de l'appareil d'Etat bourgeois. Badoglio chercha à maintenir la continuité juridique et un peu plus que le morceau brindisien de la péninsule. PSIUP et PCI, au lieu de développer une propagande cherchant à briser l'armée sur une base de classe ont misé sur tous les généraux badogliens. Ces derniers, au moment décisif, ont suivi leur précis instinct de classe et ont refusé de remettre les armes aux travailleurs pour se mettre d'accord avec les hiérarques avant de s'enfuir. Seuls quelques officiers subalternes s'unirent aux travailleurs et aux étudiants. Nous sommes aujourd'hui au courant des désertions

continuelles qui ont frappé les troupes allemandes à partir du 8 septembre. Cela résulte clairement d'un rapport du PCI de septembre 1943 où l'on peut lire :

« D'une sorte d'enquête et de constatations, il résulte que les soldats allemands sont hostiles aux SS, qu'ils sont las de la guerre et que beaucoup sont démoralisés ; que de petits groupes de soldats allemands cherchent des vêtements civils pour désertir, ou s'ils l'ont déjà fait tentent d'aborder cordialement la population surtout dans les usines et les soldats allemands s'approchent des ouvriers – comportement typique dans l'aéronautique, où on abandonne un moment le poste de garde et les armes pour commencer à parler avec les ouvriers pendant qu'ils mangent ou travaillent ».

Le groupe *Bandiera rossa* de Milan, la *Frazione* de Naples et le Partito Comunista internazionalista de **Damen** et **Jack**, vieux partisans de la Sinistra comunista, furent pratiquement les seules voix qui s'abstinrent de la « *chasse à l'Allemand* » et firent en direction des soldats de la Wehrmacht une propagande de classe.

Les directions socialiste et communiste sondèrent les commandements territoriaux pour que le peuple puisse recevoir des armes. Dans un mémoire du 30 août au CC des oppositions et au gouvernement, la direction du PCI définit le caractère qu'elle entendait donner à la lutte qui se profilait :

« Organiser la collaboration armée de l'armée et de la population en procédant à la formation et à l'armement d'unités populaires qui, reprenant les glorieuses traditions garibaldiennes du Risorgimento, donnent à la guerre un caractère clair et précis de libération et d'indépendance nationale ; stabiliser dans toutes les localités contacts et accords entre le commandement militaire et les représentants du Front national pour faire face à toutes les exigences de la lutte ».

La ligne d'unité nationale pratiquée pendant les « 45 jours » posa les bases de la formation de nombreux groupes d'opposition de gauche dans le PCI et le PSIUP. A Rome commença à se structurer *Bandiera rossa*, organe du Mouvement communiste d'Italie, dont les militants participaient activement à la défense de Rome. Dans un tract diffusé le 14 août, probablement du MCd'I, il y avait une comparaison entre Badoglio et Kerensky, affirmant que le gouvernement devait « *recourir aux vieilles cariatides de la démocratie et demander l'aide de la social-démocratie dans la tentative d'étouffer le*

mouvement qui étouffe les masses ouvrières ». Le tract se terminait par « *Vive la révolution prolétarienne !* »

A Turin, un groupe important d'ouvriers de la FIAT liés au PCI s'opposa d'abord à la ligne de collaboration de classe suivie pendant les « 45 jours » et ensuite à la décision du départ pour « *la montagne* » de presque tout le comité fédéral turinois du PCI. Au début, il se présentait comme « *un courant critique* » à l'intérieur du PCI, mais, en décembre 1943, ils lancèrent *Stella rossa*, organe du Parti communiste intégral, qui arriva à compter à Turin plus de 2000 membres, presque tous ouvriers, avant de confluer de nouveau avec le PCI en juillet 1944. En octobre 43, la gauche du PSIUP, sous la direction du vice-secrétaire **Carlo Andreoni** des « Jeunes Turcs » présenta à l'exécutif du parti un ordre du jour dans lequel était critiquée la politique suivie pendant les « 45 jours » parce que « *les trois partis de droite ont réussi de façon brillante à paralyser ou au moins embrouiller la gauche dans une stérile collaboration politique, dans laquelle la gauche était la seule à faire des concessions* ». Il qualifiait de *Concordia discors* le rapport entre le Comité des Oppositions et le gouvernement Badoglio et s'en prenait à la politique « *patriotarde* » du PCI. L'absence d'une formation trotskyste organisée pendant les mois étudiés a fait un mal énorme à la formation d'un parti révolutionnaire. Les militants trotskystes italiens étaient au *confino* ou dans une prison italienne ou française, isolés et persécutés par les staliniens. Mais ils faisaient peur. **Pietro Tresso (Blasco)**, le plus grand militant trotskyste italien, ami de Gramsci, fut assassiné en octobre 1943, avec trois de ses camarades après une évasion de masse de la prison du Puy-en-Velay. On peut imaginer que son retour en Italie au bord de la révolution préoccupait le Kremlin et les réformistes de toutes couleurs présents en Italie.

**Christian Castillo
Freddy Lizarraque**

Les moments de « tournant historique » du mouvement ouvrier argentin

Il a existé dans l'histoire argentine trois processus qui ont culminé dans des changements qualitatifs de la composition, et de la direction de la classe ouvrière.

Toutes les fois a été exposée la possibilité d'un tournant historique, jusqu'à l'indépendance totale de la classe ouvrière, jusqu'à l'apparition d'un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire. Nous voulons signaler de façon synthétique les traits essentiels de chacun, pour montrer comment ont mûri les conditions pour la naissance d'une direction révolutionnaire et le pourquoi de ses échecs ou défaites (...).

Nous abordons chacun de ces processus à trois niveaux d'analyse, dont chacun a ses propres temps de maturation, bien qu'il y ait une constante interaction en permanence :

a) celui de la lutte de classes, communément appelé moment de montée ou de recul et de la combativité ouvrière et celle du peuple pauvre.

b) celui de la maturation de secteurs avancés, produit des expériences pratiques de lutte et la cristallisation en organisations syndicales, « sociales » ou

politiques, et de l'influence de phénomènes politiques nationaux et internationaux.

c) la formation et le développement du parti marxiste révolutionnaire, à partir de ces noyaux initiaux, groupes et tendances.

Le mouvement ouvrier des origines

Le premier processus commence à la fin du XIXème-début du XXème, à partir de l'organisation de syndicats de métier dans les industries et services qui naissent comme auxiliaires de ce pays agro-exportateur.

Il a compté deux grandes montées. Une vague de luttes ouvrières commence avec la première grève générale de 1902 et culmine avec la défaite du centenaire (1910). C'est une montée très combative avec en permanence de violents affrontements et l'appel à sept grèves générales, dont quatre ont été totales. Après une période de reflux, commence en 1916 une nouvelle montée. La victoire de la révolution russe en 1917 a un fort impact. Partie d'une montée qui parcourt de vastes régions de la planète, la vague de luttes a, en Argentine, ses expressions les plus accomplies dans la grève générale aux caractères insurrectionnels de janvier 1919, connu comme la Semaine Tragique dans la ville de Buenos Aires qui avait alors une forte composition prolétarienne : elle culmine avec des centaines de morts, détentions, persécutions et déclenche des luttes de soutien en différents points du pays, et les impressionnantes luttes des ouvriers agricoles de Patagonie (que Osvaldo Bayer immortalisera dans son livre *Les vengeurs de la Patagonie tragique*) et la grève des ouvriers des arbres de fer, La Forestal, toutes les deux au commencement de la décennie des années 20.

La dernière montée a lieu sous le gouvernement radical d'Hipolito Yrigoyen, et fut un élément de renforcement du régime bourgeois, car, avec le radicalisme, la bourgeoisie rurale, les classes moyennes et secteurs de la classe ouvrière s'engagèrent dans une conciliation avec l'oligarchie, à partir de la restauration du suffrage universel (loi Sáenz Peña 1912). La période d'affrontement des classes moyennes avec le régime oligarchique, qui va, « depuis les révolutions civico-militaires » qu'exprime le radicalisme (1905 et autres), jusqu'aux grands soulèvements agraires, avec le cri d'Alcorta comme nœud historique en 1912, avait été dans une certaine mesure canalisés avec le processus d'intégration du radicalisme qui culmine avec l'accès d'Hipolito

Yrigoyen à la présidence en 1916. Avec la classe ouvrière, Yrigoyen combinait une politique de négociation avec certains secteurs, en même temps qu'une répression brutale contre les franges plus combattives (il a réprimé à feu et à sang les grandes luttes que nous avons mentionnées ci-dessus) et maintint les lois de Résidence et de Défense sociale, adoptées au début du siècle, qui permettaient de déporter les dirigeants et militants ouvriers et de gauche, nombre d'entre eux étant des immigrants, inclus sur simple soupçon.

Sur le terrain de l'organisation des premiers syndicats de métier, des journaux et associations ouvrières, on en vient à la fondation de la FOA (Fédération Obrera Argentina) en 1905. Sous la direction des anarchistes en 1905, lors du 5ème congrès, elle adopte les principes de lutte de classes, grève générale, « *communisme anarchiste* » et l'internationalisme. L'anarchisme du début de siècle étant un phénomène avec beaucoup de traits populistes, qui influençait non seulement les syndicats mais de larges milieux intellectuels et les couches paupérisées de la société, et exprimait les secteurs les plus révolutionnaires de la classe ouvrière, formée essentiellement d'immigrés qui avaient fui leur pays d'Europe, non seulement par faim mais aussi à cause de leurs activités politiques. L'aile la plus conciliatrice et minoritaire du mouvement ouvrier était constituée par les socialistes qui fondèrent en 1903 l'UOT, plus tard gagnée par les « syndicalistes ». Ce parti socialiste avait un poids politique à Buenos Aires, mais à sa direction pesaient les tendances les plus réformistes de la IIème Internationale.

Le mouvement ouvrier surgit comme mouvement ouvrier avec prédominance des tendances révolutionnaires pas intégrées au régime. Pourtant dans les événements décisifs comme la Semaine Tragique, la centrale ouvrière majoritaire, était déjà la FORA IXème congrès (1914) dirigée par les syndicalistes et les socialistes par opposition à la FORA Vème congrès des anarchistes. Les premiers jouaient un rôle ouvertement conciliateur avec le gouvernement, négociant la fin de la grève générale. La politique plus combattive et révolutionnaire mais profondément sectaire de la FORA Vème congrès n'était pas une alternative.

C'est dans ce développement qu'est né le parti communiste à partir de l'aile gauche du Partido Socialista Internationnal, devenu ensuite Parti Communiste. Mais ni au PC ni chez les anarchistes combattifs, n'apparut une

organisation synthétisant les meilleures expériences du prolétariat argentin et international, susceptible de jouer en Argentine le rôle des bolchevistes en Russie. Le parti Communiste est né comme un parti « *centriste* ». Son adhésion à la IIIème Internationale ne signifiait pas qu'il surmontait de façon dialectique tout ce qui était avancé et venait de l'anarchisme. Par exemple, devant des événements historiques comme la Semaine Tragique, non seulement il agit subordonné à la FORA IXème congrès qui trahissait la lutte, mais sa direction, ensuite, ne sut pas tirer les leçons révolutionnaires à partir d'un bilan critique de ces événements. Le PC argentin suivra, dans les années à venir, le cours de stalinisation de la grande majorité de PC du monde dans la seconde moitié des années 20 et les années 30.

Le second processus commence à se manifester dans la décennie des années 30, à la chaleur du processus de pseudo-industrialisation (ce qu'on appelait la « *substitution d'importations* »). Dans le cadre de « *la grande dépression mondiale* », on voit s'accélérer la décadence de l'Angleterre, métropole hégémonique en Argentine et les Etats-Unis commencent à lui disputer ses domaines à la fin des années 30. Après le « *Golpe* » de 1930, le radicalisme est proscrit par la fraude électorale et cela pousse des franges des classes moyennes à l'opposition, et certains de leurs secteurs se rapprochent de la classe ouvrière et de la conscience de l'état de dépendance de la nation (comme l'exprime le groupe Forjà).

En ces années, il se développe dans les grandes industries et la construction, une nouvelle classe ouvrière qui mélangea le vieux mouvement ouvrier avec des travailleurs venant de la campagne, sans tradition politique. Apparaissent alors les syndicats d'industrie centralement nationalisés, comme ceux de la construction et de la viande où le PC a un grand poids, bien qu'en général il soit minoritaire dans le mouvement ouvrier dirigé par les syndicalistes (que dirigent les plus importants, ceux des cheminots) et les socialistes. Les nouveaux syndicats surgissent à la chaleur des grandes luttes comme celles de la construction, qui commence en octobre 1935 et dure jusqu'en janvier 1936, quand éclate à Buenos Aires une grève générale avec des caractères insurrectionnels. Peu de mois après cette grève, la CGT se réunifie avec une plate-forme soutenant « *la lutte de classes* ». Mais le PC, sous la pression du giron stalinien et de la politique dictée par la IIIème Internationale

bureaucratisée, vers la politique des Fronts Populaires, va vers une politique de suivisme des radicaux. Mais dans les brèches ouvertes dans les classes dominantes par l’alignement international et l’illégitimité du régime de la « *décennie infâme* » surgit un moment convulsif que le mouvement ouvrier argentin aurait pu mettre à profit pour apparaître de façon indépendante, les directions des centrales se divisent et se subordonnent aux différentes fractions bourgeoises en lutte, et, dès 1941, le PC s’aligne sur l’aile pro-nord-Américaine.

Aussi, avec le succès économique que connaît le pays, du fait de son rôle d’exportateur de produits alimentaires pendant la deuxième Guerre Mondiale, les conditions qui ont permis au Général Perón de construire son mouvement sur la base de concessions importantes au mouvement ouvrier, empêchant d’aboutir l’éphémère tentative de construire un parti politique propre des travailleurs (le Partido Laborista de **Cipriano Reyes**).

Pour la subordination des organisations ouvrières à un secteur bourgeois, on peut caractériser le péronisme comme Trotsky à défini l’APRA du Pérou ou le cardénisme mexicain : un front populaire à forme de parti. La trahison du PC dans les luttes des métallos en 1942, la grande grève de la viande de 1943, puis sa participation à l’union démocratique dirigée par l’ambassadeur nord-américain, adversaire du péronisme, ont été des exemples de la façon dont la politique du PC a favorisé la montée du péronisme. Ainsi se trouvèrent coupées les tendances à la maturation d’un mouvement ouvrier de classe, à partir du 17 octobre 1945 et de la victoire de Perón en 46, un mouvement ouvrier nouveau entra pleinement dans la vie politique nationale, élevant le niveau de syndicalisation et réalisant d’énormes conquêtes, mais dont les organisations restaient subordonnées à l’Etat et au nationalisme bourgeois. Les noyaux qui se considéraient comme trotskystes à l’époque étaient minuscules, fragmentés par une vie politique erratique, bien qu’ils combattissent le gorillisme du PC et commencèrent à avoir des rapports avec certains secteurs de la classe ouvrière.

Les « septentistes » et leurs origines

Le mouvement ouvrier qui sera le protagoniste de la montée révolutionnaire ouverte avec le **Cardobazo** de 69 et clos avec le coup militaire de 76, s’est forgé dans les expériences de la lutte et de l’organisation contre les divers gouvernements civils et militaires que nous avons appelés « *Le régime*

libérateur », inauguré par le coup pro-yankee de 1955 qui renversa Perón. Au milieu du « *ballotage hégémonique* » entre les fractions bourgeoises qui s'affrontaient, avec le péronisme proscrit, le mouvement ouvrier, sans jamais rompre avec Perón, anima une foule de luttes qui rompaient avec les lois du régime et ont fait naître des organisations et des franges de militants, avec des éléments d'autonomie de classe.

Une première montée, « *la résistance péroniste* », se produisit entre 56 et 59, culminant cette année avec la défaite de la grève et de l'occupation du Frigorifique Lisandro de la Torre, qui avait motivé la grève générale de soutien et des combats de rue avec la police dans les zones de la cité de Buenos Aires. Dans ce processus ont surgi les 62 organisations qui, à l'origine, se basaient sur la participation directe du militantisme le plus combatif des principales usines de la capitale et du Grand Buenos Aires.

De 59 à 69, ce furent des années de recul d'ensemble bien qu'il y ait eût des actions de grande envergure comme le Plan de Lutte de la CGT de 64, et des grèves dures comme celle des ouvriers des ports de 66, celle des ouvriers du sucre du Nord, des pétroliers en 68 etc. Pendant ces années, des franges des classes moyennes qui avaient été furieusement antipéronistes et avaient appuyé le groupe des « fusilleurs », commencent à aller à gauche sous l'influence de la révolution cubaine et de la crise du frondizisme sous le coup d'Onganía en 66, les mouvements des étudiants et de la jeunesse se radicalisent et prennent de l'influence dans les tendances d'avant-garde à la gauche des réformistes du PC, comme les maoïstes qui rompent avec le PC en 67 et les tendances guérilléristes.

Le courant dirigé par **Nahuel Moreno** qui se réclamait du trotskysme, mena une politique centriste. En premier lieu, il pratique l'entrisme dans le péronisme à travers **Palabro Ohrera**, qui, les premières années lui permit de se mettre en contact avec les meilleurs de l'avant-garde ouvrière péroniste de cette époque, mais qui se prolongea jusqu'en 64, quand déjà les tendances plus progressistes de la première montée (55-59) avaient disparu, et ensuite l'adaptation politique au péronisme (de laquelle existaient déjà de forts symptômes) était inévitable. En second lieu, en 65 elle se fonda à côté du courant de Roberto Santucho, le PRT, parti à mi-chemin entre trotskysme et guérillérisme généraliste qui se disloqua en 67.

L'étape mondiale de montée ouverte avec le Mai français de 68, s'est exprimée dans notre pays dans la montée révolutionnaire la plus colossale de son histoire. Le mouvement ouvrier appuyé par la jeunesse participa à de multiples actions de masses, dont les grands moments sont :

a) le Cordobazo, les deux Rosariozos de 69 et autres insurrections locales, où les syndicats ouvriers combattifs, très appuyés par des grèves générales fréquentes, ont pris la tête des classes moyennes et des étudiants dans « *les luttes de rues* » affrontant et souvent l'emportant sur la police.

b) Le viborazo de 71, où, pour la première fois depuis l'apparition du péronisme, des syndicats de classe comme SITRAC et SITRAM ont joué un rôle dirigeant dans une semi-insurrection dans une ville de l'importance de Cordoba, avec un programme ouvrier indépendant et en alliance avec les autres secteurs opprimés.

c) Avec la chute de la dictature et la victoire de Camporraz en mai 1973, le **Devotazo** impose la libération de tous les prisonniers politiques et on assiste à une vague énorme de prises de fabriques, établissements, institutions publiques, collèges secondaires etc., qui exigent le renvoi des anciennes autorités publiques et des revendications propres.

d) Malgré la défaite du premier « classisme » en 71 avec la prise militaire de la FIAT et le tournant de Perón qui conclut un Pacte social avec toutes les ailes de la bureaucratie, la grande grève des ouvriers métallurgistes de Villa Constitución en 74 (**le Villazo**), revint à la tradition du classisme et se transforma en nouveau pôle de référence pour les secteurs du mouvement ouvrier tendant à rompre avec le péronisme. Il manquait 4 000 policiers et gendarmes pour appliquer l'ordre signé Isabel Perón, et les principaux ministres d'intervenir à la « UOM » et d'imposer la défaite (résistance de 59 jours d'une grève organisée clandestinement). D'autres grèves ouvrières montrèrent des éléments très avancés comme la prise de fabrique avec contrôle ouvrier de la production des ouvriers de la pétrochimie de PAS A (San Lorenzo) et de nombreuses prises d'usines avec otages.

e) en juin et juillet 75, au cœur de la triple A, au cours du processus qui culminera avec l'énorme grève générale contre le plan Rodrigo (**le Rodrigazo**),

surgissent les comités inter-usines du Grand Buenos-Aires, rassemblant Commissions internes, syndicats et organismes de base par régions, exprimant une claire tendance à l'apparition d'organismes de type soviétique. Ce fut le point le plus avancé par son caractère massif et son organisation de l'affrontement de la classe ouvrière avec le gouvernement péroniste.

Les classes moyennes à cette étape ont oscillé entre l'opposition ouverte et active au régime militaire jusqu'en 73 (confluant dans la lutte avec le mouvement ouvrier et fournissant des milliers de militants, étudiants, intellectuels, professionnels etc, aux courants qui se voulaient révolutionnaires et aux groupes guerilleros ERP et Montoneros), un moment conservateur en 74, retour à l'opposition dans le Rodrigazo et tournant à droite contre « *le chaos* » à la fin de 75 et en 76, qui mène de larges secteurs à appuyer en fait le groupe militaire génocide (un trauma de la classe moyenne qui a duré jusqu'à nos jours).

Dans ce processus hautement convulsif, on a vu grandir de façon vertigineuse les tendances à la rupture à gauche de la domination syndicale péroniste sur le mouvement ouvrier. Néanmoins les courants guerilleros, tant de la gauche péroniste, (Montoneros, FAP etc.) que « marxistes » (ERP), l'un et l'autre ennemis de l'auto-organisation ouvrière en lutte pour un programme qui permettrait de battre la bureaucratie syndicale, conquérir l'indépendance politique nécessaire pour donner l'hégémonie à l'alliance ouvrière et paysanne, lutter pour un gouvernement des travailleurs et organiser leurs propres milices ouvrières. Les courants guerilléristes ont répandu dans l'avant-garde une confusion politique énorme, alimentée par la politique centriste des courants qui se voulaient trotskystes (qui n'ont jamais eu de stratégie dans cette période, plus loin des batailles partielles correctes, le développement des tendances à l'auto-organisation et aux milices ouvrières) comme le PST et le POL (qui a empêché de surmonter le péronisme de façon révolutionnaire, avant le coup militaire).

Le génocide de l'avant-garde ouvrière, jeunes et intellectuels, perpétré par la dictature, a non seulement liquidé physiquement le meilleur de l'avant-garde de ces ouvriers, mais dans une certaine mesure, préservé le péronisme et le radicalisme aux yeux des masses, en les transformant en partis de « persécutés ».

La décennie 80

Les années 80 ont été des années où l'on a vécu les montées des luttes ouvrières et populaires, mais dans le cadre d'une étape marquée par la défaite physique de l'avant-garde ouvrière et de gauche, du coup de 76 et la défaite nationale face à l'impérialisme anglo-nord-américain, dans la guerre des Malouines de 82.

Dans les différentes périodes de montées (la crise révolutionnaire de la chute de la dictature 82-83, et de 87 à 91, pour ne nommer que les plus importantes), se sont combinées les luttes des travailleurs de différents groupements, 14 grèves générales (dont beaucoup avec un programme politique, comme celui de 86 qui exigeait le report de la dette externe) et des luttes démocratiques pour le châtiment des militaires génocides (la plus importante fut la Semaine Sainte de 87), avec la participation de larges couches des classes moyennes. Après l'instauration du régime démocratique bourgeois à la fin de 83, aucune de ces luttes n'est arrivée en ces années à vaincre ses limites. Néanmoins, l'offensive redoublée de l'impérialisme et la transformation de l'UCR et du PJ en simples exécutants des plans du FMI, ont fait apparaître deux grands partis de gauche, le MAS et le PC (après une tentative éphémère au centre gauche, le PI), on ne pouvait pas attendre grand chose du PC réformiste. Mais le MAS, qui se considérait comme trotskyste, loin de profiter de l'afflux des travailleurs et jeunes, après avoir gagné la direction de dizaines de commissions internes de fabriques et établissements et de différents secteurs syndicaux, ainsi qu'une grande influence dans le mouvement étudiant, pour préparer les futurs événements révolutionnaires, s'adapta au régime bourgeois démocratique et à ses routines électorales (formant le Front Populaire puis la gauche unie, avec le PC), syndicales étudiantes et perdit toute perspective « *internationaliste* ».

Nous qui avons quitté le MAS pour former le PTS en 88, nous avons été exclus pour avoir signalé cette politique centriste, non révolutionnaire. Cette débilite stratégique du MAS a été mise en pleine lumière par la crise de 89-91, où la bourgeoisie, grâce à l'hyperinflation, a porté un coup terrible à la classe ouvrière, profitant du marasme pour imposer les privatisations et créer les conditions pour le cycle de croissance économique sous **Menem**. La défaite avec

les ricochets des platras du Mur de Berlin qui tombaient sur son allié électoral stalinien, l'a fait éclater en plusieurs groupes, dont les principaux sont aujourd'hui le MAS et le MTS, partis qui, dans toute la décennie 90, ont refusé de faire le bilan approfondi et révolutionnaire de l'expérience du MAS des années 80, réaffirmant ainsi leur caractère centriste.

Nous, les trotskystes du PTS, avons systématiquement proposé de faire le bilan critique des expériences de la classe ouvrière et du rôle de la gauche, pour mettre à l'épreuve de l'histoire nationale et internationale, la théorie programmée du marxisme révolutionnaire. C'est l'unique façon de créer des bases solides pour lutter pour que le nouveau tournant historique qui apparaît devant le mouvement ouvrier argentin, se développe dans un sens révolutionnaire, unique garantie de victoire.

Ceux qui n'apprennent rien de l'histoire sont condamnés à la recommencer.

Pierre Broué

**Du nouveau sur la Guerre d'Espagne :
documents russes publiés aux Etats-Unis
Compte rendu de livre documentaire sur l'Espagne**

Spain Betrayed. The Soviet Union in the Spanish Civil War.

*Edited by Ronald Radosh, Mary R. Habeck et Grigory Sevostianov.
Yale University Press, New Haven et Londres, 2001.*

J'ai été agréablement surpris par l'hommage rendu dans ce gros travail, par des historiens qui ont bénéficié d'archives, à d'autres, qui ont défriché en faisant de l'histoire sans archives. Ils écrivent : « *Le fait que nos découvertes confirment leurs recherches ne fait qu'augmenter le respect que nous avons pour ceux qui ont tant trouvé sans avoir eu accès aux informations qui sont à notre disposition* ».

J'ai été moins agréablement surpris en découvrant qu'il manque dans ce recueil les documents d'archives importants que j'ai consultés, ceux des responsables de l'Internationale communiste, **Dimitrov**, **Manouilsky**, **Stepanov**, **Gerö**...

Ont-ils été retirés de la liste des documents accessibles ? Si oui, il eût fallu le dire. On connaît en effet, par mon livre *Staline et la Révolution*, leur contenu

ainsi que des extraits. Mais ce livre ne figurant pas dans la bibliographie, je suppose que les présentateurs ne connaissent que mes travaux anciens, non celui qui repose sur les archives fraîchement ouvertes, mais n'a pas été traduit aux USA. Dommage.

D'autant que nos auteurs se seraient aperçus qu'il n'y avait pas lieu d'envoyer des fleurs à l'équipe Courtois, qui n'a rien découvert, seulement collecté des droits grâce à l'accès aux archives, caricaturé l'histoire au lieu de l'expliquer, additionné des données sans les analyser. Mais eux ont été traduits aux USA.

J'ai également été surpris du peu de documents venant de Moscou. Car on sait que la politique espagnole de l'URSS y a été élaborée et que, dans ce qui venait de Moscou, hommes ou écrits, la part de l'OGPU et du GRU est plus grosse que celle des dirigeants politiques ou des chefs militaires.

Dernière critique méthodologique. On peut pardonner aux présentateurs l'idée saugrenue de translittérer du russe en français le nom français d'un collaborateur peu connu de Marty. Et d'avoir baptisé **André Essler** un homme que tous les travaux sur les Brigades appellent par son nom d'**André Heussler** ! Et pourquoi ne pas vérifier sur des dictionnaires que c'est **La Roque** et non La Roque, **Zaïsser** et non Zeïsser ?

Mais au-delà de ces étourderies, il y a une grave négligence : on veut désigner par son nom le général polonais **Walter**. S'imagine-t-on qu'il suffit de translittérer du russe en anglais ce nom translittéré du polonais au russe ? **Karol Swierczewski** subit du coup le ridicule de devenir **Korol Svechersky**. Et ne parlons pas de la Brigade *Galan, Galano, Galana* et même *Galanova* !

Il ne faut pas s'en tenir à ces négligences. Ce travail a bénéficié de moyens considérables, l'équipe de Yale a mené à bien un travail titanesque, et il serait injuste qu'il ne soit pas finalement pleinement reconnu. Mais il mérite bien des critiques.

Je commencerai par un reproche, sur un « *abus d'interprétation* ». La présentation explique :

« Quelques chercheurs, comme Pierre Broué et Emile Témime, ont cru sur la ligne du parti que les communistes étaient en vérité les "champions de la modération et de la loyauté au régime républicain" [...] La plupart des autres ont pensé que la

raison première de ce changement de cours, réel ou seulement apparent, était le désir de gagner les démocraties occidentales en apaisant leurs craintes quant à la nature du gouvernement espagnol ».

Je pense qu'il est impossible d'opposer une constatation à une explication. Mais il est surtout inacceptable d'amputer une partie de l'exposé des idées de ceux qu'on critique. Je répète qu'à mes yeux, en Espagne, ont joué la méfiance et l'hostilité des démocraties occidentales et celle de la bureaucratie stalinienne, préoccupée de préserver son pouvoir.

La révolution risquait d'empêcher le rapprochement que la diplomatie de Staline s'efforçait de conclure avec les Occidentaux. C'est pourquoi les communistes se sont faits « *les champions de la modération et de la loyauté au régime républicain* ».

La conclusion des auteurs sur ce petit débat est évidemment ambiguë, donne le sentiment peut-être injuste, qu'ils sont peu familiers avec l'histoire soviétique. Ainsi ils soulignent un texte de Moscou disant, qu'il s'agit de consolider la République, ajoutant qu'**après**, on verrait pour les questions concrètes. Un autre texte de Moscou dit que les communistes ont un immense intérêt à avoir en Espagne un régime démocratique.

Personne ne doute de l'intérêt qu'ils y avaient. Mais la question est : de quel prix pouvaient-ils payer la « *consolidation de la République* » ? Faire soi-même le ménage en pleine guerre civile ? C'est ce choix qui a été fait. L'entreprise était difficile. Moscou avait un gros retard sur la réalité. Il n'y avait plus d'armée de la République, et les journaux des PC montraient des soldats en uniforme comme s'ils étaient seuls à avoir livré les combats victorieux de Madrid et de Barcelone. Mais ces soldats-là avaient tué leurs officiers et rejoint les ouvriers en tenue de travail à l'assaut de leurs propres casernes.

A ce rapport de forces dans la rue s'ajoutait la faiblesse du PCE qui rendait l'intervention de Moscou dangereuse et, pour le moment, impossible. L'histoire de la politique du PC nous donne la clé. Dans le sillage de la 3^e période finissante, et de la radicalisation de la classe ouvrière espagnole en 1933-1934, n'avait-il pas lui-même baptisé Largo Caballero « *le Lénine espagnol* » ? C'est fini en 1936 : personne n'ignore que Lénine, ce sont les Soviets et la Dictature du Prolétariat et que Moscou n'en veut pas.

On ne peut pas ignorer l'*aura* révolutionnaire de **Francisco Largo Caballero** que ses critiques pro-PC croient déclinante. Mais, le balayant, ils balaient les acteurs, les ouvriers et les paysans espagnols. Des millions ont cru que Largo Caballero les menait à la victoire de la révolution et c'est pourquoi il était leur idole. Rappelez-vous l'inscription : « *Pour sauver l'Espagne du socialisme, votez communiste* » !

Les communistes, en 1936, ne veulent pas, « *pour le moment* », assurent nos auteurs, la révolution qui risquait d'empêcher le rapprochement que la diplomatie de Staline s'efforçait de conclure avec les Occidentaux. Ils ne voulaient pas d'un « *gouvernement ouvrier* » ou « *syndical* » Largo Caballero, parce qu'il aurait été un accélérateur de révolution et un épouvantail à démocraties. Ils voulaient un gouvernement bourgeois de Front populaire dont ils refusaient, au début, d'être membres, dirigé par un républicain bourgeois comme le **Dr Giral**. D'où ce que **Jacques Duclos** et **José Diaz** appellent la « *bataille perdue* » en septembre puisque Largo Caballero préside le gouvernement avec six de ses camarades des deux tendances du PS, quatre démocrates bourgeois républicains, dont Giral, et deux communistes : *un gouvernement bourgeois de front populaire, une nouveauté mais aussi un succès pour Moscou*.

Pendant que j'en suis à écrire un réquisitoire, tout amical, j'ajoute qu'il faut se méfier plus que ne le font les présentateurs, des stéréotypes de l'anticommunisme et de l'historiographie de droite. Pour eux, **André Marty** est le prototype du stalinien immobiliste et borné. On lui attribue tous les textes non signés inspirés par cet esprit. Or il est clair que c'est l'un de ceux qui voient le mieux l'Espagne telle qu'elle est et qu'il se tient à l'écart des schémas.

Par exemple il considère certaines réalisations anarchistes comme des conquêtes, ne traite pas les anarchistes de provocateurs, reconnaît leur puissance en Catalogne comme en Aragon, assure pourtant qu'il faudra en tenir compte jusqu'à la fin des combats car c'est un fait dont il dit qu'on ne peut pas l'écarter sommairement. Il emploie les noms de « *trotskyistes* » et de « *Nin* » sans les injures staliniennes rituelles. A l'exécutif de l'IC dont le PV n'est pas dans ce recueil, mais que j'ai cité dans mon livre, il se fait pour cela vertement rabrouer par **Trilisser-Moskvine**, l'homme de l'OGPU à la tête de l'Internationale.

Une dernière remarque historique. Sont-ce les Occidentaux qui, avec la Non-Intervention, ont fait des Espagnols les otages de l'aide russe ? C'est une façon de dire, mais n'oublions pas que les Russes, en essayant de contenir la révolution en Espagne, répondaient au désir de Londres et de Paris.

J'aurais aimé voir les présentateurs s'intéresser de plus près au « *tournant de Staline* », au passage de l'URSS de la Non-Intervention à l'aide à l'Espagne. Dans mon livre *Staline et la Révolution*, j'ai parlé de la campagne de presse de Radek, des rumeurs des ambassades suggérant que Staline frappe des opposants en les privant de la partie « *soutien à l'Espagne* » de leur programme politique, une affaire qui s'est terminée par le deuxième Procès de Moscou. Ces documents, je les ai vus et j'ai écrit leur importance en les citant.

La copie sur feuilles du livre envoyée en vue du compte-rendu est incomplète et il y manque des pages de notes. J'en suis désolé, car dans les autres, j'ai beaucoup appris déjà sur les conseillers.

Qui est *Cid* ? Etant donné l'importance de ses fonctions et l'ampleur de ses vues, son assurance, les dates qu'il indique, je tiens pour acquis qu'il s'agit d'*Orlov* : autrement, il serait impardonnable d'avoir fait un recueil de documents russes sur l'Espagne sans une contribution du corps qui se révéla décisif dans cette bataille de l'arrière, l'OGPU.

Un texte de *Iossif Ratner*, dont on nous assure que le pseudo était aussi *Juan*, est signé d'*Otto Steinbrück*. Je n'ai aucune confirmation ailleurs et souhaite que cela ne résulte pas d'une erreur. J'ai beaucoup cherché sur Steinbrück.

Je confirme sans hésitation ce qu'on découvre au passage, à savoir que *Pavel Ivanovitch* est le pseudo GRU courant de *Jan Berzine*. J'ai découvert en revanche qu'il était *Donizetti* dans les lettres de ses proches collaborateurs.

Enfin ce livre nous apprend les pseudos militaires en Espagne d'un certain nombre de conseillers. *Sebastian* était celui de *Grigori Stern*, dit aussi *Grigorevitch*, *Orsini* celui de *Kirill Ianson*. *Sancho* était *Vladimir Goriev*, *André*, *Iakov Smouchkiévitch* l'aviateur, *Lepanto* le marin *Nikolaï G. Kuznetsov*.

On voudra bien excuser les manies d'un vieil historien. J'aimerais, si possible, éclairer la personnalité des conseillers en donnant quelques éléments biographiques.

Le principal conseiller, le chef de la mission, était celui qui était à Moscou le général **Jan Karlovitch Berzine**, 46 ans en 1936. Fils de paysan, élève dans un séminaire pour enseignants, s'évade en 1905, participe à la révolution, adhère au parti bolchevique, sert chez les Partisans en 1905-6, arrêté pour avoir résisté à un raid de Cosaques en 1906 ; condamné à mort, grâcié à cause de son âge, arrêté de nouveau en 1911 et exilé en Sibérie, évadé en 1914, un an au front, déserte, ajusteur à Petrograd du comité du parti de Vyborg, puis Petrograd, 1917, organisateur des Gardes rouges lettons, puis chef de Partisans, commissaire politique de division en 1919, en décembre 1929 dans l'agence de renseignements de l'Armée rouge, son chef à partir de 1924 placé à la tête du futur GRU par Trotsky. Son vrai nom était **Peteris Kyuzis**. En Espagne il était pour l'extérieur le général **Grichine** et pour les camarades, **Pavel Ivanovitch** ou, mieux caché, **Donizetti**. Sacha Pantsov nous dit que, pour Staline, il était **Voronov**.

Aleksandr Matveevitch Nikonov avait 43 ans ; d'abord enseignant, il devient soldat pendant la guerre, guerroye sur le front de Lettonie puis devant Varsovie, intégré à l'état-major général comme technicien de l'information et des statistiques, commandant de brigade en 1935, il est le bras droit de Berzine et l'accompagne en Espagne.

Vladimir Efimovitch Goriev, Belarus d'origine, 36 ans, qu'on appelait « *le Vieux* », en signe d'amitié et d'admiration, était un ancien anarchiste-communiste, qui rejoignit le parti bolchevique à 18 ans en 1918, entra dans l'Armée rouge, y suivit une formation spéciale et devint l'un des spécialistes militaires de la Comintern, en Allemagne où il séjourna en 1920 et 1923, en Chine où il resta plusieurs années sous les noms de **Vysokogorets**, mais aussi **Gordon** et **Nikitine**. Il fut résident aux Etats-Unis pour le GRU pendant trois ans. A Madrid, il fut nommé attaché militaire auprès de l'ambassadeur **Rosenberg**, une simple couverture. On le vit sur tous les fronts, plein de bravoure et de sang-froid.

Otto Steindrück avait 43 ans. Il était né dans l'empire austro-hongrois d'une famille aisée. En 1917, capitaine et officier d'état-major, ce surdoué fut

gagné au communisme ; il rejoignit l'Armée rouge puis alla en Hongrie avec Béla Kun. En Allemagne en 1920, réclaté par le KPD en 1923, il réorganisa son *M-Apparat* (Appareil militaire), et servit au GRU et à l'OGPU. Il était considéré comme un « *as* » et un technicien militaire ultra-compétent. Il alla d'abord en Catalogne, puis au poste délicat près d'Asensio, qui refusait des « *conseillers* ». Son nom d'officier soviétique était **Iossif Ratner**, son nom d'espagnol, **Juan**.

La tâche de ces hommes est énorme. Au début du recueil, on trouve quelques rares textes de Moscou publiés dans ce travail. Ce sont les premières réactions au *pronunciamiento* et elles montrent que Moscou a déjà les idées très claires en ce qui concerne l'Espagne et que sa stratégie ne lui a pas été dictée par le coup d'état militaire. Une première dépêche, le 23 juillet, indique que l'essentiel est de préserver le Front populaire et ensuite de créer des alliances ouvrières et paysannes (ce qui est un peu obscur dans le contexte espagnol et les fameuses *Alianzas Obreras* des gens du POUM et des trotskystes). Mais ce sont les débris du passé.

Le 23 juillet un autre télégramme met en garde contre « *l'erreur fatale* » qui consisterait à déterminer des tâches en fonction de la création de soviets et de « *la dictature du prolétariat* » : il s'agit d'abord et avant tout de consolider la république et **après**, on résoudra des questions concrètes. Il est dit aussi que, « *pendant quelque temps* », il y a intérêt à avoir en Espagne un régime démocratique.

Quant au programme, il est clair. On est opposé aux milices, il faut créer une armée républicaine, il faut aussi partager toutes les grandes propriétés, sans indemnité pour les factieux et leurs alliés, contre indemnité pour les grands propriétaires qui défendraient la république.

Le 31 juillet, Moscou demande aux Espagnols d'obtenir de leur gouvernement une déclaration disant son attachement à l'ordre républicain, à la tolérance, garantissant les intérêts et l'inviolabilité des propriétés étrangères (il y a des capitaux anglais et français investis en Espagne).

Finalement, le 4 septembre, c'est le télégramme commun de **José Diaz**, secrétaire du PCE et de **Jacques Duclos** qui est allé le contrôler au nom de l'IC :

« En dépit de nos efforts nous n'avons pas pu empêcher un gouvernement Caballero. Nous avons réussi en mettant Giral comme ministre sans portefeuille

avec aussi un élargissement vers l'Esquerra de Catalogne et les nationalistes basques, des républicains de toutes nuances, quatre, trois socialistes de chaque tendance et deux communistes. La CNT fait une déclaration de soutien au gouvernement et participera au travail de la commission (...) Tout le monde insistait énormément sur la participation des communistes au nouveau gouvernement et il était impossible de l'éviter sans créer une situation très dangereuse ».

Le problème des grandes propriétés est parfaitement insoluble surtout face à des paysans organisés par la CNT. Les contradictions politiques sont terribles. Il faudrait épurer l'Etat et ses organismes remplis de complices des factieux. Qui peut le faire ?

Notons une surprise pour les historiens de l'Espagne ; nous avons tous cru que la fusion, le 25 juillet, du PC de Catalogne avec les autres partis socialistes, à l'exception du POUM, et la naissance du PSUC étaient une manifestation de la politique de Moscou. Il n'en est rien et en entrant dans ce jeu, le PC Catalan a commis une sérieuse faute et agi contre ses instructions. J'avoue ma surprise et ma perplexité. Je peux tout juste conjecturer que les dirigeants de l'IC pensaient que leurs gens du PCC allaient être en minorité dans le nouveau parti alors qu'ils s'en étaient assuré le contrôle en même temps que son adhésion à la Comintern.

Les conseillers voient l'Espagne

J'aurais souhaité que ce volume accorde plus d'importance aux gens de l'OGPU ou du GRU qui n'ont pas joué un rôle moindre que les militaires. Je voudrais profiter de l'occasion pour indiquer qu'on aurait apprécié une mention de deux spécialistes arrivés en 1937, **Iossif Romualdovitch Grigoulévitch (Grigulevicius)**, parrain du fils de **Santiago Carrillo**, épurateur des trotskystes dans les pays baltes et **Stanislas Vaupchassov**, épurateur en Biélorussie. Ces deux hommes ont été les tueurs les plus actifs et les plus adroits. Le premier a mis en place le mécanisme de l'assassinat de **Nin**, le deuxième aurait construit le crematorium, dans lequel les Soviétiques ont réussi à faire disparaître le gros des cadavres de leurs victimes.

Les conseillers militaires font des rapports confidentiels sur les questions politiques, étroitement liées aux questions militaires. Le centre de la bataille entre partis et organisations du Front populaire en 1936-37 est la lutte pour ou

contre le général **Asensio**, à qui Largo Caballero fait, disent ses adversaires, une confiance aveugle. Viennent ensuite l'état de l'armée, les positions et la disposition des anarchistes, parfois aussi des jugements sur les collègues russes, leur comportement, leurs initiatives, la manière dont ils sont ressentis.

Vladimir Goriev écrit un premier rapport le 25 septembre 1936. Pour lui, le parti communiste, qui mène une politique cohérente, commence à progresser à cause de la valeur de ses troupes et du nombre d'officiers qu'il a gagnés. Largo Caballero joue un jeu compliqué et dangereux, parlant de prise du pouvoir par le prolétariat, de dictature du prolétariat etc ; il essaie d'isoler les communistes. Goriev juge souhaitable de collaborer avec les raisonnables socialistes de droite de Prieto.

La question des anarchistes est « *spéciale* ». Leur influence en Catalogne est absolue et s'étend jusqu'à Valence. Ils contrôlent la CNT et « *il ne faut pas oublier qu'il y a avec eux des éléments qu'il faut attendre* ».

Relevons sa confiance :

« En tout cas, une lutte contre les anarchistes est absolument inévitable après la victoire sur les Blancs. Il y aura beaucoup de désaccords importants avec le groupe Largo Caballero qui, en cas de victoire, lancera toutes sortes de revendications "ultra-gauchistes" ».

La situation militaire est mauvaise car « *les Blancs* », comme il dit, ont une supériorité matérielle en armes lourdes, des officiers qualifiés et l'unité de commandement avec des troupes de choc valables, Marocains et Légion étrangère. Mais rien n'est perdu.

Il conclut :

« Il est impossible de prévoir comment tournera la situation sur les fronts mais ce serait faux de croire que c'est perdu. C'est très difficile mais ce n'est pas la fin, au contraire. L'enthousiasme est si grand, les masses de façon si écrasante du côté de la révolution que parler de la défaite serait un simple refus de comprendre la situation ».

Quelques semaines plus tard, le rapport de Goriev traite de ce qu'il appelle le conflit entre deux chefs militaires espagnols, le général **Asensio**, commandant de l'armée du Centre et le major **Estrada**, chef de l'état-major général, parle de « *situation impossible entre ces deux hommes* ». C'est le début du grave conflit entre le PC et Largo Caballero sous le prétexte de la présence du général. Goriev ne lance pas d'accusation de « *trahison* » contre Asensio, comme le feront les

politiques mais se demande s'il ne rêve pas de jouer les **Tchiang kaï-Chek**, en rassemblant tous les non-révolutionnaires du camp républicain.

Il est clair qu'il ne conteste pas à Asensio sa compétence de chef militaire mais plusieurs pensent qu'il ne joue pas le rôle que, selon lui, doit jouer un chef dans une situation comme celle-là, c'est-à-dire veiller à l'exécution des détails.

Les souvenirs hantent les « *conseillers* » soviétiques : ils ont visiblement en tête les chefs de l'Armée rouge pendant la guerre civile. Goriev, de toute évidence, a de la mémoire. Un peu plus tard, il se félicite de la création du corps des commissaires dont il pense qu'ils vont augmenter l'autorité du PC dans l'armée et propose une augmentation massive du nombre des « *conseillers* », l'aveu que les militaires russes souhaitent prendre en mains la direction réelle des opérations.

Il parle de la peine qu'il a à réfréner son envie de coller au mur les officiers qui sabotent « *impunément et sans trêve* » les mesures nécessaires et cite le général **Pozas**, récemment admis au PC, qui a fait arrêter **Lukacs** parce qu'il obéissait au chef d'état-major. Largo Caballero, ajoute-t-il, ne punit que les proches des communistes et des anarchistes, parce qu'avant tout, il enrage de voir ses troupes l'abandonner.

Un peu plus tard, alors que **S.F. Ouritsky**, successeur de Berzine à la tête du GRU, effectue une tournée en Espagne, le journaliste américain **Louis Fischer**, que Trotsky traite par ailleurs d'agent de l'OGPU, confie à Largo Caballero et répète à Fischer qu'il a « *les preuves* » de la « *trahison d'Asensio* »...

La campagne se poursuit, furieuses vagues de calomnies contre le général, visant en réalité le chef du gouvernement. Disons-le franchement, nous n'avons pas le sentiment que Goriev tende un piège à son adjoint Steindrück quand il l'affecte auprès d'Asensio. Il ne nous a jamais paru convaincu qu'il s'agissait d'un agent et en réalité, si l'on en croit Kléber, il était sceptique quant aux accusations lancées contre Asensio par ses camarades.

Steindrück, lui, écrit dans un rapport à Moscou une apologie de la Catalogne rouge et noire dont on peut imaginer l'effet qu'elle y produisit. De ce point de vue, son cas rappelle celui d'Antonov-Ovseenko qui commit la même erreur.

La vérité des grands chefs militaires soviétiques, très claire chez Goriev, est qu'ils ont été pris au jeu de la cause populaire espagnole et ont même souhaité des pouvoirs étendus pour la mener à la victoire. Voir la proposition faite début 1937 par Goriev de couper les liens entre Moscou et les conseillers et d'en faire des officiers servant le gouvernement espagnol, ce qui leur permettrait de décider en matière d'organisation du commandement, de pouvoir, des officiers, d'armement etc. C'était, bien entendu, un rêve éveillé.

Un autre aspect est saisissant dans les faits relatés par les lettres des chefs militaires : ces grands privilégiés sont une caste corrompue, vénale, pas très professionnelle. Des images cruelles nous donnent des instantanés sur l'aviateur noceur **Lopatine**, si fier de son pseudo de *Montenegro*, et surtout sur le général pillard **G.I. Kulik**, dit *Kupper*. Ces gens-là étaient en terre conquise et traitaient l'habitant comme du bétail. Certains s'en indignaient. D'autres comprenaient que la caste bureaucratique retrouve toujours ses raisons et sa façon de vivre.

Nous devons terminer en laissant de côté quelques-uns des textes les plus importants, les lettres et rapports d'**Antonov-Ovseenko**, ancien militaire, et ancien militant bolchevique, ancien trotskyste dont on peut suivre avec émotion les efforts pour échapper au gant de fer et avancer la cause du peuple, et cet extraordinaire **Kléber**, vaniteux et intempestif, mais un « *battant* » qui n'« *avoue pas* » et repart dans sa plaidoirie *pro domo* : « *Oui, mais j'ai fait ça parce que* »... Hallucinant, ils ne le tueront pas, et il est revenu du Goulag.... Tout cela et des centaines de pages encore sont à lire dans ce recueil de documents à qui on n'a fait de critiques sévères que parce que leur publication est importante.

Tout de même, pour les quelques dizaines de paralysés de la cervelle qui pensent encore Staline en héros de la Deuxième Guerre Mondiale, méditons le fait que l'OGPU n'a pas tué en Espagne le général pillard Kulik, mais qu'elle a rapatrié et tué les combattants de toutes les révolutions et de celle-là par-dessus le marché. Dans sa biographie récente de Staline, **Jean-Jacques Marie** apporte quelques précisions, sans référence de sources, sur ce qui a été reproché par Staline à Antonov-Ovseenko. Rien pour les autres : il ne doit pas y avoir de sources accessibles.

Décidément sur l'URSS et l'Espagne, le travail historique est loin d'être terminé.

Pierre Broué

La politique militaire du PC pendant la Guerre

J'appartiens à une génération pour laquelle la question de la lutte armée s'est posé très tôt et très fort : j'avais 18 ans en 1944 et j'étais entré à la fin de 1942 dans une organisation de « *Résistance* ».

Mais c'est aussi en 1944 que j'ai rejoint le PCI qui venait de réaliser son unification. J'étais une espèce rare. On avait plutôt vu l'évolution interne. À vrai dire, bien des camarades étaient surpris que je considère ma participation à la Résistance comme la préface à mon entrée dans la IV^e Internationale, que j'y voie progrès et non contradiction.

Mon camarade **Stéphane Just** me traita à ce sujet de « *conard* » et de « *patriotard* ». Il avait un profond mépris pour ceux qui avaient choisi la lutte armée et était assez représentatif des trotskystes et trotskysants qui, sans se préoccuper de ce que Trotsky avait proposé « *une politique militaire du prolétariat* », avaient adopté dans le conflit mondial une position véritablement neutraliste.

J'étais dans le maquis quand il était au STO dans une ferme allemande. En 1946 nous fumes dans la même organisation. C'est un peu plus tard que nous eûmes une violente algarade à propos d'un livre de **Georges Guingouin** dont je venais de rendre compte dans notre presse. Je me sentais proche de ce communiste que les staliniens ont cherché à déshonorer et à tuer, et que Stéphane traitait de « *social-patriote* ».

Je voudrais rendre compte ici de deux livres dont un au moins est ancien et qui n'ont rencontré que le silence du côté des médias. Ce sont deux livres à mi-chemin entre Histoire et Mémoires qui m'ont ramené à ce problème qui pourtant me tracassa moins que d'autres. L'un est de **Gérald Suberville** et a pour titre « *L'autre Résistance* », l'autre de **Guy Serbat**, « *La Politique militaire du PC en 1944-45* »

J'ai rencontré une fois Gérard Suberville qui me fut présenté par mon ami **Raoul**. J'ai beaucoup vu Guy Serbat qui, après la guerre, membre du PC, était élu du SNES, comme moi, mais dans une autre tendance, ce qui ne m'a pas empêché de l'apprécier énormément. Je n'ai jamais perdu totalement le contact avec lui et il m'a aidé dans mon enquête sur l'assassinat de Blasco car il avait très bien connu le sinistre **Sosso**, tueur stalinien, qu'il appelle dans son livre d'un autre des pseudos, **Guillemot**.

Le parcours de Suberville

Gérald Suberville était avocat stagiaire au début de la guerre. Il travailla ensuite en usine, puis entra à la fin de 1942 dans l'organisation *Combat*, plutôt gaulliste, et fut l'un de ceux qui conçurent puis organisèrent *l'Action ouvrière* rattachée aux MUR. Devenu **commandant Janvier** il commande les FFI de l'Hérault de mai à août 1944, puis les FFI à Béziers. Ensuite il a fait la guerre.

Il était très proche de son chef, **Gilbert de Chambrun**, dit **Carrel**, cet homme dont nous ne savons pas que, refusant de servir avec des hommes de Vichy, il arracha ses galons et passa un an dans une forteresse pour « *refus d'obéissance* ».

Son préfacier, **Jean Monod**, souligne que Suberville avait été frappé que les gens du peuple se regroupent autour de la Résistance et que pour lui, c'était par là « *que passait la vie révolutionnaire – qui se voulait alors communiste – en l'absence même de toute organisation formelle* ».

La Libération le bouleverse :

« la réinstallation de tout ce beau monde – toujours en place – vichystes couverts par les gaullistes, communistes complices quand le peuple menait sa guerre de libération ».

Et sur la lutte armée. « *Les FFI étaient tous du même bord du point de vue de la lutte des classes et tous espéraient une libération révolutionnaire* ».

Je ne vais pas raconter la guerre de Suberville mais seulement mentionner ses problèmes pendant la guerre. Il est membre de *l'Action ouvrière*, rattachée à une organisation « *bourgeoise* » de résistance. Mais il se sent et se veut communiste. Ce n'est pourtant pas sans mal qu'il réussit à en être membre, en avril 1944, tout en restant à *l'Action ouvrière* et y conservant ses responsabilités – pratique courante du PC, que personne n'a appelée alors « *entrisme* » !

Il constate tout de suite le rôle de l'appareil du PC qui surveille tous ses membres et en qui il voit « *un organisme tracassier* ». Et il s'indigne que les besoins de cette surveillance amènent la multiplication des fameuses « *bios* », biographies en clair dangereuses et qui coûteront cher. Il s'étend aussi sur la question « *évasions non autorisées* », véritable stigmatisme sur la clandestinité du

PC. Il a vu combien la sottise de cette disposition et de ceux qui la faisaient appliquer est dangereuse, mais sans doute pas encore qu'elles relèvent de la maladie policière du soupçon.

Ainsi, c'est par hasard qu'il apprend qu'une équipe de tueurs mandatés par le PC vient d'arriver à Béziers avec pour mission d'abattre son proche collaborateur, un magnifique combattant, le cheminot communiste **Auguste Sainte-Cluque** dit **Benoît**, qui, membre du parti, s'est évadé sans autorisation du PC du camp de Saint Sulpice. C'est de justesse qu'il le sauve.

Il sauve ce militant ouvrier des tueurs du parti, à deux doigts de son assassinat, tandis que les dirigeants, dans leur presse célèbrent les « *patrons patriotes* » et pose la question : combien n'ont pas été sauvés à temps ? Incontestablement, **Suberville** n'est pas le seul révolutionnaire dans le maquis de l'Hérault et l'Action ouvrière. Il nous parle longuement de l'apprenti cheminot **Grandidier**, du métallo **Largenton**, de la façon dont ils mènent le combat du peuple avec les ouvriers et la jeunesse. Il est de ces militaires qui défendent la création, dans toutes les unités, de Comités de soldats.

On comprend la peur de la bourgeoisie et de ses militaires de carrière, et ce responsable gaulliste qui tranche : « *à aucun prix une arme ne doit entrer chez les FTP* ». Très vite va apparaître un hiatus, puis un choc : ces jeunes gens armés sont du côté de ceux qui revendiquent et, ensemble, ils vont se heurter à ces gaullistes qui remplacent les vichystes.

Un vieux mineur du PC, aimé de ses camarades, estimé de la population, **Esprit Pioch** reprend dans l'enthousiasme de la libération le mot d'ordre qui l'a enthousiasmé pendant sa jeunesse et sa vie d'homme. Il réclame : « *La mine aux mineurs !* »

Or les nouvelles autorités, avec l'appui du PC et de la CGT, décident de placer les mines sous contrôle militaire : la décision provoque une explosion de colère chez les hommes qui ont une conscience communiste et croyaient que les leurs avaient vaincu. Les mineurs se mettent en grève contre la militarisation. Voilà Esprit Pioch dénoncé comme un contre-révolutionnaire par le bureaucrate **Etienne Fajon** qui prévient et menace : « *lancer actuellement le mot d'ordre d'aller au communisme, c'est agir en contre-révolutionnaire* », et Pioch se retrouve en prison.

Et puis il y a ce qu'on appelle la Libération avec un L majuscule. Suberville écrit :

« Que s'était-il passé ? ... Nous étions les troupes de l'insurrection. Nous nous mettions au service de l'insurrection et nous attendions des forces Ôpolitiques", le syndical, le parti, les comités de libération qu'ils fassent appel à nous. Et autour de nous, cela continuait simplement, le décor était repeint à neuf ».

Il passe en revue les problèmes et il n'en manque pas. L'épuration, la restauration d'une carte d'officiers, la déception de tous devant les destructions, la misère... et le marché noir, la dissolution du maquis, la peur des autorités face aux milices patriotiques.

Il s'interroge :

« Pourquoi donc, alors que l'appareil d'une vraie révolution tenant en main la situation et s'appuyant sur l'adhésion de larges masses, le consentement des autres – alors que l'ennemi de classe en tant que couche dirigeante, s'éclipsait –, comment l'escamotage de l'insurrection fut-il rendu possible ? »

Incontestablement, Suberville n'est pas le seul révolutionnaire dans le maquis de l'Hérault et dans l'AO. Pourtant, très vite il va y avoir un hiatus puis une porte close : ces jeunes gens armés sont du côté de ceux qui revendiquent et ensemble ils vont se heurter aux gaullistes qui ont remplacé les vichystes.

La réponse de Suberville à sa question est nette et catégorique : seul le PC permit cette deuxième divine surprise. La direction du PCF mit au service du gouvernement de Gaulle l'immense crédit dont elle jouissait et il ne se trouva dans les rangs des combattants personne pour mettre fondamentalement en cause cette politique.

La guerre de Serbat.

Guy Serbat, lui, est un jeune professeur agrégé de lettres de la même région puisqu'il a enseigné à Carcassonne. Après de brefs séjours dans des organisations qui ne réussissent pas à l'accrocher, le voilà en contact avec le PCF à Noël 1942. Il est déçu par sa première expérience avec un groupe de FTP qu'il a formé, puis il s'enthousiasme pour le groupe sérieux de Rodorre.

Sa vraie « *carrière* » de militaire communiste commence en 1943 où il devient responsable militaire de l'interrégion de Montpellier. Il a d'excellents rapports avec l'ancien brigadiste d'Espagne **Boris Guimpel** dit **Mailly** et les autres responsables de la zone sud **Jomard** (Valbonne) **Jacquot** (Larzac). A Toulouse il est subjugué par le Polonais **Jan Gerhard** (Viktor Bardach), un homme exceptionnel. A Limoges il apprend que l'ordre du parti est d'exécuter **Guinguoin**. Mais il ne croit guère à ce qu'on raconte. Il va rejoindre Mailly à Lyon, devient son second sous le nouveau nom de **Caylus**. Sa première mission est en Savoie pour essayer de « *corriger l'énorme erreur tactique de l'AS et de Londres* » : le plateau des Glières, qui n'était peut-être, comme le Vercors, qu'un effort pour se donner des troupes capables de barrer la route aux FTP.

Déjà il note au milieu de réflexions de techniciens de la lutte militaire des traits politiques. Ainsi dans le Limousin le PC a-t-il choisi **Louis Godefroy**, un homme un peu borné mais ultra-discipliné face au rebelle **Guinguoin**.

Au fur et à mesure que passe le temps et que tournent les pages, les dirigeants du PC sont de plus en plus en posture d'accusés. Serbat souligne à propos de l'occupation de Tulle tragiquement terminée par 99 pendaisons, que c'était le PCF qui ordonnait cette tragique libération aventuriste. Pourtant des heures très dures l'attendent, dures moralement et politiquement et il est atteint dans sa conviction et sa conscience.

Il s'agit de l'arrestation brutale de tous les dirigeants FTP de la zone sud, tous ceux qui sont immédiatement au-dessus de lui dans la hiérarchie. Coup dur, parce qu'une telle arrestation risque d'avoir des suites catastrophiques et aussi pose des questions cruelles. Qui est le mouchard ? un homme membre de la direction et proche. Tous sont soupçonnés, Serbat aussi. Le voilà envoyé ailleurs, dans un maquis pour enquête, avec ceux qui sont soupçonnés. En fait tout est une comédie sinistre. Personne au sommet n'ignore que les dirigeants ont été donnés par « Boulanger », de son vrai nom **Itis**, un dirigeant aussi, mais un officier soviétique de nationalité allemande !

D'abord seul responsable de fait, Serbat se pose des questions dès qu'il est envoyé « *au vert* » dans un maquis de témoins. Il écrit pourtant qu'il n'allait pas très loin :

« Comment aurai-je pu me douter à l'époque que les "Cadres" connaissaient déjà le fond de l'histoire et le nom du traître, mais qu'il avaient la ferme intention de ne pas reconstruire l'édifice de tête des FTP ? »

En fait, Caylus vient de faire la connaissance, avec ceux qu'il appelle « Cadres », dans sa période d'exil, par les arrestations de zone Sud, il rencontre « **Martinet** » qu'il appelle « *le tueur des cadres de la zone sud* », « *qui raconte avec allégresse des histoires abominables, se faisant passer pour un membre de la direction clandestine du PC, il exécutait des camarades jugés en haut lieu trop peu orthodoxes* ».

Décidément honnête il ajoute :

« J'ai la naïveté de ne pas me demander à quelle fin la direction des "Cadres" avait introduit dans notre maquis des bourreaux à son service ».

Mais il est loin de l'état d'esprit décrit par Suberville ; il est furieux contre des jeunes qui, le 14 juillet, ont chanté « *La Jeune Garde* » en levant le poing et il commente :

« Leur regard idéologique était dangereux. Ils se trompaient de combat, substituaient une guerre sociale à la guerre nationale ».

Il le reconnaît aujourd'hui :

« Je ne nourrissais aucun soupçon plus approfondi et restais confiant dans la sagesse du Parti. Je ne l'imaginai pas autrement qu'à l'avant garde des luttes pour la libération nationale. Et les "Cadres" vigilants garantissaient avec la poursuite d'une politique juste la sécurité de tous ».

Libéré du maquis-commission d'enquête, il est affecté à Marseille et en est heureux. Mais il doit déchanter et tombe de haut. L'homme des Cadres, le dénommé **Prosper** dresse un vrai réquisitoire contre les dirigeants de la zone Sud, leur non respect des règles de clandestinité, leurs ripailles de petits bourgeois : ce sont des « *complices objectifs de l'ennemi* ».

Assommé ? il est un peu réconforté par le comportement correct à son égard de **Callas** (Gaston Beau). De toute évidence, il a ignoré jusqu'à sa mort que ce militant magnifique a durement payé, sa vie durant, une « *évasion non autorisée* ».

Serbat doit se racheter. On lui propose de liquider les forces de « l'hitléro-trotskyte », l'opposant **Pastor**. Sa mission consiste à s'emparer des hommes et des armes et à tuer le chef militaire de Pastor.

Il ne va pas le tuer, il avoue :

« Je me sentais écœuré par une mission qui ressortissait à la fameuse politique du revolver plutôt qu'à la guerre de libération nationale »

La cuirasse stalinienne était en train de se fendiller.

C'est dans ses conclusions que Guy Serbat tente une explication. Il écrit :

« J'ai éprouvé dès le début, de l'étonnement (...) de la gêne (...) **des réticences** (...); vers la fin la catastrophe de l'état-major zone sud, l'acharnement du PCF contre les survivants, son refus d'installer une nouvelle direction des FTP sont restés longtemps pour moi un mystère effrayant ».

Il parle de « *conflit entre ses convictions profondes et la politique réelle du PCF* ». De ses remarques finales on retiendra les suivantes : il est choqué par la préoccupation permanente au PC, volonté prédominant de contrôler avant tout, de tout contrôler, la scission dommageable entre FFI et FTP-MOI qu'il considère comme un gâchis énorme, le rôle enfin d'hommes comme **Giovanni Sosso**, protégé des "Cadres", qui a traité de « *provocateurs* » les héroïques FTP-MOI de **Marcel Langer**, la préférence de l'appareil qui apprécie l'obéissance et la soumission plutôt que l'initiative.

Le livre de Serbat se termine par un véritable réquisitoire à propos de l'arrestation des responsables militaires de la zone Sud. Pour lui, le donneur, Iltis, a agi en sa qualité d'officier soviétique pour empêcher des initiatives contraires aux conseils de réserve et prudence donnés alors par l'URSS aux communistes français.

Différents et pourtant ensemble

Suberville était né en 1917, Serbat en 1914. Tous les deux sont arrivés au PC aux environs de 1942-43, ont commencé par des activités militaires.

Relevons que le juriste Suberville avait un immense intérêt politique pour le mouvement de masse, alors que le professeur agrégé de lettres **Serbat** avait une vraie passion pour son second métier de militaire.

Tous les deux, très tôt, se sont heurtés à l'autoritarisme et au secret et ensuite aux hommes de l'appareil que Serbat désigne plus volontiers par le terme générique de « *Cadres* ».

Combattants pour le PC, repoussés par le stalinisme, ils n'étaient pas sans doute faits de la même pâte, Suberville était un révolutionnaire, Serbat un démocrate. Deux hommes de cœur, de courage, de loyauté, d'honnêteté, dont l'expérience doit être diffusée parce qu'elle fut aussi celle de bien des hommes de leur génération.

Un jeune communiste quitte l'univers du PC

Je n'éprouve aucune gêne à indiquer à la suite de ces remarques sur les travaux de Suberville et de Serbat, ce que fut ma propre expérience de cadet de ces deux hommes que j'estime profondément et que j'aurais admiré si je les avais rencontrés dans mes vingt ans.

Entré en novembre 1942 comme Serbat dans *Combat*, j'ai crapahuté l'été 1943 pour le compte d'une école de cadres du réseau Périclès et découvert au maquis la lutte des classes à travers le mépris pour les ouvriers et les communistes du capitaine **Durandal** et le courage de l'ouvrier communiste **Prévot** condamné à mort – deux pseudonymes.

Membre des Etudiants Communistes à la fin de 1943 à Paris, un des trois responsables du Quartier Latin avec **Jean Popere**n (Linières) et **Vincent Labeyrie** (Dosseaux) je suis entré en conflit avec l'appareil pour ma critique d'une manif que je jugeais aventuriste, sur le Boul' Mich en plein jour en 1944 contre le STO et puis surtout pour avoir protesté contre le chauvinisme du parti et les attentats visant de simples soldats allemands : j'ignorais à l'époque qu'à Bruxelles un ancien des brigades internationales, le Bulgare **Todor Angelov**, s'était battu sur la même ligne avant d'être arrêté et tué par la Gestapo. Craignant pour ma sécurité j'ai cherché refuge en province me suis retrouvé dans les Milices patriotiques avec un gros Colt, ... mais un profond écœurement des mots d'ordre chauvins et de la politique du Parti Communiste à la suite de De Gaulle sur l'ordre de Staline (voir en annexe du livre de Suberville le compte rendu de la rencontre de Thorez avec Staline).

C'est alors que j'ai quitté l'UEC pour le PCI au moment où Suberville comprenait et où Guy Serbat commençait à se poser de vraies questions.

Je suis convaincu que nombre de jeunes combattants de nos générations ont connu la même expérience et que leurs souvenirs auraient constitué un

apport utile pour comprendre comment la peur et le refus de la révolution de la part du PCF ont amené ce dernier à commencer à se défaire, des décennies avant de mourir de sa longue et incurable maladie du stalinisme. Avant cet article, j'avais écrit sur l'ami **Roger Pannequin**, un long article nécrologique qui a disparu avec la catastrophe de notre ordinateur. Ce vieux militant du PCF, toujours méfiant et indépendant, était devenu un ami des trotskystes et j'appréciais sa visite quand il passait à Grenoble.

Je parlais aussi, dans l'article détruit, de **Julien Hapiot**, enfant de la misère qui fut son ami et maître à penser, « *Julien d'Espagne* », où il avait combattu dans les Brigades internationales. Pour gagner le jeune instit, il lui avait expliqué que la guerre aurait une fin révolutionnaire. Cet homme avait une pensée, jugeait sévèrement la politique de son parti en plusieurs circonstances. Autour de lui, on était, comme **Angelov**, hostile aux attentats contre de simples soldats allemands ; ce qu'on voulait, c'était la révolution mondiale et bien sûr faire la révolution en France. C'est à coup sûr, quelles que soient les circonstances, en vrai combattant de cette révolution française dont il parlait, qu'il est mort, fusillé le 30 septembre 1943, à 30 ans.

C'est au même type d'homme, de révolutionnaire, qu'appartenait **Eusèbe Ferrari**, abattu à 22 ans, un des premiers franc-tireurs du Pas-de-Calais dont **Claude Angeli** et **Paul Gillet** écrivaient :

« L'Internationale, c'est une manière d'être, une façon de vivre. Une morale. Les mots de prolétariat, révolution, soviétique, fraternisation sont des mots vivants, lourds de signification, qu'il a découverts au fur et à mesure que s'éveillait son intelligence ».

Ou encore **Gilbert Brustlein** dont le visage d'homme traqué recouvrit les murs :

« Pour lui, libération sociale et libération de la France, cela devenait tout un ».

Tous ces jeunes, les JC qui entreprennent et défendent la grève des mineurs en 1941, sont des communistes, des centaines, qui cherchent le prolétaire sous l'uniforme allemand, refusent de tuer à tort et à travers, veulent se battre de façon organisée et pas pour les capitalistes. La politique qu'ils s'efforcent d'appliquer et qu'ils défendent en tout cas, est très proche de celle que Trotsky appelait « *la politique militaire du prolétariat* ». Mais aucun d'entre eux ne l'a su.

Suberville et Serbat n'étaient pas seuls. Pourtant ils sont restés seuls. Les responsabilités sont multiples, dont les nôtres, nous qui nous disions trotskystes mais qui ne l'étions pas. Mais il y en a beaucoup, de plus responsables que nous, et un peu partout !

Les départs

Le retard dû à l'accident relaté par ailleurs surcharge cette rubrique. Nos lecteurs nous pardonneront certainement de ne pas reprendre dans ce numéro l'article consacré l'an dernier à l'occasion de la publication de son autobiographie à la vie militante d'**Yvan Craipeau**, récemment disparu et auquel, hélas, nous n'aurions rien pu changer.

Marcel Bleibtreu (1918-2001)

Marcel Bleibtreu, qui était né à Marseille le 26 août 1918, est mort à Paris le 20 décembre 2001. Il fut dans nos rangs **Vierny, Tanguy, Antoine, Pierre Favre** et surtout **Favre-Bleibtreu**, semi-légal.

Il n'avait pas encore seize ans quand il découvrit **Trotsky** à la lecture de *Ma Vie*. Il les avait tout juste quand il rejoignit les trotskystes du Groupe bolchevik-léniniste (GBL) dans la SFIO. Lors de la scission, il se rangea dans les rangs des JSR qui rejoignirent le POI : en combattant les camarades de **Raymond Molinier**. A la veille de la guerre, il refusa l'entrée dans le PSOP de **Marceau Pivert** et resta inorganisé, en désaccord avec le POI dont il était « *sympathisant* ». Mais il fut accepté dans les rangs du PCI réunifié et participa pendant la guerre au comité de rédaction de *La Vérité*, acheva par bribes ses études de médecine.

Certains ont assuré à tort qu'il dirigea le rayon de Puteaux-Suresnes, « *Rayon de Vyborg du PCI* », mais celui-ci était dirigé par **Claude Bernard** dit **Raoul**, et **Bleibtreu** n'était que le responsable de la minorité d'ex-POI qui s'y trouvaient.

Il était d'une vive intelligence, agressif cependant, plus personnel que collectif à cette époque, tel quel, indispensable. Ses entrevues avec Christophe Nick lui ont permis de souligner qu'il avait été le premier à se lancer dans la lutte contre Pablo et la ligne de l'entrisme *sui generis*.

Lors de la scission de 1952, contrairement à une idée très répandue, c'est lui qui inspirait et dirigeait les anti-pablistes. La scission consommée, le conflit éclata. Le prétexte en fut l'attitude à observer face aux enquêtes policières. La véritable divergence était ailleurs, sur la question algérienne, Bleibtreu étant pro-

FLN et Lambert, comme on le sait, lié à Messali Hadj, donc au MNA. La force de Lambert, qui avait attendu avant de choisir, était dans les militants de la Commission ouvrière avec lesquels il travaillait, un vrai noyau. Il est très triste que Michel Lequenne éprouve aujourd'hui le besoin de parler à son propos de « *fraction à la fois ouvriériste et sectaire* » et de la « *clique de Lambert* ». On imagine pourquoi ils ont été si isolés tous les deux.

Ayant quitté le mouvement trotskyste organisé, se voulant toujours trotskyste cependant, Bleibtreu milita à la Nouvelle Gauche, puis l'UGS qui allaient aboutir en 1960 au PSU où il anima la minorité « *socialiste révolutionnaire* ». Il continua le reste de ses jours à raconter aux anciens et aux nouveaux sa version de la scission, réglant des comptes qui lui tenaient à cœur, mais, c'est dommage, il ne semble pas les avoir écrits ou du moins, pas achevés. Sur un point, Lequenne a parfaitement raison quand il parle des « *défauts de caractère* » de Marcel Bleibtreu. Ils l'ont condamné à être, malgré ses dons et sa valeur intellectuelle, un homme seul.

Albert Maso March (1918-2001)

Agustin Guillamon nous a envoyé une belle biographie d'Albert Maso que nous sommes malheureusement obligés de résumer du fait de sa longueur. **Albert Maso March** fut aussi connu sous ses pseudos d'**Albert Vega**, **R.Mailly**, **Julio Gil**. Il commença à militer dans les jeunesses du Bloc ouvrier et paysan de Maurín et prit part au soulèvement d'octobre 1934. Il était des 150 jeunes mal armés qui tentèrent une percée et furent massacrés. Il fit partie des groupes d'action du Bloc puis du POUM. Combattant de l'assaut des casernes en 36, deux fois blessé, à Atarazanas et au front d'Aragon, il dément avoir essayé d'entraîner dans un soulèvement les élèves de l'École populaire de Guerre en mai 1937

Il fut arrêté en juillet 37 pour avoir collé une affiche dénonçant le gouvernement **Negrín** de « *la contre-révolution* », resta en prison jusqu'en novembre. C'est son groupe qui abattit dans la nuit du 10 février 1938 l'agent du GPU, le Polonais **Léon Narwicz**, chasseur de trotskystes et de poumistes. Entre temps il sortait lieutenant d'une école militaire.

Passé en France, évadé du camp d'Argelès, il milita ensuite à sa libération dans la Fraction française de la Gauche communiste, puis au groupe *Socialisme ou Barbarie*, finalement en contact étroit avec le PCI d'Italie, les bordiguistes. En 1972 il revint au POUM et milita jusqu'à sa mort pour sa reconstruction.

C'était un militant aussi vaillant qu'estimable.

Bartolomeo Costa Amic (1921-2001)

Bartolomeo Costa Amic, qui était né en Catalogne, est mort au Mexique. Militant du Bloc puis du POUM, il accompagna au Mexique le vétéran **David Rey** qui venait négocier avec le président **Cárdenas** la livraison d'armes de guerre à la République. **Andrés Nin** lui avait demandé aussi d'insister auprès du président pour qu'il accorde l'asile à Trotsky au Mexique.

A son retour, il participa à un rocambolesque complot raté visant à enlever **Carmen Franco**, l'épouse du Caudillo ? pour l'échanger contre **Maurin**, en prison depuis juillet 36. A partir de 1938, de Paris, avec **Narciso Molins y Fabrega**, il tenta d'organiser la résistance à la répression stalinienne. En 1940, il reçut un visa mexicain et devint un grand éditeur sans renier sa jeunesse.

Eugenio Fernandez Granell (1912-2001)

Eugenio Fernandez Granell est mort à Madrid le 24 octobre 2001. Il était né à La Corogne en 1912. Militant et violoniste, communiste opposant et surréaliste, journaliste et peintre. L'Universel en lui. On est fier de l'avoir connu, entendu, lu et vu.

En 1928, il part à l'Ecole de Musique de Madrid étudier le violon et on lui prédit un avenir de virtuose. Il rencontre **Pierre Naville** en 1928, **Juan Andrade** en 1929, rejoint ce qui va devenir la Izquierda comunista et en particulier ses jeunesses qu'il anime à Madrid. Quand les combats commencent, il laisse l'archet pour le fusil, combat à Guadalajara, dirige le journal du POUM, *El Combatiente rojo*. Il est lieutenant-colonel dans les milices, expert militaire de son parti, écrit un livre sur l'armée et la révolution.

Avec la chasse aux trotskystes, il doit se cacher en Catalogne, se réfugie en France et dans l'Amérique centrale tropicale ensuite. C'est pendant ce même temps qu'il va passer à New York un doctorat en anthropologie et en sociologie, que, dans le domaine de la couleur, il prend le pinceau et devient un peintre exceptionnel. Parmi ses amis : **Victor Serge**, **André Breton**, **Benjamin Péret**, **Albert Camus**. Une place formidable dans l'exposition sur le Surréalisme. Deux des nôtres, **Gérard Roche** et **Pierre Broué** gardent un souvenir ébloui d'une promenade dans la ville de NewYork avec lui, de ce qu'il leur a fait voir et comprendre. Il nous a quittés, mais nous sommes fiers de lui.

Dang van Long (1919-2001)

Notre vieux camarade **Khoi** a consacré dans Inprecor une rubrique à **Dang van Long**. Né dans le petit village de Ngoc-Uyen, ce dernier est mort le 6 décembre dernier.

Il était venu en France en 1939 dans le cadre de la mobilisation de la main d'œuvre pour remplacer les ouvriers devenus soldats. C'est dès 1940 que ces déportés d'un style nouveau, à des milliers de kilomètres des leurs, commencent à s'organiser avec l'aide de militants trotskystes de France, **Marguerite Bonnet (Jacqueline Roussel)** et **Claude Bernard (Raoul)**. Ils furent environ 20 000 et Long était souvent délégué par les travailleurs de son camp de Mazargues. Il ne rentra pas au pays, resta en France où il avait femme et enfants. Il avait adhéré au Groupe trotskyste vietnamien, membre de la IVe Internationale, et le resta jusqu'à sa mort. Il a beaucoup écrit : des textes politiques et d'histoire du mouvement en France, mais aussi des poèmes, des contes, des récits. Il peignait aussi et a été plusieurs fois exposé.

Khoi termine sa notice par une lettre bouleversante à son vieux camarade.

Rodolphe Prager a bénéficié d'un papier dans *Le Monde* signé de **Claude Pennetier**. Il n'y manque pas un bouton de guêtre : mais même ceux, dont je suis, qui aimaient bien **Auguste**, ont éprouvé un malaise devant cet excès d'honneur et un ton apologétique qui surprendra ceux qui ont aimé le personnage *à part* qu'il fut. Nous ne voulons pas engager la polémique devant une tombe encore ouverte et c'est pourquoi en indiquant que nous avons des réserves, tant sur ce qui est écrit de l'exercice par lui du métier d'historien, que sur sa conception du témoignage, nous évitons de nous engager dans une polémique sur beaucoup de questions, dont la moindre n'est pas le « *genre littéraire* » que constitue la nécrologie. Nous n'irons donc pas plus loin dans notre salut à Rudi et nous le regrettons.

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IVe Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 27, rue de Taine, Paris (12^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 14 €

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**